OFAJ
DFJW

Sous la direction de Thomas Pierre et de Markus Ottersbach

Le réseau franco-allemand « Intégration et égalité des chances »

– Rapport final de l'évaluation –

Numéro
26
2014
Textes de travail

Auteurs :
Samera Bartsch
Ahmed Boubeker
Corinna Braun
Schahrzad Farrokhzad
Sultan Kilic
Markus Ottersbach
Thomas Pierre
Sonja Preissing
Matthias Sperling
Miriam Yildi

Traductrice : Valentine Meunier

Relectrice : Céline Maurice

Maquette couverture : marcasali.com

ISSN 2270-4639 (support numérique)
© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin 2014

Office franco-allemand
pour la Jeunesse
Deutsch-Französisches
Jugendwerk

Thomas Pierre, Markus Ottersbach (dir.)

Le réseau franco-allemand « Intégration et égalité des chances »
Rapport de l'évaluation

Auteurs et contributeurs

Ahmed Boubeker**,** Professeur en sociologie et démographie, UFR Sciences humaines et sociales, Université Jean-Monet, Saint-Étienne

Samera Bartsch*, Wissenschaftliche Mitarbeiterin bei Univation, Institut für Evaluation, Dr Beywl & Associates GmbH, Köln*

Corinna Braun, *Wiss. Mitarbeiterin im Forschungsprojekt „Chancen der Vielfalt nutzen lernen" an der Fakultät für Angewandte Sozialwissenschaften der Fachhochschule Köln und Doktorandin an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln*

Hervé Paris, Doctorant, chercheur au Laboratoire lorrain de sciences sociales (2L2S), Université de Lorraine

Schahrzad Farrokhzad, *Vertretungsprofessorin für Interkulturelle Bildung in sozialen Organisationen an der Fakultät für Angewandte Sozialwissenschaften der Fachhochschule Köln*

Piero-D. Galloro, Maître de conférences en sociologie, UFR Sciences humaines et Arts, Laboratoire lorrain des sciences sociales (2L2S), Université de Lorraine

Sultan Kilic**,** *Wiss. Mitarbeiterin im Forschungsprojekt „Inklusive Bildung im Abseits" an der Fakultät für Angewandte Sozialwissenschaften der Fachhochschule Köln und Doktorandin an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln*

Markus Ottersbach, *Professor für Soziologie an der Fakultät für Angewandte Sozialwissenschaften der Fachhochschule Köln*

Tamara Pascutto**,** Chargée de mission en sociologie et en anthropologie

Thomas Pierre**,** Docteur en sociologie, Laboratoire lorrain des sciences sociales (2L2S), Université de Lorraine

Sonja Preissing**,** *Doktorandin an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln und Stipendiatin der Rosa-Luxemburg-Stiftung*

Alexia Serré**,** Doctorante en sociologie, Laboratoire lorrain des sciences sociales (2L2S), Université de Lorraine

Matthias Sperling, *Wiss. Mitarbeiter bei Univation e.V. und Doktorand an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln*

Miriam Yildiz**,** *Doktorandin an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln und Stipendiatin der Rosa-Luxemburg-Stiftung*

Thomas Zitzmann, *Pädagogischer Mitarbeiter beim Kölner Flüchtlingsrat*

Responsable de publication : Thomas Pierre et Markus Ottersbach
Texte de travail n° 26
© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin 2014

Table des matières

Introduction, *Ahmed Boubeker, Markus Ottersbach, Thomas Pierre* **.....7**

But, questionnement, méthodologie et panel de l'enquête empirique, *Markus Otterbach*.....**12**

Résultats de l'enquête quantitative **20**

1 Résultats de l'enquête quantitative en France, *Thomas Pierre*.....**20**

2 Résultats de l'enquête quantitative en Allemagne, *Samera Bartsch, Schahrzad Farrokhzad*.....**42**

Résultats de l'enquête qualitative auprès des professionnels.....**77**

1 Résultats de l'enquête en Allemagne, *Corinna Braun, Sonja Preissing, Miriam Yildiz* **77**

2 Résultats de l'enquête en France, *Thomas Pierre*.....**129**

Résultats de l'enquête qualitative auprès des jeunes.....**163**

1 Résultats de l'enquête en France, *Thomas Pierre*.....**163**

2 Résultats de l'enquête en Allemagne, *Sultan Kilic, Matthias Sperling*.....**200**

Contextualisation.....227

1 Les résultats en France, *Thomas Pierre* **227**

2 Les résultats en Allemagne, *Markus Ottersbach*.....**243**

Recommandations aux acteurs politiques et pédagogiques.....266

1 Recommandations en Allemagne, *Schahrzad Farrokhzad, Sonja Preissing*.....**266**

2 Recommandations en France, *Thomas Pierre*.....**278**

Conclusion, *Ahmed Boubeker, Markus Ottersbach, Thomas Pierre*.....285

Bibliographie.....292

Ahmed Boubeker, Markus Ottersbach, Thomas Pierre

Introduction

Le réseau « Intégration et égalité des chances » lancé par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et la fondation Genshagen en 2006 est, du point de vue allemand, un produit de l'ouverture interculturelle des organisations. Confrontée à un changement de la politique en matière d'immigration, à l'évolution démographique et à la nécessité d'améliorer les conditions de vie des personnes immigrées en leur offrant une meilleure égalité des chances, la classe politique s'efforce ces dernières années d'accélérer ce processus d'ouverture. Les institutions pédagogiques sont des pionniers en ce domaine mais ne constituent pas le seul type d'organisation se donnant l'ouverture interculturelle pour mission. Elle est aussi celle des institutions de jeunesse à vocation internationale, qui sont invitées à orienter plus fortement qu'auparavant leurs activités vers le public des jeunes d'origine immigrée. C'est bien là que l'OFAJ a trouvé son impulsion pour ouvrir ses activités aux jeunes socialement défavorisés et d'origine immigrée.

Du point de vue français, le champ « Intégration et égalité des chances » s'inscrit dans une actualité urbaine qui souligne l'enjeu de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes dans un contexte de « malaise des banlieues » et plus largement de montée du chômage, de l'exclusion et des discriminations ethno-raciales.

Traductrice d'un pluralisme des modes de vie urbains à travers ses clivages, la jeunesse des quartiers populaires est aussi révélatrice des mutations profondes de la société française : nouvelles crises sociales et menaces de fracture sociale ou ethnique certes, mais aussi, on l'oublie trop souvent, richesse de la diversité. C'est une configuration inédite dans l'histoire de France qui souligne les limites de son modèle social mais aussi ses atouts socioculturels et démographiques. La jeunesse n'est-elle pas la richesse première d'une nation ? Car c'est d'abord une question de reconnaissance qui est en jeu : reconnaître ces jeunes comme des acteurs participant pleinement aux transformations de la société française. L'engagement des acteurs français dans des projets internationaux relève à la fois d'une recherche de solutions nouvelles, de pratiques d'accompagnements innovantes face à l'ampleur des problèmes ainsi que d'une adaptation aux mutations du secteur social et socioculturel. Celles-ci concernent notamment une contractualisation croissante qui demande d'engager activement les usagers, et une rationalisation budgétaire qui exige de repenser les pratiques des acteurs de terrain pour optimiser leur efficacité. Les programmes internationaux comme celui de l'OFAJ offrent tout à la fois un moyen d'adaptation aux mutations et une occasion de repenser les pratiques.

Orientation et objectifs du programme

L'OFAJ a mis en place un programme qui, destiné à promouvoir les jeunes défavorisés et les jeunes issus de l'immigration, subventionne des projets d'échange de jeunes organisés par des structures françaises et allemandes engagées dans l'encouragement de l'intégration et l'insertion professionnelle de jeunes issus des quartiers marginalisés. En France, cette mission revient notamment aux missions locales, aux centres sociaux, aux associations labellisées, aux associations de quartier ou aux établissements scolaires. En Allemagne, elles sont prises en charge par l'action sociale en faveur de la jeunesse *(Jugendsozialarbeit)*, l'action éducative en milieu ouvert *(offene Jugendarbeit)*, les associations jeunesse *(Jugendverbandsarbeit)* et les services d'accueil socioculturel des jeunes immigrés *(kultur- und der migrationsbezogenen Jugendarbeit)*. L'OFAJ organise des rencontres du réseau afin de permettre et de pérenniser l'échange entre les porteurs de projets français et allemands. Plus de 150 organismes ont pris part au programme depuis 2006. Les régions partenaires sont principalement Berlin/Brandebourg et Paris/Île-de-France[1].

Les projets du réseau poursuivent trois objectifs :

- Les coopérations nouées grâce aux échanges de jeunes offrent la possibilité

[1] Des échanges ont également eu lieu à Hambourg, Francfort-sur-l'Oder, Strasbourg et au Havre.

aux professionnels de découvrir des dispositifs de l'autre pays ainsi que des bonnes pratiques et des stratégies de projet couronnées de succès.

- Ils construisent un réseau durable et élaborent ensemble des idées et des projets pour la poursuite du travail avec les jeunes des quartiers marginalisés de France et d'Allemagne.
- Les échanges de jeunes visent à les sensibiliser à l'interculturel, à combattre les préjugés et les stéréotypes et à soutenir leur insertion sociale et professionnelle.

Le groupe de recherche « Diversité et participation » a été fondé en 2009 par des chercheurs de l'université de Metz et de la Fachhochschule Köln[2]. L'OFAJ lui a confié la mission d'évaluer les projets d'échange de jeunes issus des quartiers marginalisés, réalisés dans le cadre des activités du champ « Intégration et égalité des chances ». Le travail de recherche a commencé début 2010 et s'est achevé fin 2012.

Pour souligner la pertinence de ce programme de recherche franco-allemand et illustrer la spécificité d'un cadre analytique et d'une posture méthodologique fondés sur une constance de

[2] Font partie du groupe pour l'université de Lorraine et Saint-Étienne : Ahmed Boubeker (professeur), Piero-D. Galloro, Hervé Paris et Thomas Pierre. Ont également participé aux enquêtes empiriques : Tamara Pascutto et Alexia Serré. Les chercheurs de la Fachhochschule Köln sont : Markus Ottersbach (professeur), Schahrzad Farrokhzad, Sonja Preissing, et Thomas Zitzmann durant la première phase. Les enquêtes empiriques ont été réalisées par Miriam Yildiz, Corinna Braun, Sultan Kilic et Matthias Sperling.

l'interrogation critique sur les postulats, les hypothèses ou les résultats, notre démarche n'a pas consisté en une simple enquête de satisfaction ou en la recherche d'un indicateur de réussite des échanges en termes d'insertion. C'est à travers l'observation des développements des capacités d'action des professionnels et des jeunes que nous avons voulu analyser le réseau « Intégration et égalité des chances ». Ces analyses permettent de remettre les interactions avec un environnement au cœur des problèmes d'insertion sociale et professionnelle.

Markus Ottersbach

But, questionnement, méthodologie et panel de l'enquête empirique

But de l'enquête empirique

L'objectif de l'évaluation du programme est d'identifier des informations et le mode de fonctionnement du réseau, les coopérations qui y sont nouées et les pratiques couronnées de succès. Ce gain de connaissance[3] se rapporte ici pour l'essentiel :

- aux conditions structurelles, concepts, buts et coopération des structures locales (entre elles et avec l'OFAJ), aux modalités et au nombre d'échanges de jeunes ainsi qu'à la composition du public cible ;
- au processus d'apprentissage des jeunes pendant les échanges franco-allemands.

Les enquêtes avaient un caractère sommatif (bilan). Les rencontres du réseau organisées dans le cadre du projet n'entraient pas dans le cadre de l'évaluation.

Questionnement de l'enquête empirique

Les questions centrales de l'évaluation sont :

3 Le gain de connaissance est l'un des nombreux buts possibles d'une évaluation (*cf*. sur cette question Beywl/Kehr/Mäder/Niestroj, 2007).

- En quoi l'échange international des jeunes organisé par l'OFAJ contribue-t-il à la réussite du travail sur le terrain ?
- Dans quelle mesure et dans quelles conditions les responsables du projet parviennent-ils à toucher le groupe cible de l'échange international de jeunes (prospection) ?
- Dans quelle mesure les jeunes sont-ils réellement impliqués dans les projets (continuité) ?
- Quels « bénéfices » à long terme les jeunes retirent-ils de leur participation aux projets (du point de vue de l'insertion sociale et professionnelle ainsi que des effets d'apprentissage interculturel) ?

Méthodologie de l'enquête empirique

Le recueil des données s'est effectué en trois étapes :

- Questionnaire écrit et semi-standardisé adressé aux professionnels des structures locales (objectif principal : clarifier les conditions cadres, les idées et les conceptions des organismes locaux).
- Interviews des professionnels adossées à une grille d'entretien (objectif principal : obtenir des informations approfondies sur leur travail avec les jeunes au sein de leurs organisations respectives et sur les échanges de jeunes).

- Interviews, avec guide d'entretien, des jeunes ayant participé aux échanges (objectif principal : identification des motifs, opinions, schémas d'action, de la cohésion du groupe, des pratiques du groupe et des effets d'apprentissage).

Le recueil de données a un caractère qualitatif, les données n'ont donc aucune prétention à la représentativité, mais n'en sont pas moins pertinentes et indiquent des tendances du programme. Le présent rapport expose le dépouillement de la totalité des étapes de l'enquête empirique.

Panel de l'enquête empirique et opérationnalisation des questions

La première partie de l'enquête, quantitative, vise à étudier les structures et l'organisation des acteurs en France et en Allemagne (structures des organismes locaux et des réseaux, finances et ressources humaines), leurs programmes (objets et missions, domaines d'activité et publics cibles), ainsi que leurs activités avec l'OFAJ.

Dans cette partie, neuf professionnels travaillant dans des missions locales, des centres sociaux, des associations labellisées ou de quartiers et dans des établissements scolaires ont été interviewés en France. En Allemagne ont été collectées les réponses de dix professionnels de l'action sociale en faveur de la jeunesse (*Jugendsozialarbeit*), de l'action éducative en milieu ouvert (*offene Jugendarbeit*), des associations jeunesse

(*Jugendverbandsarbeit*) et des services d'accueil socioculturel des jeunes immigrés (*kultur- und der migrationsbezogenen Jugendarbeit*).

La deuxième étape, qualitative, de l'enquête s'est intéressée aux professionnels. Les questions posées dans les interviews adossées à un guide d'entretien et menées avec les professionnels et les bénévoles des structures portent sur leur conception des activités et des programmes, sur leur travail concret, sur les activités interculturelles et sur les conditions cadres de leur travail à l'échelle locale. Elles abordent de surcroît l'élaboration et la réalisation des projets d'échange, recueillent des informations sur les adolescents et jeunes adultes, explorent les impacts des projets d'échange sur les participants d'une part, sur le travail concret à l'échelon local de l'autre, ainsi que les critiques et propositions d'amélioration. Les entretiens visent également à évaluer, du point de vue des responsables, les projets menés et subventionnés par l'OFAJ. Ils abordent donc la coopération avec l'OFAJ et avec le réseau « Intégration et égalité des chances » ainsi que les modalités de l'échange. Les échanges de jeunes sont en conséquence considérés depuis la perspective des responsables de projet de France et d'Allemagne. L'équipe de recherche franco-allemande a élaboré à cet effet une grille d'entretien[4] qui a été testée par des entretiens préliminaires. Dix entretiens ont été menés sur ce

[4] Toutes les interviews qualitatives s'appuient sur un guide d'entretien, qui laisse à la fois la place à des discussions sur les points soulevés par le chercheur et à un cours spontané de l'entretien.

principe de chaque côté du Rhin, principalement dans les régions Berlin/Brandebourg et Paris/Île-de-France. À l'issue de cette phase, les entretiens ont été dépouillés et exploités à l'aide de catégories analytiques conçues collégialement par l'équipe pendant plusieurs rencontres du groupe de recherche. Les contenus centraux des interviews ont été synthétisés à l'aide des catégories retenues et les passages importants ont été retranscrits. Il faut mentionner ici que les divers volets thématiques du guide n'ont pas tous été évoqués avec la même précision par l'ensemble des personnes interviewées, mais ont varié en fonction des axes principaux de l'entretien. Les données recueillies permettent toutefois de discerner des tendances. Les questions concrètes suivantes ont constitué le cœur des entretiens :

- Quelle est la structure, ses activités, ses objectifs ?
- Quand et pourquoi la structure a-t-elle commencé à entretenir des liens avec l'OFAJ ?
- Comment est né (conception) le projet d'échange et quels étaient ses objectifs ?
- Qui sont les jeunes qui participent au projet d'échange ?
- Comment les échanges se sont-ils concrètement déroulés ?
- Quelles répercussions l'échange a-t-il eues sur les jeunes ?
- La participation des jeunes à un programme d'échange international a-t-elle

produit des effets sur le travail sur le terrain ?

- Quelles critiques et propositions d'amélioration les professionnels formulent-ils sur l'échange ?

L'évaluation du programme s'achève avec la dernière étape de l'évaluation, qui se concentre sur les perspectives des jeunes, le public cible. Elle s'appuie sur des données recueillies elles aussi dans le cadre d'interviews adossées à une grille d'entretien. Le panel se compose de jeunes ayant participé aux projets d'échange franco-allemand « Intégration et égalité des chances » (quelques projets se sont déroulés dans le cadre de rencontres trilatérales[5]). L'accès aux jeunes a été établi par l'intermédiaire des responsables, ce qui a permis de réaliser 30 entretiens au total en France et en Allemagne. Les interviews cherchent notamment à déterminer les expériences vécues par les jeunes lors de rencontres interculturelles, leur engagement social et politique, les motifs et les objectifs de leur participation à un projet d'échange, ainsi que les critiques et propositions d'amélioration sur les programmes. Ces questions ont donné lieu au guide d'entretien suivant :

- Comment les jeunes ont-ils eu accès aux projets ?
- Ont-ils eu des expériences interculturelles avant le projet d'échange, si oui lesquelles ?

5 Les jeunes venaient également du Ghana, d'Italie, de Pologne et de Biélorussie.

- Dans quelle mesure les jeunes s'engagent-ils socialement et politiquement, notamment hors du cadre du projet d'échange ?
- Quel accès ont-ils à l'OFAJ, que savent-ils de cette institution ?
- Quel rôle a joué l'OFAJ dans la réalisation des projets et dans quelle mesure a-t-il été un soutien ?
- La participation au projet d'échange s'est-elle traduite par de nouvelles expériences d'apprentissage ou par un élargissement de leurs compétences ?
- Quels impacts les échanges ont-ils eus sur les orientations professionnelles et sociales des jeunes ?
- Quels mécanismes d'ouverture et d'exclusion ont eu lieu pendant l'échange au sein des groupes de jeunes ?
- Quelles critiques et propositions d'amélioration émettent les jeunes sur les projets d'échange ?

La procédure suivie dans le troisième volet de l'enquête est similaire à celle du deuxième : le guide a également été élaboré collégialement par la totalité du groupe de recherche sur la base des questionnements principaux et a fait l'objet de tests préliminaires. Le dépouillement s'est fait par traitement informatique à l'aide de catégories, qui ont été élargies au fil du processus d'analyse.

Le groupe de recherche a particulièrement veillé à l'anonymat des données. Les renseignements fournis par les partenaires d'entretien ont été ex-

clusivement utilisés et analysés dans la visée scientifique de l'évaluation. Les données recueillies ont été anonymisées dès que le processus de recherche l'a autorisé, afin d'empêcher tout rapprochement avec des partenaires spécifiques. De surcroît, seuls les chercheurs du groupe de recherche ont eu accès aux données nécessaires à la réalisation de l'évaluation.

Résultats de l'enquête quantitative

Thomas Pierre

1 Résultats de l'enquête quantitative en France

Nous avons administré un questionnaire à destination de structures travaillant, ou ayant travaillé, sur un projet d'échange OFAJ. Il y a eu neuf réponses. Toutes les questions n'ont pas fait l'objet de réponses.

Les structures

Statuts et description générale des structures.

On repère cinq types de structures :

- les missions locales, qui représentent près de la moitié des répondants,
- les centres sociaux,
- les associations labellisées,
- les associations de quartier,
- les établissements scolaires.

Les missions locales

Les missions locales sont constituées entre l'État, les collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales et parfois des associations. Elles remplissent des missions de service public pour

l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (article L.5314-1 à 4 du Code du travail). Elles ont un statut d'association *(cf. infra)* et, plus rarement, de groupement d'intérêt public.

Elles sont chargées de l'accueil, l'information, l'orientation professionnelle et l'accompagnement personnalisé[6] dans les projets professionnels de jeunes de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés en matière d'accès à l'emploi ou à la formation.

Elles doivent également faciliter l'accès des jeunes à l'autonomie sociale en les accompagnant dans leurs parcours d'accès à la santé, au logement, aux droits et à la citoyenneté (cette démarche est appelée « accompagnement global par les professionnels »).

Les missions locales sont des structures d'articulation entre les politiques d'insertion initiée par l'État (dans des instances interministérielles depuis les années 80 : politique pour l'emploi, politique de la ville), les collectivités territoriales (région, département, communes et intercommunalité) et le territoire de leur intervention (qui peut être de dimensions variables mais qui souvent constitué par un bassin d'emploi).

Du fait de cette dimension territoriale, les missions locales constituent des partenariats avec diverses institutions : établissements scolaires, agence locale Pôle emploi, organismes de formation professionnelle, centre d'information jeu-

6 L'article 13 de la loi de programmation pour la cohésion sociale créé un droit à l'accompagnement.

nesse… Elles constituent également un réseau régional des missions locales pour une meilleure coordination.

Les professionnels qui y interviennent sont essentiellement des conseillers en insertion qui sont des « référents ». Elles sont dirigées par un élu local.

Leur financement est conventionné dans une convention pluriannuelle d'objectifs. Il provient essentiellement des collectivités territoriales (25 % des communes et des établissements publics à caractère industriel ; 25 % de la région et du département ; 40 % de l'État). Le reste des financements est assuré par des organismes privés et le Fond social européen (FSE).

Les centres sociaux

Un centre social est un « projet » considéré par la Charte fédérale des centres sociaux de 2000 comme « un foyer d'initiatives porté par des habitants associés, appuyé par des professionnels capables de définir et mettre en œuvre un projet de développement social local ».

Ce projet est géré par une association ou une municipalité ou la Caisse d'allocations familiales (CAF). Les centres sociaux reçoivent un agrément CAF (de un à quatre ans) selon quatre missions[7] :

- *« Un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la*

7 Cette description des missions provient du référentiel institutionnel de la CAF.

population habitant à proximité : accueil, animation, activités et services à finalités sociales. » Les centres sociaux mettent ainsi en œuvre des actions d'insertion, de formation des bénévoles d'association, d'accompagnement scolaire, des ateliers éducatifs et conviviaux, voire des haltes garderies.

- *« Un équipement à vocation familiale et plurigénérationnelle : lieu de rencontre et d'échange entre les générations, développement des liens familiaux et sociaux. »* Ils offrent des services de lutte contre l'isolement, d'accueil des familles, des projets d'organisation de vacances et de loisirs et des projets d'appui à la fonction parentale.
- *« Un équipement d'animation de la vie sociale qui prend en compte les demandes et les initiatives des usagers et des habitants et qui favorise le développement de la vie associative. »* Dans ce cadre, les centres sociaux organisent et pilotent des manifestations locales avec la participation des habitants, sont des lieux d'accès aux droits en ouvrant diverses permanences, et offrent un soutien logistique aux associations.
- *« Un lieu d'interventions sociales concertées et innovantes qui développe des partenariats. »*

Il s'agit donc de structures de proximité, fortement territorialisées, le plus souvent consti-

tuées autour des secteurs enfance, jeunesse et famille. De ce fait, les centres sociaux tissent des partenariats avec des établissements scolaires, des clubs de prévention spécialisée, des associations locales, des Centres communautaires d'action sociale (CCAS).

Ils sont animés par des professionnels de l'action sociale (animateur, éducateur spécialisé, assistant de service social, conseiller en économie sociale et familiale) et des bénévoles.

Leur financement est constitué d'une part de ressources propres (cotisations, par exemple, soit 10 %), d'autre part de subventions publiques des collectivités territoriales (Conseil général[8] : 10 % ; commune et intercommunalité : 40 %) et de financement CAF du fait de leur prestation de services aux familles et de l'animation globale (40 %)[9].

Les associations[10]

Les associations sont définies par la loi Waldeck-Rousseau de 1901. Ce sont des associations à but non lucratif, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas vocation à enrichir un de leurs membres. Les associations sont des contrats de droit privé entre au minimum deux personnes (article 1er, loi 1901).

8 Niveau départemental.

9 Chiffre de la Fédération des centres sociaux en milieu urbain pour 2010. Site Internet : www.centres-sociaux.asso.fr.

10 Nous rassemblons ici les associations de quartier et les associations labellisées en raison de leur statut.

Les associations ont une grande latitude en matière d'organisation : il n'y a pas obligatoirement de fonctionnement vertical ni de but : quasi toutes les dimensions de la vie sociale peuvent faire l'objet d'une association (éducation populaire, jeunesse, sport, culture).

Les associations, une fois inscrites en préfecture et déclarées au Journal officiel, sont des personnes morales, dotées d'une capacité juridique leur permettant de créer et d'accepter divers moyens de financement (cotisations, subventions, subventions sur projet, dons manuels, mécénats, aides de partenaires). Cela leur permet également de devenir employeurs, de signer des actes juridiques (souscription d'assurances, contrats de prestation de services) et enfin d'agir en justice.

On distingue les associations *labellisées* des associations *de quartier*.

- Pour les associations labellisées, nous ne nous référons pas à celles qui ont reçu un agrément d'un ministère et sont de ce fait déclarées d'intérêt général ou d'utilité publique (articles 3 à 8 de la loi de 1901). Sous cette appellation, nous regroupons les associations qui sont des émanations de dispositifs institutionnels.
- Par associations de quartier, nous désignons des formes autogénérées par les habitants[11].

11 La catégorisation peut s'exprimer avec le couple « politisation-cristallisation » : soit d'un côté des mises en forme plutôt descendantes et publiques permettant l'expression et l'action « dans un

Les associations sont constituées d'adhérents qui peuvent être des personnes physiques ou morales. Elles sont animées par des bénévoles et des salariés. Les professionnels (salariés) qui y interviennent sont très divers du fait de la diversité des objets des associations. Il peut s'agir de professionnels de l'action sociale, de juristes (cas des associations de défense des consommateurs, de défense des droits au travail) ou encore de professionnels d'administration (comptable, secrétaire).

Les partenaires sont très variés également. D'une manière générale, les associations construisent des partenariats (plus ou moins solides et durables) avec le tissu associatif local et certaines institutions et collectivités territoriales locales.

Leur financement provient de collectivités territoriales et est en grande partie public et local : fonds déconcentrés de l'État, département, région. Elles peuvent avoir des financements sur projet et des soutiens privés (bailleurs sociaux, par exemple, pour les associations d'aide à l'hébergement).

Les établissements scolaires

Les établissements scolaires, des lycées dans notre cas, sont des établissements publics locaux

---

cadre socialement recevable » [politisation], et de l'autre des mises en forme « par lesquelles les individus travaillent à se construire eux-mêmes en construisant des cadres » d'expression et d'action [cristallisation] (Trepos J.-Y., 2004, p. 1).

d'enseignement (EPLE) ayant le statut d'établissement public à caractère administratif (EPCA) et sont des personnalités morales soumises au droit public. Ils disposent d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale, définie sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Les personnels qui y travaillent peuvent être titulaires de la fonction publique.

Les EPLE sont rattachés au niveau régional pour leur financement (Conseil régional) et pour la gestion des personnels (rectorat).

Les établissements scolaires peuvent dresser des partenariats avec diverses associations locales (pour l'aide aux devoirs, par exemple) et des institutions en charge de politique publique autour de l'éducation et la jeunesse (Clubs de prévention spécialisée, Protection judiciaire de la jeunesse, Aide sociale à l'enfance).

Après cette présentation générale des structures et de leurs statuts, nous pouvons retourner aux résultats de l'enquête.

Activités des structures

On peut distinguer plusieurs types d'activités des répondants :

- la formation et l'insertion professionnelle (notamment pour les missions locales),
- l'éducation, l'éducation populaire (établissements scolaires et centres sociaux),

- les pratiques interculturelles, la citoyenneté européenne pour les associations de quartier et les associations labellisées,
- les pratiques artistiques (associations de quartier).

Taille et composition des structures

À l'exclusion des établissements scolaires[12], ces structures sont petites en termes de salariés : de trois à 26 (moyenne = 11).

Le nombre de bénévoles est supérieur à celui des salariés : de 10 à 30 (moyenne = 16). Pour les missions locales, le rapport salariés/bénévoles est de 1 (= il y a autant de salariés que de bénévoles). Pour les associations, il varie de 0,3 à 0,5 (= il y a 2 à 3 bénévoles pour un salarié).

Les adhérents sont en moyenne au nombre de 53. Rappelons qu'ils peuvent être des personnes morales et pas uniquement physiques.

On peut donc dire qu'il s'agit de petites structures, faiblement salariées mais pas forcément faiblement professionnalisées. En effet, on connaît un phénomène de professionnalisation du domaine associatif. Les bénévoles sont des personnes qui convertissent une expérience et une expertise professionnelles dans le domaine militant, soit en parallèle de leur vie professionnelle, soit à la fin de leur vie professionnelle, lors du passage à la retraite (en France, la majorité des bénévoles d'association sont des retraités). Le

12 Nous ignorons les établissements scolaires pour les autres données de ce titre également. Ils n'ont ni bénévoles ni adhérents.

nombre d'adhérents n'indique pas une force de travail mais forme un indice d'insertion sociale et de réseau de partenaires (les adhérents pouvant être des personnes morales, donc d'autres structures et institutions).

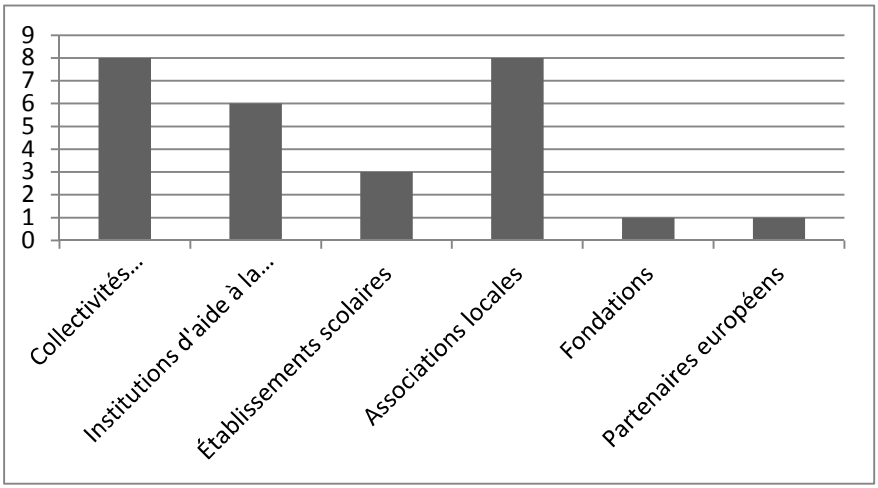
Partenaires des structures

L'histogramme ci-dessous représente le réseau de partenaires des structures. Nous retenons six catégories :

- les collectivités territoriales (commune, département, région),
- les institutions d'aide à la jeunesse dans lesquelles nous avons regroupé les missions locales, les Bureaux d'information jeunesse (BIJ) et les structures de préventions spécialisées,
- les établissements scolaires (Éducation nationale),
- les associations locales,
- les fondations,
- des partenaires européens, qu'ils soient des institutions ou des associations de dimensions européennes.

Les chiffres indiquent le nombre de structures ayant mentionné ces partenaires.

Graphique 1. Nombre de structures en partenariat avec…



Ces structures sont principalement insérées dans des réseaux de partenaires locaux, notamment avec le tissu associatif local, les institutions et les collectivités territoriales. Le partenariat avec des fondations n'est cité qu'une fois par une association labellisée.

Ce lien local est notamment explicable par la dimension territoriale des structures, que ce soit les missions locales, les associations (notamment de quartier) ou les centres sociaux.

Les centres sociaux et les associations de quartier citent essentiellement les collectivités territoriales et les associations. Les missions locales citent l'ensemble des partenaires à l'exception des fondations. Le financement par

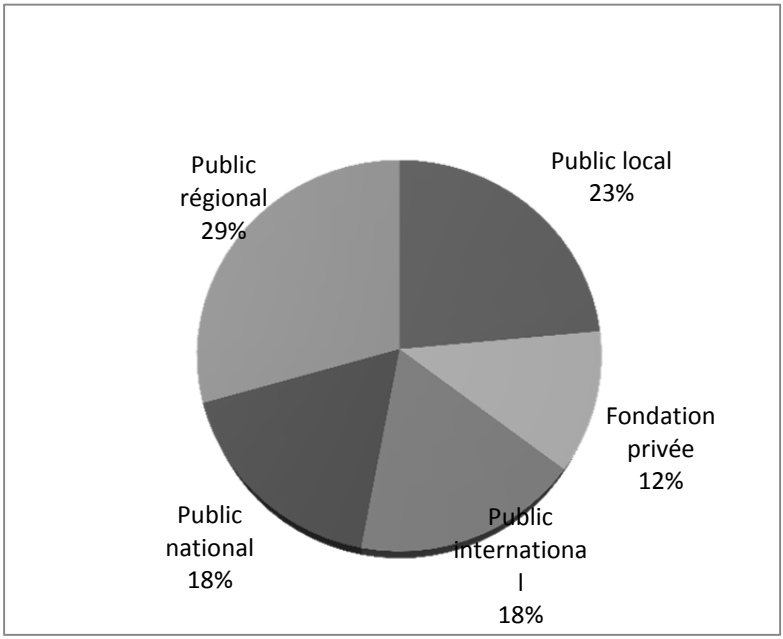
des fondations et des partenaires européens est cité par une association labellisée.

Enfin, notons que ces structures peuvent effectuer des partenariats ponctuels (non conventionnés) autour d'un projet.

Financement

Le diagramme circulaire ci-dessous représente la structure du financement des structures.

Graphique 2. Structure du financement



On remarque la diversité des sources de financement et un relatif équilibre entre elles.

Toutefois, on note également la forte prévalence des financements publics ainsi que l'importance des financements des échelles locale et régionale, qui représentent la moitié des financements.

Cette répartition s'explique notamment par l'implication des structures dans des politiques publiques de proximité (politique de la ville et politique de l'emploi). Elle confirme celle des partenaires.

Par ailleurs, en anticipant sur les enquêtes qualitatives, les financements de niveau international se font le plus souvent par projet, contrairement aux financements publics locaux et régionaux, qui servent au fonctionnement quotidien et sont attribués sur des missions. Cela ne fait que renforcer l'assise locale des répondants.

Rapport à l'OFAJ et au réseau

À partir de deux questions, nous pouvons évaluer l'implication des structures dans les activités OFAJ. La première concernait leur participation à trois actions organisées par l'OFAJ :

- la participation aux formations,
- la réalisation d'échange,
- la promotion du réseau.

La seconde question considérait leur implication dans cinq catégories :

- la mobilisation des jeunes,
- l'encadrement des échanges,
- l'ingénierie de subvention,

- la participation aux séminaires,
- le pilotage réseau.

En premier lieu, trois structures ne participent qu'à une des actions de l'OFAJ : les échanges. Toutes participent aux échanges tandis que la moitié participe aux formations et à la promotion du réseau.

Ensuite, la mobilisation des jeunes et l'encadrement des échanges mobilisent la quasi-intégralité des répondants tandis que les autres catégories ne reçoivent que 33 % de réponses affirmatives.

Au regard de ces données, les échanges constituent le cœur du rapport avec l'OFAJ. Cependant, ils peuvent rattacher plus fortement des structures à l'OFAJ, les échanges étant le moyen pour l'OFAJ de renforcer le réseau en accroissant le nombre de participants (qui sont, dans un réseau, des connecteurs). Cette hypothèse s'appuie également sur ce qu'on dira des structures pour lesquelles les projets d'échange constituent une amorce (voir IV, analyse des résultats de l'enquête qualitative auprès des professionnels, titre IV.1.4.).

Les échanges

Les projets

Les échanges se construisent autour de trois pôles de projets[13] :

- projet professionnel,
- projet artistique,
- projet interculturel.

Cependant, les projets contiennent plusieurs activités qui peuvent diversifier le projet.

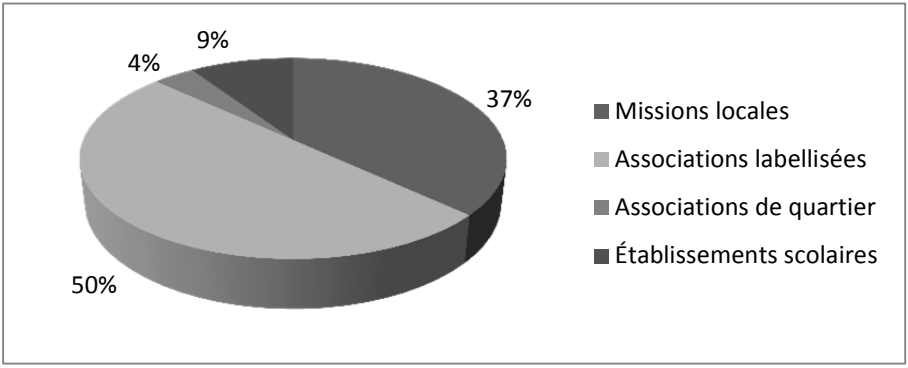
Le public

Répartition du nombre de participants

Les réponses permettent de recenser 160 participants, dont la moitié est déclarée par les associations labellisées. On peut expliquer ce phénomène par l'ancrage moins local des associations labellisées. Les associations de quartier fournissent le moins d'effectif.

13 Un seul projet sportif est mentionné.

Graphique 3. Répartition des participants par structure



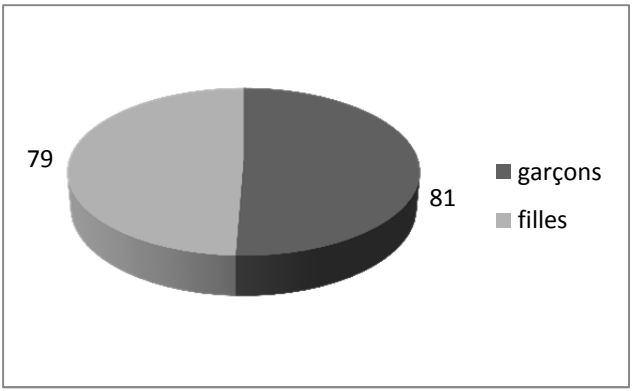
Âge des participants

L'âge moyen des participants aux échanges est de 18 ans mais, selon les structures, il varie de 16 à 21 ans. Le public des missions locales est plus âgé (20 ans de moyenne contre 17 pour les associations et les établissements scolaires). Cela s'explique par le fait que le public des missions locales est constitué de jeunes de 18 à 25 ans tandis que celui des établissements scolaires est constitué de jeunes de moins de 20 ans.

Répartition par sexe

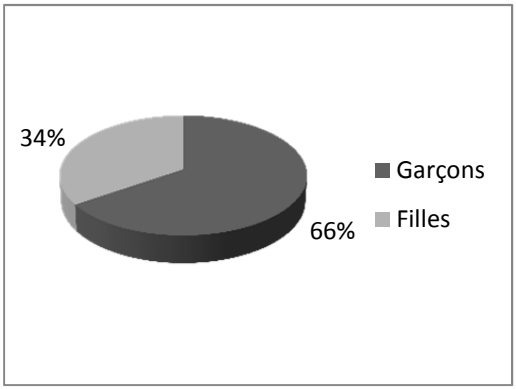
Les proportions de filles et de garçons s'équivalent.

Graphique 4. Répartition par sexe

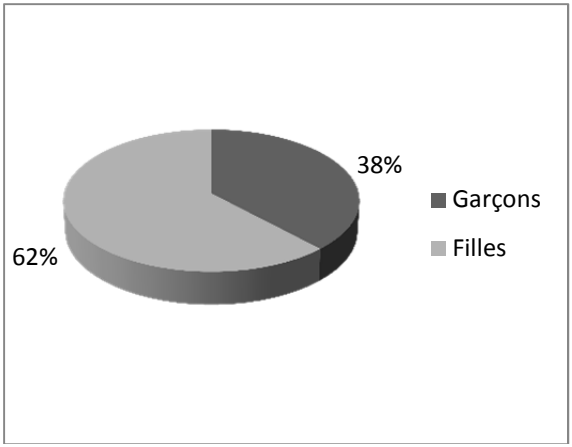


Toutefois, on peut là aussi observer des variations selon les structures. Les proportions par structure varient de 25 % à 66 % de garçons. Le public des missions locales et des établissements scolaires est plus masculin que celui des associations qui, par leur large effectif, rétablissent l'équilibre général.

Graphique 4a. Répartition par sexe (missions locales)



Graphique 4b. Répartition par sexe (associations)



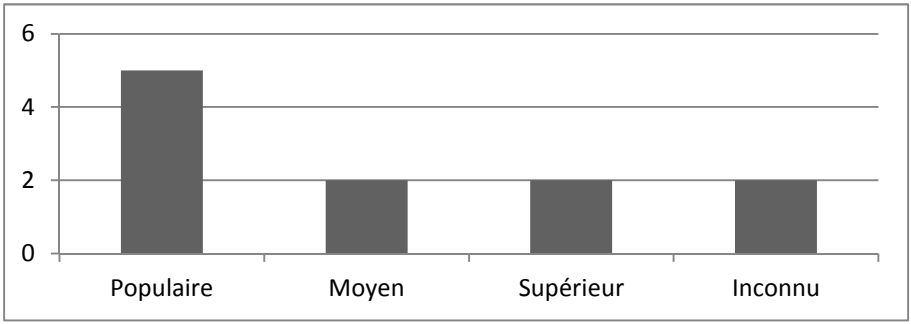
Milieu social

Nous avons retenu trois catégories de milieu social et un item « inconnu », soit quatre catégories :

- populaire,
- moyen,
- supérieur,
- inconnu.

Les répondants pouvaient répondre positivement à plusieurs items. Il y a eu sept répondants. L'histogramme ci-dessous représente le nombre de réponses pour chaque catégorie.

Graphique 5. Milieu social des participants



Le public est de milieu populaire. Hormis celles qui ont répondu « inconnu », toutes les structures ont répondu « populaire ». Notons que deux structures répondent aux trois premières catégories, indiquant une diversité.

Dans l'ensemble, la part de personnes issues de l'immigration est légèrement inférieure à 50 %[14], mais on observe une grande variation selon les structures : de 16 % à 80 %. On ne peut expliquer cette variation par le type de structures. Cependant, la proportion semble plus importante lorsque les répondants ont uniquement déclaré que les participants étaient de milieu populaire (soit trois répondants) : elle est alors de 70 % à 80 %.

Niveau de formation

Le niveau de formation est relativement faible. Il s'agit des niveaux V et IV de la classification ministérielle (du niveau BEP/CAP au niveau BAC). Les missions locales déclarent un niveau de diplômes de niveau V tandis que les associations et les établissements scolaires déclarent un niveau IV (secondaire).

Notons qu'une association déclare un niveau supérieur et qu'un répondant déclare « divers ».

14 Sur six répondants.

Conclusion

Les structures participant aux projets d'échange OFAJ sont de petites structures qui s'appuient sur un socle important de bénévoles.

Elles sont fortement institutionnalisées : par leur statut (les missions locales émanent de collectivités locales, les établissements scolaires sont des établissements publics et les associations peuvent être labellisées), par leur financement (le plus souvent public) ainsi que par la structure de leur partenariat. Enfin, elles participent le plus souvent à des politiques publiques (de l'emploi et de la ville).

Elles sont fortement territorialisées et localisées. Leurs partenaires sont des associations, des institutions et des collectivités locales. Leurs sources de financement sont essentiellement publiques et fortement liées aux collectivités territoriales, aux politiques publiques.

Les échanges jouent un rôle central dans le réseau. Il s'agit du socle de participation des structures. C'est à partir de ce socle que l'implication dans d'autres dimensions du réseau OFAJ peut se développer.

L'enquête dessine un profil des usagers des échanges : un public jeune, d'un niveau de diplômes relativement faible, de milieu populaire.

Cependant, on décèle des variations selon le type de structure dans la répartition des âges, les niveaux de formation et les milieux sociaux des usagers. Les variations sont plus grandes concer-

nant le sexe, mais l’équilibre général est sauvegardé.

Samera Bartsch, Schahrzad Farrokhzad

2 Résultats de l'enquête quantitative en Allemagne

Structure et fonctionnement

Ce point présente le cadre structurel des onze organisations interrogées, c'est-à-dire leur forme juridique, leurs liens institutionnels avec des instances supérieures, leurs réseaux, leur dotation financière, leurs ressources humaines et leur date de fondation[15].

Structures des organisations et de leurs réseaux

Du point de vue des types de structures et formes juridiques, il ressort que sept organisations sur onze, c'est-à-dire la grande majorité, sont des associations de droit allemand *(eingetragene Vereine)*. Une autre est une fondation, deux sont des SARL. La forme juridique de l'association de droit allemand domine donc aujourd'hui comme hier dans le champ de l'action sociale auprès de la jeunesse et du mouvement associatif juvénile. Les organisations interrogées possèdent en règle générale elles-mêmes le statut juridique d'une association de droit allemand (en outre couramment d'utilité publique) ou agissent au moins sous la « tutelle » d'une association de droit allemand. En même temps, les

[15] On a dépouillé pour ce faire les questions 1.4., 1.5. et 3 du questionnaire.

formes juridiques du paysage organisationnel se diversifient, puisque de plus en plus de fondations et de SARL (Société à responsabilité limitée) apparaissent dans ce domaine d'activité – même s'il n'est pas rare de trouver des associations dans la composition de ces structures composites. On constate ainsi dans l'ensemble une complexification des constellations structurelles du champ d'intervention jeunesse. Citons un exemple tiré du questionnaire : une fondation gère un projet de grande ampleur qui se déploie sous un nom précis (sa « marque », en quelque sorte) dans divers quartiers d'une ville. La fondation mène plusieurs projets tout en étant une filiale à 100 % d'une fédération sociale. Cette dernière est une association de droit allemand. Les raisons de cette construction sont de nature juridique : les associations d'utilité publique ont des avantages fiscaux dont ne profitent pas d'autres formes juridiques. En revanche, elles n'ont pas le droit de réaliser des bénéfices et, par conséquent, ne peuvent pas se constituer de fonds de réserve. Or, ces derniers sont utiles pour assurer des activités réussies avec les jeunes. C'est la raison pour laquelle la création de SARL et de fondations se multiplie, car celles-ci peuvent avoir des réserves et également recruter des collaborateurs salariés, qui travaillent au sens large pour l'association.

La date de création des organisations interrogées est très variée : la plus ancienne a été fondée en 1949, la plus récente en 2009. Quatre structures ont vu le jour dans les années 90, quatre dans les années 2000, une en 1982, et

une dernière en 1970. La majeure partie des structures est donc récente, puisqu'elles ont été créées après 1990. Trois d'entre elles peuvent toutefois s'appuyer sur 30 à 40 ans, voire 60 ans d'expérience en matière d'action en faveur de la jeunesse.

Quant à leur taille, cinq organisations sont relativement grandes, trois sont de taille moyenne et deux sont des petites structures. Cette classification a été établie sur la base du nombre de salariés, de bénévoles et d'adhérents. Ce panel est donc composé de cinq grandes organisations d'un côté et de cinq petites et moyennes structures (dont la différence numérique est minime) de l'autre.

Quatre des onze organisations (une petite, une moyenne et deux grandes[16]) ne sont affiliées à aucun autre groupement, fédération, association ou collectivité. Les autres organisations sont membres d'au moins un ou deux autres réseaux, confédérations ou fédérations jeunesse. On compte dans ces dernières en majorité des grosses structures (quatre), mais aussi une petite et une moyenne. Une autre grande organisation

[16] La détermination de la taille (petite, moyenne, grande) d'une organisation se base en priorité sur le nombre d'employés. Les *petites organisations* ont jusqu'à trois salariés et dix bénévoles. Les *organisations moyennes* ont de quatre à dix employés ou jusqu'à trois salariés et plus de dix bénévoles. Les *grandes organisations* ont plus de dix salariés. Les chiffres sont imprécis (la plupart des enquêtés ont, comme le prévoit le questionnaire, décliné le nombre de salariés, d'adhérents et de bénévoles de leurs organisations, mais certains ont manifestement cité seulement le nombre de personnes impliquées dans leurs propres projets). Les données n'indiquent donc que des grandes tendances.

est elle-même la confédération d'un grand nombre de petites structures.

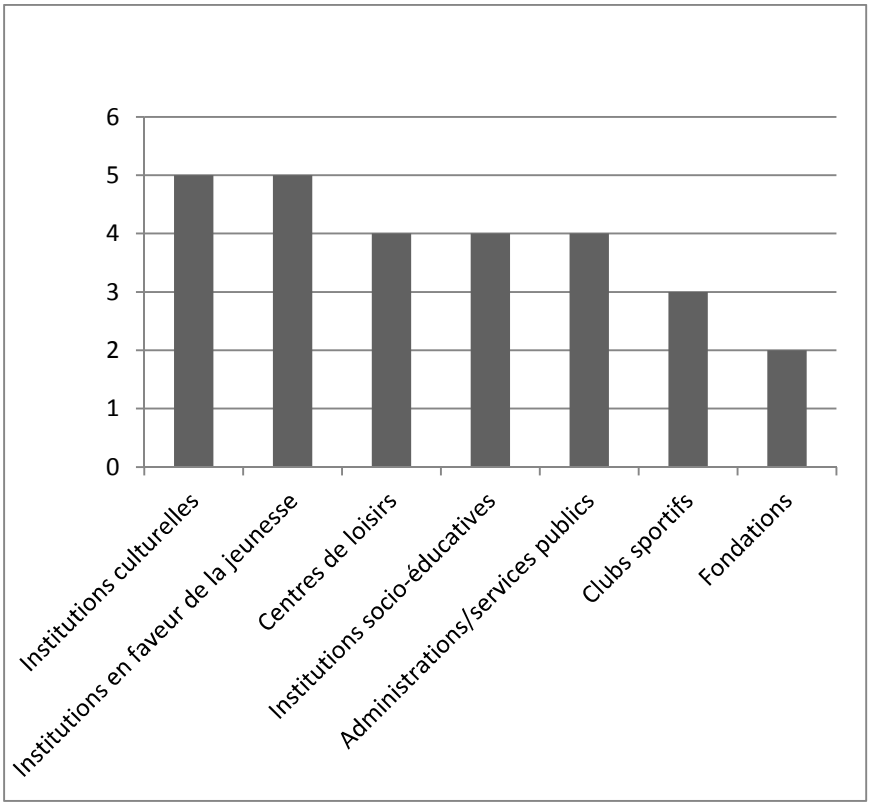
Trois structures sont affiliées au *paritätischer Wohlfahrtsverband* (litt. « Association paritaire d'action sociale »), un acteur très important du secteur social, l'une en est directement membre, deux autres le sont par le biais d'un autre organisme adhérent du *paritätischer Wohlfahrtsverband*.

Les organisations sont aussi liées à d'autres associations, fédérations et réseaux, par exemple le *Arbeiterwohlfahrt* (AWO), la *Landesvereinigung Kulturelle Jugendbildung* (LKJ), le *Netzwerktreffen Neuköllner Vereine*, les *Landesjugendringe*, le *Migrationsrat* et d'autres réseaux communaux, fédérations nationales artistiques, culturelles et sociales[17] telles que le *Verband für sozialkulturelle Arbeit e.V.* ou encore, pour une organisation, le *Eine-Welt-Netzwerk*.

Dix des onze personnes interrogées[18] ont répondu que leur organisation coopérait avec un large réseau d'associations, structures et institutions. Le graphique suivant illustre la composition de ce tissu.

[17] Les personnes interrogées n'ont pas toujours été plus concrètes, raison pour laquelle les informations sur les adhérents sont parfois très générales.
[18] Un responsable de projet n'a fourni aucune information.

Graphique 6. Réseau général : Partenaires des organisations locales



Le paysage des coopérations est varié et embrasse les sept options proposées par le questionnaire dans des proportions à peu près équivalentes. Les premiers partenaires des structures interrogées sont les institutions culturelles ainsi que les institutions sociales et d'aide à

l'enfance[19], ensuite viennent à égalité les centres de loisirs, les institutions socio-éducatives et les administrations/services publics.

Lorsqu'on leur demande de décrire plus précisément leurs coopérations, les personnes interrogées citent la réalisation de projets binationaux ou d'échanges internationaux (par ex. une coopération avec le Centre français de Berlin GmbH ou le sénat de Berlin, des administrations, des services publics), des projets en partenariat (écoles, institutions d'éducation artistique et culturelle ou de formation), l'encadrement des jeunes (services d'aide sociale à l'enfance, curateurs, animateurs, avocats, services de consultation, service d'immigration) et la coopération à l'échelle locale (associations et organisations d'aide à l'enfance, clubs de sport et de loisirs, institutions culturelles et politiques).

Ainsi une organisation collabore-t-elle par exemple avec différents services publics, curateurs, avocats, institutions socio-éducatives, services de consultation, et avec le service d'immigration dans le cadre de son activité d'« encadrement toute la journée » des jeunes. Une autre organisation a conclu un partenariat avec des clubs sportifs qui porte sur le prêt de salles de sport. Une autre encore a noué une coopération sociospatiale avec différentes institutions de jeunesse et collabore de surcroît avec

[19]L'intitulé exact de la deuxième colonne était : « Institutions d'actions en faveur de la jeunesse et d'aide à l'enfance ». Nous l'avons réduit dans le graphique pour des raisons de mise en page.

différents acteurs collectifs sur les questions de lutte contre l'extrême droite.

Les organisations des responsables ayant répondu au questionnaire semblent donc bien insérées dans divers réseaux, principalement à l'échelon régional, mais également national et international. Il est certes impossible d'avoir des réponses quantitatives précises sur le nombre de coopérations par organisation, car les réponses sont la plupart du temps très générales (par ex. « diverses associations », « services publics » ou « d'autres associations et institutions sont impliquées en fonction des projets »). Mais pour ces dernières organisations précisément, la plupart des partenaires peuvent probablement être regroupés sous une appellation générale. Les trois structures qui citent le nombre précis de leurs coopérations ont de quatre à huit partenaires. Autrement dit, toutes les structures sont insérées dans un réseau, une petite partie d'entre elles le sont bien, la majeure partie de manière excellente. Il semble ainsi que le succès du travail des organisations soit lié à une bonne insertion dans des réseaux. Ces résultats correspondent à la tendance générale à une interconnexion croissante observée dans le champ de l'action en faveur de la jeunesse. Elle présente en effet de nombreux avantages, notamment dans le contexte de ressources financières qui s'amenuisent et de la concentration des offres et des projets de qualité.

En ce qui concerne les liens avec la France, neuf des dix structures qui ont répondu à cette question quantitative ont indiqué avoir noué des

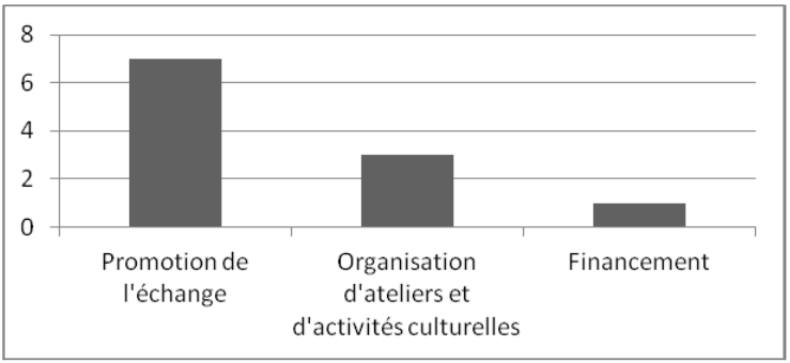
contacts ou des coopérations avec des institutions françaises. Huit structures ont mis en œuvre un contact/une coopération avec une ou plusieurs associations. Cinq organisations disent avoir noué des contacts/avoir des projets avec une ou plusieurs institutions. Trois enfin sont en contact avec des instances étatiques.

Graphique 7. Liens avec la France

Les liens avec la France consistent en des coopérations avec	
L'État français ou ses représentants	3 organisations
Une ou plusieurs associations françaises	8 organisations
Une ou plusieurs structures ou institutions françaises	5 organisations

Les coopérations ont la plupart du temps (sept fois) pour objet de promouvoir l'échange (recherche de partenaires/échange professionnel ou de jeunes/visites mutuelles/rencontres de jeunes). Trois organisations coopèrent à la réalisation d'ateliers et d'activités culturelles. Une coopération vise aussi un aspect financier. Ainsi une mission locale organise des ateliers théâtre et des échanges interculturels sur l'emploi et l'intégration. Pour une autre organisation, la coopération consiste en un échange de stages et de cours linguistiques.

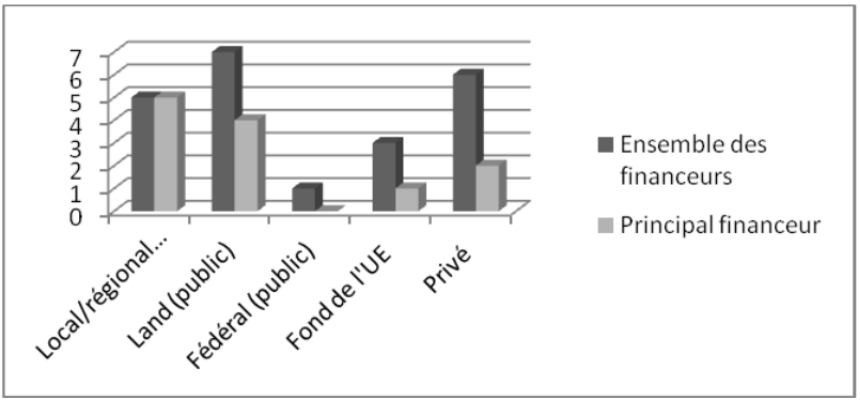
Graphique. 8. Nature des coopérations avec la France



Finances

Toutes les organisations sauf une disposent de financements autres que les seules cotisations de ses adhérents. Le graphique ci-dessous illustre ces sources financières.

Graphique 9. Sources de financement des organisations



Les organisations ont mentionné explicitement de deux à cinq financeurs, certaines ont été moins précises sur leurs chiffres et indiquent uniquement « fondations », « donateurs » ou « sponsors ». Cinq structures reçoivent des financements d'institutions étatiques régionales (administrations du district *(Bezirk)*, services d'aide sociale à l'enfance), sept obtiennent des subventions du Land (du sénat par ex.). Une dispose d'une dotation fédérale et trois de fonds européens (du FSE, Fond social européen, par ex.). Six organisations bénéficient de surcroît de financements privés (adhérents de l'association, fondations, sponsors, dons).

À la question des « principaux financeurs », les organisations mentionnent systématiquement des sources régionales/locales (à cinq reprises) ou émanant du Land (quatre fois). Outre les financeurs à l'échelon du district ou du Land, le FSE, des fondations et des sponsors sont cités une fois chacun. La majorité des organisations (six) ont également des financeurs privés que la plupart inscrivent dans la catégorie « financeurs secondaires ».

Ces résultats montrent que les fonds publics à l'échelon local/régional, en premier lieu les financements municipaux, sont certes cités comme financeurs les plus importants, mais que la majorité des financements ne provient pas de cette source. Les moyens de subsistance des organisations émanent principalement aujourd'hui de fonds non publics, désignés ici comme « privés » (fondations, adhérents, dons, etc.), suivis par des financements du Land. Ces résultats corroborent

clairement la tendance identifiée depuis longtemps par la littérature scientifique, à savoir un désengagement financier progressif de l'État dans son action en faveur de la jeunesse (ce sont en effet les communes qui gèrent la dotation générale de l'État) et une privatisation croissante de ce secteur. Les autres financeurs publics (les Länder avant tout) jouent également un rôle déterminant d'initiateur d'activités jeunesse/d'aide à l'enfance. Force est de constater pourtant que dans ces domaines, l'aide apportée est souvent ponctuelle et limitée à une durée précise. En citant toutefois les fonds municipaux comme « principal financeur », les personnes interrogées mettent clairement en évidence qu'elles sont fortement tributaires de ce soutien, synonyme de dotation ordinaire.

Ressources humaines

Les ressources humaines présentées ci-dessous reflètent une tendance très générale, car certains responsables de projet n'ont par exemple pas été en mesure de citer de chiffres portant sur l'ensemble de leur structure et ne connaissaient que ceux liés à leur propre projet. Il est pourtant possible de distinguer des tendances. Le tableau suivant présente le nombre de salariés, en général essentiels à la pérennité structurelle de l'organisation.

Graphique 10. Personnel20

Nombre de salariés par organisation	**concerne**
0-2 employés	1 organisation
3-7 employés	6 organisations
8-11 employés	2 organisations
12 employés et plus (chiffres exacts : 72 et 80 employés)	2 organisations

Quant au nombre de bénévoles *(freiwillig Engagierte)*, on constate – dans la mesure où les enquêtés ont cité des chiffres – qu'il est en règle générale supérieur à celui des salariés ; pour quatre organisations, même de façon très nette[21]. Quant aux autres structures, soit elles n'indiquent pas/ignorent le nombre de bénévoles (à cinq reprises), soit le rapport salariés/bénévoles ne montre aucun déséquilibre numérique particulier[22].

Seule la moitié des responsables ont fourni des renseignements sur le nombre d'adhérents. Les cinq structures en question ont toutes un nombre bien plus élevé d'adhérents que d'administrateurs

[20] La plupart des organisations ont ainsi entre trois et sept salariés, suivies par celles comptant plus de huit salariés. Deux ont un nombre d'employés très élevé, une en déclare 72, l'autre 80. Ces deux derniers chiffres sont ceux cités par les grandes organisations.

[21] Par ex. aucun salarié et huit bénévoles ; 11 salariés et 20 bénévoles ; trois salariés et plus de 200 bénévoles ; trois salariés et 17 bénévoles.

[22] Par ex. cinq salariés et quatre bénévoles.

bénévoles *(ehrenamtliche Funktionsträger)* (au moins deux fois plus). Le nombre d'adhérents oscille entre huit et 35 en règle générale, une structure cite un chiffre de 3 000 adhérents (il s'agit d'une grosse confédération)[23]. Moins de la moitié des responsables ont fourni des informations chiffrées sur les administrateurs bénévoles, de sorte que cette catégorie n'est pas exploitable.

Projets et activités

Ce chapitre présente le contenu des activités de chacune des organisations locales. Les trois premiers points sur les missions et objectifs, les domaines d'activité ainsi que les publics cibles décrivent de façon très générale les projets et activités des différentes organisations[24]. Les points suivants évoquent les activités en lien avec l'OFAJ, dont la participation des organisations aux programmes de l'OFAJ d'une part, les projets d'échange organisés dans le cadre du réseau « Intégration et égalité des chances » de l'autre[25].

[23] Autre détail : une petite association mentionne huit adhérents, une moyenne dix et trois autres grosses organisations indiquent 35 membres (par deux fois) et plus de 3 000.
[24] Pour ce faire, les questions du point 2 du questionnaire ont été dépouillées.
[25] On a analysé ici les questions du point 4 du questionnaire.

Missions/objets

On observe dans l'ensemble que la majorité des organisations déclarent avoir pour objet central l'action en faveur de la jeunesse en milieu ouvert, la promotion du secteur privé de l'aide à l'enfance ou encore le travail social, culturel, artistique et éducatif. Une des priorités des organisations est par exemple de relier la dimension culturelle aux activités socio-éducatives extrascolaires des jeunes. Une des associations souligne explicitement que son objet principal est le « soutien optimal au moyen de l'art », le postulat étant que la pratique d'activités artistiques et créatrices initie des processus socio-éducatifs qui favorisent le développement de la personnalité et la capacité d'action. Une autre organisation se concentre sur la « culture, entendue comme un phénomène pluriel, parfois contradictoire ». L'objectif est que les participants aiguisent leur regard critique sur la culture.

Un autre groupe de six organisations a une visée assez pragmatique du travail socio-éducatif auprès de la jeunesse et focalise ses activités sur l'aide et le conseil dans différentes situations existentielles, et promeut la participation et la possibilité pour les jeunes d'avoir une vie autonome. L'une d'elles se consacre principalement à aider les jeunes à débuter une formation ou à décrocher un diplôme. De surcroît, elle joue le rôle de médiateur entre l'école et les parents ainsi qu'entre les jeunes et les professionnels sur les questions éducatives, sanitaires et hygiéniques ou encore de droit de séjour. Une autre struc-

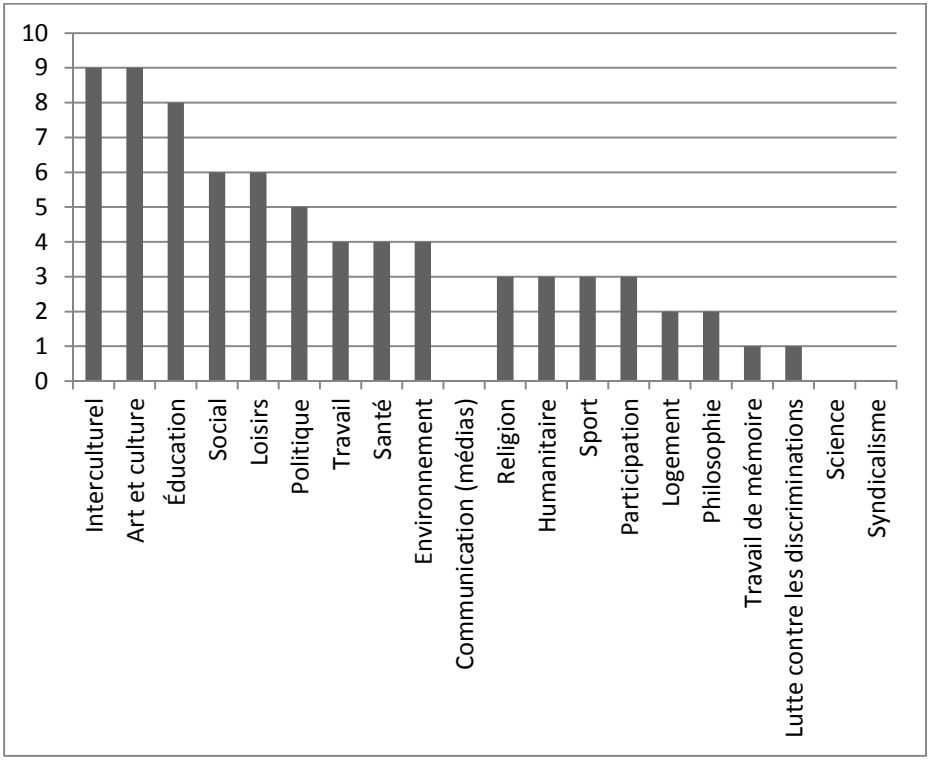
ture a une approche sociospatiale et se donne pour objectif de promouvoir le travail d'intérêt général, comme d'amener les jeunes à s'impliquer dans les processus sociaux. Elle entre en contact avec des gangs et bandes de jeunes par le biais du travail social de rue *(Streetwork)*, pour encadrer par la suite individuellement ces jeunes d'une part, forcer le dialogue avec la sphère publique de l'autre. Une organisation qui s'adresse exclusivement à des adolescentes et jeunes femmes concentre son activité sociale sur l'école et propose un soutien scolaire, un apprentissage informatique ainsi qu'un lieu de rencontre pour ces jeunes filles. Une autre structure encore s'est donné pour mission d'aider les réfugiés mineurs et isolés à avoir une vie autonome en leur offrant un lieu de vie indépendant et accompagné, ainsi qu'un soutien scolaire ou à la formation. À cette fin, l'association loue des appartements pour une durée déterminée, sous réserve que le bail soit transféré entièrement aux jeunes gens à leur majorité.

L'objet de la grande fédération est de favoriser la coopération et l'interconnexion des associations de jeunesse, de représenter et défendre leurs intérêts, d'aider les plus petites associations à réaliser de gros projets et de soutenir l'intérêt des jeunes pour la politique, l'interculturel et l'écologie, tout en ménageant de la place aux idées, à la création et à l'expérimentation.

Domaines d’activité

Dix des onze responsables questionnés ont fourni des renseignements sur les domaines d’activité de leur institution. Le premier élément notable est que, à une exception près, toutes interviennent dans les domaines de « l’art et la culture » et de « l’interculturel ». L’art et la culture caracolent en tête avec l’interculturel (neuf mentions chacun), suivis de l’éducation (huit). Le peloton regroupe le social et les loisirs (six mentions), la politique (cinq) ainsi que le travail, la santé et l’environnement (quatre mentions chacun). Les secteurs de la communication, de la religion, de l’humanitaire et du sport (chacun trois mentions), le logement (deux) et la philosophie (une) sont les domaines plutôt marginaux de quelques organisations. Dans la rubrique « autres, précisez », certaines organisations ont ajouté la « participation » (deux fois), « le travail de mémoire » et « la lutte contre les discriminations » (une fois chacun). Aucune n’a coché les options « science » et « syndicalisme ».

Graphique 11. Domaines d'activité des organisations

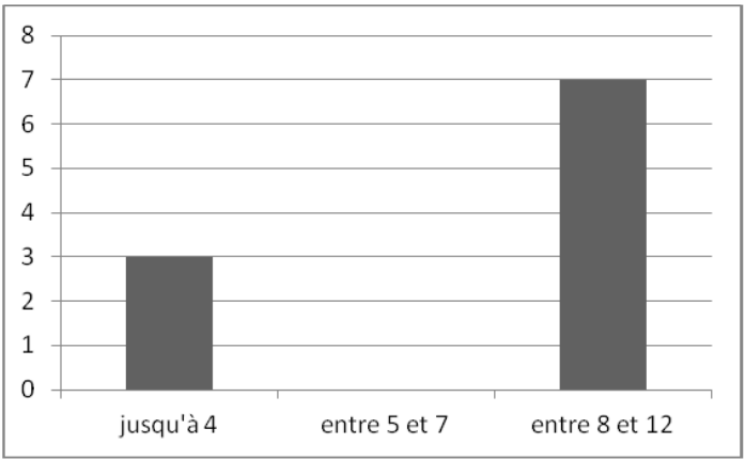


La grande fréquence de la mention des domaines « art et culture » et « interculturel » est particulièrement intéressante. Les entretiens qualitatifs permettront sans doute d'en préciser les raisons ou de déterminer pourquoi et comment les organisations qui se consacrent à ces champs d'activités se sont senties particulièrement interpellées par le réseau « Intégration et égalité des chances » de l'OFAJ. Les effets de synergie entre le domaine interculturel et les objectifs de l'OFAJ

– améliorer l'intégration et l'égalité des chances par le biais d'échanges internationaux de jeunes issus ou non de l'immigration – tombent sous le sens. Il serait fécond d'analyser pour quels motifs autant d'organisations engagées dans l'art/la créativité et la culture sont intéressées par le réseau de l'OFAJ, et de déterminer quels sont les effets de synergie qu'elles identifient avec les missions et objectifs de l'OFAJ. Une hypothèse : les approches artistiques et créatives permettent d'entrer plus facilement en contact avec des jeunes ayant un maigre bagage scolaire qu'en faisant appel à des méthodes « trop textuelles », par exemple.

Quant à savoir si et dans quelle mesure les organisations sont engagées dans un ou plusieurs domaines d'activité, les résultats montrent que la plupart d'entre elles (sept) interviennent dans de nombreux champs à la fois. Le graphique suivant illustre l'étalement de ces champs.

Graphique 12. Nombre de domaines d'activité par organisation



Quatre des organisations déclarant intervenir dans au moins huit domaines d'activité montrent une grande similitude dans la composition de leurs champs d'intervention. Outre le fait qu'elles partagent avec la plupart des autres organisations la caractéristique d'agir dans le domaine de l'art et de la culture ainsi que de l'interculturel, elles sont aussi engagées dans l'éducation, les loisirs, le social, et simultanément[26] dans les domaines de la religion, de la santé, du travail et/ou de l'environnement (à une exception près à chaque fois).

Il est notable par ailleurs que les organisations qui n'ont que deux à quatre domaines d'activité

[26] Détails : à une exception près à chaque fois, elles s'investissent toutes dans les questions de religion, de santé, d'emploi et d'environnement.

sont celles qui ont placé l'art et la culture au premier rang des missions de leur structure.

Pour résumer, les organisations peuvent se répartir en deux groupes selon leurs domaines d'activité : trois qui agissent en priorité dans le champ de la culture et de l'art et sept qui ont des domaines plus larges, la plupart étant également engagées, outre dans l'art, la culture et l'interculturel, dans l'éducation, le social, l'emploi, la politique ou les loisirs. Il est instructif de noter qu'il est impossible d'établir une corrélation entre la taille de l'organisation et le nombre de domaines d'activité. En d'autres termes, la taille de l'organisation ne dit rien de la variété de ses thèmes d'engagement.

Publics cibles

Les organisations ont en commun, et cela est logique dans le contexte du programme de l'OFAJ, de citer les jeunes en réponse à la question sur le public spécifique. La répartition précise des mentions est la suivante :

- quatre organisations déclarent avoir pour public principal les jeunes issus de l'immigration ;
- trois organisations déclarent avoir pour public principal les jeunes ;
- trois organisations déclarent avoir pour public principal les jeunes, les hommes, les femmes et les personnes issues de l'immigration ;

- une organisation déclare avoir pour public principal les filles et femmes issues de l'immigration.

On constate dans l'ensemble une grande affinité des organisations avec le public « personnes issues de l'immigration », ce qui s'inscrit parfaitement dans le thème du champ de l'OFAJ. Simultanément, le groupe « jeunes en général » est une cible également très représentée. Cela correspond sans doute également bien aux objectifs du projet de l'OFAJ, qui n'est pas un « programme spécifique » pour les personnes issues de l'immigration, mais qui s'engage pour améliorer les chances de participer au dialogue et aux échanges interculturels.

Activités avec l'OFAJ

Nous commencerons par aborder la coopération avec l'OFAJ (travail au sein du réseau « Intégration et égalité des chances », autres activités communes) d'un point de vue général avant d'évoquer les types, le nombre, les lieux et les groupes cibles des échanges.

Coopération avec l'OFAJ

Sous ce point, les responsables de projet décrivent non seulement le type de coopération avec le réseau « Intégration et égalité des chances », mais vont également au-delà.

Sur le fond, la coopération avec l'OFAJ réside dans le soutien ou la réalisation d'un projet d'échange (pour sept organisations), dans la participation à des colloques et séminaires (quatre organisations), dans les rencontres de jeunes (deux organisations), dans l'adhésion à l'OFAJ (deux organisations), dans une aide financière pour des projets et programmes (deux organisations), dans la coopération artistique et culturelle (une organisation) et dans la formation de médiateurs (une organisation).

Graphique 13. Coopération avec l'OFAJ

La coopération avec l'OFAJ réside dans	**pour**
le soutien ou la réalisation d'un projet d'échange	7 organisations
la participation à des colloques et séminaires	4 organisations
la rencontre de jeunes	2 organisations
l'adhésion à l'OFAJ	2 organisations
l'aide financière pour des projets et programmes	2 organisations
la coopération artistique et culturelle	1 organisation
la formation de médiateurs	1 organisation

Les organisations situent en grande majorité leur implication dans la direction du projet ou dans sa préparation/organisation/réalisation (pour huit organisations) ainsi que dans la participation à des colloques, séminaires et rencontres

de l'OFAJ (quatre organisations), dans la formulation de projets et idées (deux organisations) ainsi que dans la mise à disposition de leur infrastructure et logistique (deux organisations).

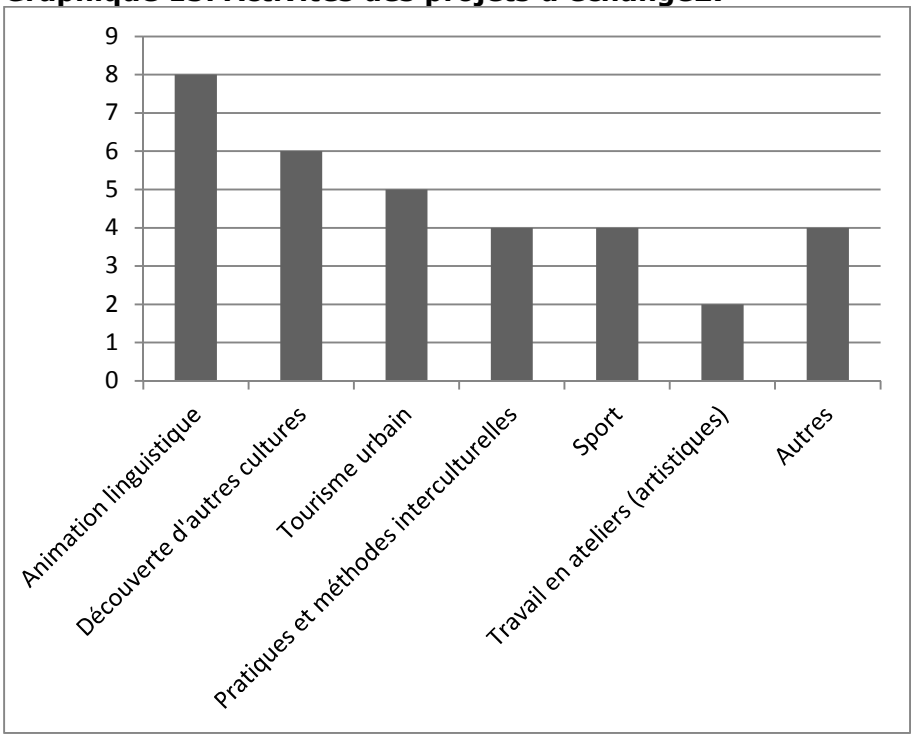
Graphique 14. Implication des organisations

Les organisations s'impliquent dans	**pour**
la direction/préparation/organisation/réalisation du projet	8 organisations
la participation à des colloques/séminaires/rencontres	4 organisations
la formulation de projets et idées	2 organisations
la mise à disposition de l'infrastructure/logistique	2 organisations

Les projets d'échange et les publics cibles

Le schéma suivant illustre la diversité des activités et des thèmes proposés.

Graphique 15. Activités des projets d'échange27



La gamme des activités est très vaste. Les trois domaines les plus cités sont l'animation linguistique/le soutien linguistique, la découverte d'autres cultures (notamment par le biais de la musique, de la danse, du théâtre, de la littérature et de la cuisine) et le tourisme urbain. À un niveau intermédiaire, on trouve les pratiques et méthodes interculturelles (explicitement nom-

[27] Sous la catégorie « Autres » sont regroupées des mentions uniques comme « orientation professionnelle », « présentation de soi » ou « tables rondes avec des hommes et femmes politiques ».

mées ainsi) et le sport. Les exemples suivants illustrent la palette d'activités proposées lors des échanges de jeunes déjà réalisés. Un projet a par exemple consisté à organiser une soirée culinaire avec des invités des deux pays, un autre des tables rondes avec des hommes et des femmes politiques, un troisième à réaliser des ateliers de *slam* (poésie) avec des jeunes et des artistes professionnels. Un autre projet a proposé aux participants de faire un rallye découverte centré sur la perception auditive et visuelle et s'appuyant sur des méthodes de « décryptage » interculturel. On trouve en outre toute une série d'activités sportives (tennis de table, volley-ball, billard, baby-foot, démonstration de BMX).

Nombre et lieux des échanges

Les données des organisations sur le nombre de projets d'échange déjà réalisés dans le cadre de l'OFAJ varient notablement. Alors que quatre d'entre elles ont déjà participé à trois ou quatre reprises à un échange international, d'autres n'ont participé qu'à un seul ou encore à aucun échange international de jeunes. Certaines organisations ont déjà pris part très souvent à des échanges de jeunesse de l'OFAJ – l'une d'elles indique ainsi en avoir effectué plus de 20, une autre déclare participer à trois échanges internationaux de jeunes par an[28].

[28] Il est impossible de déterminer, au vu de la durée du programme, si une organisation a déjà pu réaliser plus de 20 projets d'échange dans le cadre du réseau de l'OFAJ ou si la question a été mal comprise. Peut-être le responsable a-t-il confondu ou assimilé la participation à

En ce qui concerne les lieux des échanges, une courte majorité des structures a exclusivement un seul lieu de partenariat en France (par ex. quatre à Paris/Île de France, une à Strasbourg, une au Havre), deux autres ont chacune deux lieux de jumelage en France et une organisation a organisé des échanges dans quatre pays (France, Turquie, Roumanie et Angleterre/Midlands). En Allemagne, les villes d'échange sont Hambourg et Francfort-sur-l'Oder (une fois chacune), Berlin pour huit organisations, la ceinture de Berlin/Brandebourg pour la dernière.

Participants à l'échange

La composition des groupes de participants présentée ci-dessous a seulement une valeur indicative et repose en partie sur les estimations des responsables. Elle permet toutefois d'identifier des tendances manifestes.

Graphique 16 : Composition des participants

Tableau synoptique de la composition des participants	
Nombre de participants par projet	essentiellement de 20 à 40
Âge moyen	essentiellement 17-18 ans

des échanges de jeunes et les projets initiés dans le cadre du réseau, car il est possible de comprendre les deux à la question 4.3.3. : « À combien d'échanges internationaux de jeunes votre association a-t-elle participé jusqu'à présent ? ».

Répartition sexuelle	~ 55 % de garçons, 45 % de filles
Jeunes issus de l'immigration	~ 76 % de jeunes issus de l'immigration

Les projets d'échange regroupent en moyenne 31 personnes, le plus gros a compris 100 jeunes, le plus petit huit. Dans la majorité des organisations, le chiffre oscille entre 20 et 40 jeunes par projet.

L'âge moyen des participants est de 18 ans, la moyenne la plus basse fournie étant de 14 ans, la plus haute de 21 ans. La majorité des organisations travaillent avec des jeunes de 17/18 ans, qui sortent donc de l'adolescence.

On relève un équilibre relatif des sexes, en moyenne 55 % des participants sont des garçons. Une organisation qui s'adresse exclusivement aux adolescentes et jeunes femmes organise évidemment des échanges exclusivement féminins.

La part des jeunes issus de l'immigration dans les échanges est particulièrement élevée (76 %). Ce taux reflète encore une fois le fait que les jeunes issus de l'immigration sont un groupe cible central de beaucoup d'organisations. On relève toutefois des différences profondes entre les personnes interrogées. Une organisation n'a par exemple que 5 % de jeunes issus de l'immigration, alors que dans une autre, tous les participants sont issus de l'immigration[29].

[29] Mentionnons ici que le questionnaire n'explicite pas plus précisément l'expression « issus de l'immigration/*Migrationshintergrund* ». Il

En ce qui concerne le bagage scolaire des jeunes, cinq organisations mentionnent une grande hétérogénéité des parcours, dans cinq autres les jeunes ont un niveau d'instruction élémentaire ; seule une organisation a exclusivement des participants diplômés de l'enseignement secondaire.

Il est révélateur d'étudier plus précisément la diversité des niveaux de formation : ainsi, dans les cinq organisations mettant en avant l'hétérogénéité de leur public, on trouve des jeunes scolarisés dans les deux systèmes de la *Hauptschule* et de la *Realschule*, dans l'enseignement spécialisé, dans les *Gesamtschulen* et au lycée[30]. Une organisation n'a que des bacheliers et des étudiants des deux sexes, une autre essentiellement des jeunes au chômage, des élèves en *Hauptschule* et *Realschule* ainsi que des jeunes en apprentissage profitant de mesures d'intégration. Deux organisations ont en majorité des jeunes qui ont interrompu leur par-

---

est par conséquent possible que les personnes interrogées aient d'autres définitions en tête quand ils répondent à la question.

[30] Après la *Grundschule* (équivalent de l'école primaire), les élèves sont orientés vers la *Hauptschule*, la *Realschule*, le *Gymnasium* ou la *Gesamtschule*. La *Hauptschule* (école secondaire du premier cycle) comprend cinq classes (dans quelques Länder, elle dure six ans) et transmet une culture générale élémentaire. Le *Hauptschulabschluß* (premier certificat de fin d'études) permet de suivre une formation professionnelle en alternance. La *Gesamtschule* est une alternative au système tripartite de la *Realschule*, *Hauptschule*, *Gymnasium*. Schématiquement, la *Gesamtschule* accueille les enfants de la 6e à la seconde, ils peuvent ensuite enchaîner sur deux années de lycée pour obtenir le bac *Cf.*http://www.europschool.net/francais/rubriques/formation/doss_struct_de.html *(N.d.T.)*

cours scolaire ou qui ont peu fréquenté le système scolaire et sont pour part analphabètes. Les participants d'une structure sont principalement des élèves en classe d'intégration scolaire, dans une autre, ce sont en majorité des élèves de *Gesamtschule*, de classes d'adaptation intégrée à visée professionnelle ou des jeunes en formation alternée.

En ce qui concerne l'origine sociale, les jeunes sont essentiellement issus de milieux défavorisés (pour neuf organisations, soit la majorité)[31]. Certaines mentions permettent une lecture encore plus fine, précisant « issus de quartiers défavorisés », « conditions de vie instables », « délinquants », « parents vivant de l'aide sociale » ou « avec des troubles du comportement et de l'apprentissage ». Dans deux organisations, certains jeunes sont arrivés de surcroît depuis moins de cinq ans en Allemagne ou sont des réfugiés mineurs isolés. Les deux organisations restantes (avec des jeunes en majorité non issus de milieux sociaux défavorisés) ont des participants de conditions sociales « extrêmement variées », voire de « toutes les couches sociales ».

Enfin, un point intéressant est la comparaison que font quatre des personnes interrogées entre les participants de France et d'Allemagne : trois d'entre elles émettent l'hypothèse de conditions sociales « plus défavorisées » côté allemand. Mais on peut constater dans l'ensemble que le

[31] Les informations sur l'« origine sociale » n'ont qu'une valeur indicative car les personnes interrogées peuvent entendre différentes choses dans cette expression.

nombre de jeunes issus de milieux défavorisés est prépondérant dans les échanges de jeunes.

Conclusion

Nous synthétiserons dans ce qui suit les principaux résultats du questionnaire en faisant la distinction entre la structure des organisations et leurs projets et activités.

Structure des organisations

- La forme juridique de l'association de droit allemand domine, conformément au paysage allemand de l'action en faveur de la jeunesse et de l'aide à l'enfance. Celui-ci a toutefois tendance à se diversifier progressivement : les formes juridiques, les implications des organisations et les fusions structurelles de ce champ d'intervention ne cessent de se complexifier. On note par exemple que les organisations essaient de plus en plus de contourner le problème de l'interdiction faite aux associations de constituer des réserves financières.
- Il y a autant de grandes organisations que de petites et moyennes structures.
- Elles sont en majorité affiliées à des confédérations, des fédérations jeunesse et d'autres formes organisationnelles, reflétant en cela les usages dans le secteur jeunesse en Allemagne.

- Toutes les organisations font preuve d'une bonne à très bonne insertion dans des réseaux, ce qui confirme une tendance générale de l'action en faveur de la jeunesse et de l'aide à l'enfance. Certains projets pilotes publics, de surcroît, ne subventionnent plus que le travail en réseau. Toutes les structures sont également en relation avec des organisations françaises, le nombre de partenaires et la forme juridique de ces derniers sont variables.
- À la question du financeur principal, les organisations citent toujours les instances étatiques au niveau communal, alors que l'essentiel de leur financement est de source privée. Viennent ensuite les fonds publics du Land (probablement en majorité des subventions sur projet et à durée limitée)[32]. Ces phénomènes indiquent une tendance croissante à la privatisation de l'action en faveur de la jeunesse et au désengagement de l'État. Pourtant, aux yeux des enquêtés, la dotation ordinaire de l'État est cruciale, raison pour laquelle ils évaluent ce mode de financement comme le plus important.
- Le nombre de salariés de la plupart des organisations est de petit à moyen et ne dépasse en règle générale pas les onze employés. Deux grandes organisations ont un chiffre de salariés très élevé pour ce secteur (de 72 à 80). Dans l'ensemble, le

questionnaire corrobore les tendances relevées dans le champ d'action jeunesse, c'est-à-dire la présence d'organisations avec un personnel réduit, conjugué à une part importante de bénévoles et 'adhérents. La disproportion entre le nombre d'adhérents et d'employés s'explique aussi sans doute par la prédominance du modèle associatif de droit allemand, dont la création nécessite de réunir sept membres.

Projets et activités

- Les orientations et objets dominants du travail des organisations sont la promotion des jeunes au sens d'une action et aide en milieu ouvert et extrascolaire. Certains concrétisent cette vocation par le biais d'une activité artistique et créative, d'autres mettent en avant le travail social « classique » auprès des jeunes, en insistant sur le soutien et le conseil dans différentes situations de leur vie comme le chômage/le rattrapage de diplômes scolaires, la médiation entre parents et école, l'éducation, la santé, le droit de séjour et le logement accompagné.
- Dans la grande majorité des organisations, les domaines d'activité dominants sont l'art et la culture ainsi que l'interculturel, suivis – dans l'ordre décroissant – de l'éducation, du social et des loisirs. Les effets de synergie de l'interculturel avec les programmes de l'OFAJ dans le cadre du réseau « Inté-

gration et égalité des chances » sont patents, mais il est intéressant de relever la forte récurrence de l'art et de la culture et donc des activités créatives. On peut émettre l'hypothèse que c'est un biais relativement efficace pour toucher les groupes cibles peu intégrés dans le système scolaire.

- Toutes les organisations ont les jeunes pour groupe cible. Les personnes issues de l'immigration, les jeunes avant tout, sont souvent leurs groupes cibles, mais les jeunes en général sont aussi une catégorie cible fortement représentée. Cela met ainsi clairement en lumière que le projet de l'OFAJ n'est pas une « initiative spécifique » pour les jeunes issus de l'immigration, mais qu'elle est destinée à tous les jeunes. Cet objectif est largement satisfait par le paysage des organisations, qui ne se restreint pas à un public jeune issu de l'immigration.
- Une petite majorité d'organisations s'implique dans les programmes de l'OFAJ par le biais de la réalisation d'échanges, suivie de la participation à des colloques et séminaires. Certaines d'entre elles sont également membres de l'OFAJ et intégrées à ses activités, d'autres citent le soutien financier. Les organisations apportent leurs ressources dans le réseau de l'OFAJ et dans les échanges internationaux de jeunes, par exemple en termes de temps et de personnel (en participant à des mani-

festations de l'OFAJ, en organisant des échanges), fournissent des idées et des concepts et offrent leur infrastructure et logistique pour coordonner les échanges.

- Les contenus des échanges de jeunes sont très variés : le plus souvent, ils consistent en une animation/un soutien linguistique, en la découverte d'autres cultures et de villes. Viennent ensuite les méthodes/pratiques interculturelles et le sport. De façon ponctuelle, certaines associations mentionnent aussi comme objet de l'échange des tables rondes, des ateliers artistiques et l'orientation professionnelle. De nombreuses activités se concentrent à Paris et Berlin/Brandebourg, mais d'autres villes ont également été nommées comme Hambourg, Francfort-sur-l'Oder, Strasbourg et Le Havre ; parfois, des pays tiers sont intégrés, comme la Grande-Bretagne, la Roumanie ou la Turquie.
- En ce qui concerne la répartition sexuelle des participants à l'échange, on relève un léger excédent (55 %) masculin. La participation des jeunes issus de l'immigration est forte, puisqu'elle représente en moyenne trois quarts des participants. Simultanément, ces derniers sont en majorité issus de milieux défavorisés, même si une part non négligeable est issue de milieux aisés. Il en va de même pour le bagage scolaire : une moitié des organisations ont des groupes hétérogènes de ce point de vue dans leurs échanges, l'autre

moitié des groupes ont un parcours scolaire limité.

Résultats de l'enquête qualitative auprès des professionnels

Corinna Braun, Sonja Preissing, Miriam Yildiz

1 Résultats de l'enquête en Allemagne

Nous présentons dans les pages qui suivent les principaux résultats de l'enquête qualitative menée avec des professionnels du côté allemand, synthétisés en chapitres thématiques.

L'échange de jeunes et la réalisation des projets

Nous décrivons ici en détail la conception, la réalisation, le contenu et les participants des projets d'échange. Nous avons questionné les partenaires d'entretien sur les objectifs, le déroulement concret ainsi que sur les participants. Les réponses ont souvent recoupé le volet thématique « Répercussions de l'échange sur les jeunes » *(cf. infra)*. Les questions de financement et les données clés sur les jeunes ont déjà été recueillies dans l'enquête quantitative par questionnaire, raison pour laquelle nous ne nous y attarderons pas longuement ici. Notre analyse se concentre sur les objectifs, la préparation et le suivi ainsi que sur le déroulement concret de l'échange.

La phase de préparation et de suivi

La très grande majorité des personnes interviewées indique avoir eu l'idée d'un échange et avoir noué les premiers contacts avec leurs organisations partenaires lors de rencontres du réseau de l'OFAJ. Souvent aussi, elles ont communiqué leurs idées à des partenaires qui leur paraissaient adaptés lors de ces rencontres. Ces premiers contacts ont donné lieu à des réunions collectives de préparation centrées sur l'élaboration du projet et sur le déroulement concret de sa mise en œuvre. Il semble que ce soit fréquemment un seul individu qui, tel un pionnier, s'engage dans la réalisation du projet d'échange. Son idée est en général soutenue par son association et il peut bénéficier d'une aide en termes de personnel. Certaines institutions interrogées disposent de vastes réseaux qui peuvent être activés en cas de problèmes et ainsi faciliter la préparation ou le suivi.

> *« Notre problème était que nous n'avions pas de partenaire, parce que l'association de filles de la ville 1 nous a lâchés. Ils n'ont pas eu le choix, ils ont fait faillite. Et cela, très peu de temps avant notre départ, peut-être trois semaines avant ou quelque chose comme ça. Nous sommes donc quand même partis et nous avions aussi M. K. de l'association A., qui a naturellement de nombreux contacts. »*

Une partenaire d'entretien raconte qu'elle a dû assumer seule l'entière responsabilité de la préparation, de l'organisation et du suivi, ce qui en fin de compte était trop pour elle et l'a frustrée :

> *« Non, je considérais cela plutôt comme mon projet et je n'ai pas vraiment dit que j'avais besoin d'aide, et c'était difficile de savoir de quelle aide je pourrais avoir besoin ou ce qui pourrait aller de travers. »*

L'appui et l'aide au sein de l'association ainsi qu'une bonne insertion dans les réseaux locaux semblent donc représenter des facteurs de réussite des projets d'échange.

Dans un cas, les échanges réguliers se sont transformés en une sorte de « structure ordinaire » et les mesures de préparation ont donc été intégrées au travail quotidien. Une autre structure a organisé plusieurs échanges par an sur divers thèmes, seule ou en partenariat avec d'autres structures.

En règle générale, les jeunes ont été relativement peu intégrés à la préparation des échanges : les dépôts de candidatures et la sélection ont la plupart du temps eu lieu après la conception et l'annonce du voyage. Les réflexions sur le fond ont été menées par les professionnels. Certaines structures ont inclus les jeunes dans la planification de dernière minute, souvent en leur déléguant des tâches concernant la partie temps libre de l'échange. Ces missions ont alors été discutées et préparées avec les jeunes lors de réunions spécifiques.

Le suivi s'est déroulé en majorité directement après l'échange, avec l'organisation d'une soirée de « retours », par exemple. Parfois, des réunions spécifiques de suivi ont été organisées avec les participants. De surcroît, les responsables de certaines structures ont de temps en temps réalisé une documentation à l'issue du projet, sous forme de brochure, dans un cas aussi sous forme de documentaire sur DVD. Dans un projet, les jeunes ont tenu un « carnet de l'échange » où étaient consignées leurs expériences et réflexions.

En revanche, aucun interviewé ne fait mention d'un suivi approfondi avec les jeunes. Les raisons mentionnées sont en première ligne le manque de temps.

Pour résumer, la préparation des échanges est l'objet d'un investissement intensif en termes de temps, en particulier de la part des professionnels. Les échanges sont précédés d'une préparation de plusieurs mois, voire d'une année entière, mis à profit pour élaborer les concepts, déposer les demandes de subventions, organiser les rencontres avec les organisations partenaires et/ou avec les jeunes et planifier en détail le projet. Il reste peu de temps pour le suivi, pour certains notamment parce qu'il s'agit de préparer l'échange suivant, qui exige un investissement identique.

Contenus et objectifs des projets d'échange

On peut, schématiquement, diviser les projets en quatre groupes en fonction de leur orientation :

- orientation sportive, par exemple l'escalade ou la danse,
- orientation artistique, projets axés sur la vidéo, le théâtre ou la musique classique,
- orientation professionnelle, projets ciblés sur des secteurs professionnels précis comme la gastronomie,
- orientation interculturelle/globale, visant une instruction civique et un apprentissage global.

Outre les orientations fondamentales, les entretiens ont également interrogé les professionnels sur les objectifs concrets de l'échange. Ces derniers se recoupent en partie avec les résultats recueillis dans la section des impacts de l'échange sur les participants. Nous les avons regroupés en grandes catégories, on en identifie cinq principales :

- insertion professionnelle,
- apprentissage global,
- apprentissage social,
- mobilité,
- animation linguistique.

Les transitions entre les catégories sont fluides, elles ne sont jamais isolées et se recoupent en règle générale au sein d'un même projet.

Les objectifs importants aux yeux des responsables des projets à vocation professionnelle sont d'aider les jeunes dans leur projet professionnel ou de soutenir les participants qui ont déjà entamé une formation. Ils citent également l'échange sur le fond et la découverte de nouvelles structures de formation. *« Le but était précisément que les Allemands rencontrent des jeunes Français qui s'intéressent à la gastronomie »*. Le responsable du projet de danse de la structure H souhaitait de plus amener les jeunes à avoir un regard plus valorisant sur leurs propres intérêts et à prendre la danse au sérieux en tant que forme d'expression et orientation professionnelle.

> *« Nous avons pu ainsi observer que d'un côté ils s'intéressaient naturellement bien plus à leur propre culture. Je parle de la culture hip-hop qu'ils pratiquent tous. Mais jusque-là, jusqu'à ce jour, ils ignoraient que c'était vraiment une culture. Ils l'avaient plutôt considéré comme un produit de consommation. L'enjeu est donc de les sensibiliser réellement à la culture hip-hop. »*

Les projets à finalité d'apprentissage global/interculturel comprennent l'ouverture de nouvelles perspectives, la lutte contre les préjugés et la découverte de « l'autre ».

> *« Il s'agissait tout d'abord que les jeunes fassent la connaissance d'autres participants venant d'autres horizons, il y avait des jeunes*

d'autres origines, d'origine immigrée chez les Français, pas chez nous les Allemands, mais ce qui nous importait était simplement de découvrir des cultures différentes. Apprendre quelque chose sur les autres. Cuisiner ensemble, réaliser ensemble des intérêts communs. Même lorsqu'on ne maîtrise pas la langue. »

Le dialogue entre les participants déclenche un processus d'apprentissage interculturel qui accompagne l'échange de façon continue. La responsable de la structure C évoque à cet égard la découverte d'autres religions et habitudes. Les conflits concernant les diverses coutumes alimentaires ont été traités dans ce cadre et réglés de façon constructive. Il est ici fondamental de développer une compréhension mutuelle et une acceptation de différents modes de vie.

« La religion musulmane a aussi été une expérience culinaire pour les participants de ville 3 [CB, SP, MY], les musulmans y étaient nombreux. On le savait à l'avance et nous avions essayé, OK, pas de viande de porc. Nous avons essayé un peu de bœuf, mais cette viande était vraiment très chère à l'époque, en hiver. Nous avons fait beaucoup de poisson et de volaille. Mais ça ne suffisait pas complètement aux Français, et en Allemagne on a l'habitude de manger des tartines le soir, rien de chaud. Alors que les Français ont

l'habitude de manger quelque chose de chaud le soir, c'était un changement majeur. Mais nous avons réagi rapidement, de sorte que les musulmans ont eu une alimentation riche et étaient rassasiés. »

Les objectifs regroupés sous les catégories « apprentissage social » et « mobilité » englobent par exemple l'amélioration de l'image de soi des participants, le test de leurs compétences, l'interaction avec des personnes ayant d'autres horizons d'expérience et d'autres points de vue. Le but est d'inciter les jeunes à regarder « plus loin que le bout de leur nez ». Souvent, les échanges ont été leur première opportunité de sortir des frontières de la ville, voire de se déplacer au sein de la ville 2 :

« Leur donner simplement de nouveaux horizons. Nombre d'entre eux ne sont jamais ou rarement sortis de leur quartier. Et n'osent même pas, quelque part, faire quelques stations en métro. »

Les échanges de jeunes et la mobilité jouent notamment un grand rôle pour ceux d'entre eux qui sont défavorisés sur le plan social et économique.

La majorité des personnes interviewées cite en outre l'objectif de l'élargissement des compétences linguistiques, que ce soit au moyen d'une animation linguistique ou d'un « phénomène périphérique *» :*

« qu'ils se lancent des défis, rencontrent de nouvelles personnes et commencent à communiquer dans une langue quelconque, avec les mains et les pieds si nécessaire, mais qu'ils se disent, je peux y arriver, je peux m'entretenir avec des étrangers qui me sont sympathiques, il ne peut rien m'arriver ».

Les projets ont souvent été encadrés et soutenus par des interprètes professionnels.

Déroulement des projets

Presque tous les projets d'échange comportaient un programme organisant le temps libre, proposant des activités culturelles (visites de ville, de musées, rallyes urbains, etc.). Il pouvait aussi s'agir de programmes en groupe, tels que des soirées cuisine, des jeux ou des temps libres organisés collectivement, une animation linguistique encadrée, parfois reliée à la présence de traducteurs et interprètes professionnels. Ces points ont encadré le programme principal des projets d'échange qui, lui, variait selon les objectifs et se déclinait en fonction de son orientation conceptuelle.

Les projets d'échange à vocation interculturelle et globale ont proposé des activités collectives et des activités à caractère culturel et éducatif.

« Le thème était clair, qui faisait quoi, quel programme dans la jour-

née, tout ça c'était clair. L'animation linguistique était un de nos axes, en partie sur un mode ludique, mais de façon à intéresser les jeunes à ces choses. Quelles activités de loisirs nous voulons faire, organiser un rallye à travers ville 2, visiter un centre de loisirs, dîner ensemble, ce que nous avons d'ailleurs fait en allant au restaurant, jusqu'à… tout un tas d'activités. »

Certains échanges s'articulaient autour de l'éducation civique et politique, et ont proposé des tables rondes et des visites d'organisations non gouvernementales (ONG).

« Et un après-midi nous avons eu une table ronde avec eux sur la conception de l'immigration, la conception de soi, en France et en Allemagne ».

Les programmes des échanges à caractère sportif ou culturel comprennent des activités liées à leur orientation. La structure H, axée sur le hip-hop, a principalement organisé des ateliers de danse à l'issue desquels les jeunes ont présenté une chorégraphie collective. La structure G, dont la mission est avant tout culturelle, a organisé des ateliers thématiques en matinée. L'après-midi était consacrée à des visites en groupe de la ville. L'association F a proposé des ateliers d'escalade de différents niveaux de difficulté, encadrés aussi par un programme de loisirs.

Les projets d'échange axés sur l'insertion professionnelle ont une orientation très pratique et leur programme comprend en général des visites d'entreprise ou l'acquisition d'expériences empiriques. Dans la structure C, les jeunes ont même été impliqués en tandems dans la formation de leurs camarades. Ils ont aussi organisé eux-mêmes un buffet.

> *« Exactement, sur l'orientation professionnelle, nous étions en ateliers, et nous avons travaillé je crois dans sept ateliers différents, les jeunes toute la journée, et les formateurs, oui il y avait des formateurs sur place, ne savaient évidemment pas parler français et les Français devaient pourtant comprendre toutes leurs instructions. Mais c'était une bonne expérience pour eux, parce qu'ils remarquent comment ils comprennent. C'était aussi intéressant pour les nôtres, parce que je crois que c'est la première fois qu'ils ont eu une expérience pratique dans le domaine professionnel. »*

Le choix des partenaires

Les organisations partenaires sont choisies en premier lieu en raison de leur proximité thématique et de leur envie de participer à un échange. Les premiers contacts s'établissent souvent grâce

aux rencontres du réseau de l'OFAJ et, après un échange couronné de succès, sont souvent maintenus au-delà. Certaines associations ont mis une structure de coopération régulière en place. Une responsable de projet raconte que l'idée d'un échange était déjà présente depuis longtemps et que c'est le soutien financier de l'OFAJ qui a finalement permis de la réaliser.

Certains partenaires d'entretien mentionnent qu'il a été impossible d'effectuer l'échange retour. Ils évoquent à ce titre des difficultés financières dans l'organisation partenaire, des différences de fond qui ont surgi au cours de l'échange ou des problèmes de droit de séjour[33] des participants.

Financement

Les interviewés ne donnent pas beaucoup d'informations sur les questions de financement. Deux professionnelles disent qu'elles ont trouvé un financement complémentaire auprès d'autres organismes. Dans une de ces structures, l'échange retour n'a pu se faire pour des questions de législation sur les étrangers, ce qui a entraîné des pertes financières considérables à cause du manque à gagner.

Une autre partenaire souligne que la prise en charge de la totalité du financement par l'OFAJ a été un grand soulagement :

« Je peux sans doute ajouter que nous avons bénéficié d'un très bon

33 Des statuts de séjour précaires ou de réfugié, par exemple.

financement de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse pour notre projet car c'était un projet de coopération. C'était un bon financement, je crois même un financement intégral. Et pour le porteur du projet, l'association, c'était plus simple d'organiser les choses. Nous avons pu embaucher deux interprètes pour le projet. Ils se sont investis à fond. Nous avions beaucoup d'artistes, et les frais d'honoraires ont tous été payés par l'OFAJ. Je crois que ça a beaucoup joué de ne pas avoir besoin de chercher à économiser partout, comme c'est souvent le cas dans l'association […] C'était aussi un problème de moins pour les chefs de projet qui n'avaient pas à se demander "Oh, mais comment on finance ça ?". C'était vraiment un facteur de stress en moins. »

Satisfaction des professionnels et des jeunes concernant l'échange

La question de la satisfaction des professionnels a rarement été posée en tant que telle dans les interviews, mais est en règle générale ressortie du contexte.

La plupart affirment que l'expérience a été positive et souhaitent organiser d'autres échanges, quand ce n'est pas déjà fait. Les difficultés qui

ont pu surgir pendant le déroulement de l'échange n'affectent pas cette tendance. De même, l'investissement considérable en termes de temps, notamment pour la préparation et la réalisation du projet, ne semble pas infléchir cette tendance élémentaire.

> *« Pour nous c'est toujours un investissement important, déposer les dossiers, etc. Je l'assume et j'en profite en ce qui me concerne, maintenant je suis sur ce projet de voyage d'hiver. Et les gens sont là, les contacts sont là. Et pour moi il y aura de toute façon un autre projet. »*

Les responsables soulignent d'ailleurs les bénéfices qu'ils tirent eux-mêmes de ces coopérations, grâce aux programmes de formation continue de l'OFAJ ou à une amélioration de leurs réseaux avec des acteurs nationaux et internationaux, par exemple. Seule une partenaire d'entretien souhaite ne pas organiser d'autres échanges parce que l'expérience a été trop mauvaise *(cf. infra)*.

Les professionnels estiment aussi que la satisfaction des jeunes est élevée, un élément positif à leurs yeux, et mettent en avant de multiples effets d'apprentissage *(cf. infra)*. Ils relatent que certains jeunes ont déjà participé à plusieurs échanges.

Informations générales sur les jeunes

Comme nous l'avons déjà indiqué, les participants sont avant tout des adolescents et jeunes adultes défavorisés sur le plan social ou économique et venant souvent de quartiers marginalisés. Une grande partie d'entre eux est issue de l'immigration. Trois interviewés indiquent de surcroît que les jeunes possédaient un statut de réfugié. Une seule association du côté allemand déclare n'avoir eu aucun participant d'origine immigrée.

L'âge des participants varie de 16 à 27 ans. Trois associations ont (aussi) réalisé des échanges réservés strictement à des jeunes filles. Dans une autre, à l'inverse, qui organise régulièrement des échanges autour de la danse, les participants sont majoritairement masculins.

Accès et sélection des participants

La grande majorité des participants avait déjà des liens avec la structure locale avant le projet et, ce dernier ayant rencontré un bon écho, il n'a en général pas été nécessaire de recruter des jeunes à l'extérieur. Les professionnels affirment que le projet a suscité un grand intérêt chez les jeunes. Certains disent que les Français ont eu plus de mal à trouver le nombre requis de candidats. Un interviewé déclare que les projets d'échange ont très vite bénéficié du bouche-à-oreille et ont été rapidement connus. La plupart déclarent ne pas avoir eu recours à une procé-

dure de sélection, les échanges sont de prime abord ouverts à toutes les personnes intéressées. Une autre partenaire d'entretien explique qu'ils avaient dû procéder à une sélection en raison du nombre trop important de candidats. Cette procédure a été utilisée comme un entraînement à l'entretien d'embauche. Une association, qui n'avait pas de contact préalable avec les participants, a organisé un « casting » sous la forme d'un entretien personnel.

Les relations personnelles avec les jeunes ont constitué, aux yeux d'une responsable, une des clés importantes de leur recrutement. Raison pour laquelle, avoue-t-elle, l'organisation partenaire avait dans un premier temps peiné à trouver des candidats.

> *« Comment aborder un tel projet ? Je ne peux pas me contenter de faire de la publicité et penser qu'ils vont venir d'eux-mêmes. C'est au contraire une question de travail relationnel. Et il faut aussi avoir les gens avec soi qui ont déjà vécu ça auparavant, qui ont aussi des contacts avec les jeunes. Si ça a marché au bout du compte, c'est parce que P., qui avait à faire avec les responsables de l'échange, a dit ce que ça signifiait pour lui, que c'était génial de faire quelque chose comme ça. Et donc créer cette relation – elle est importante d'une certaine façon. »*

Un bon vecteur est d'aborder les jeunes par leurs loisirs, le hip-hop, l'escalade ou leurs inté-

rêts professionnels. La question du statut de séjour joue un rôle dans le recrutement des participants. On nous a rapporté à plusieurs reprises que des séjours n'avaient pas pu avoir lieu à cause d'un statut de réfugié. Dans un cas, ce fait n'a pas été pris en compte en amont, ce qui s'est finalement traduit par des pertes financières (évitables).

L'autonomisation : une vision

Tous les professionnels expliquent que les jeunes ont été impliqués dans le déroulement de l'échange. L'intensité de leur implication a varié en fonction des projets, mais en général, elle a concerné l'organisation autonome de certains points du programme. Ils n'évoquent que de façon ponctuelle leur intégration dans l'élaboration du projet d'échange.

> *« Nous étions donc en train de visiter la ville 5 et certains ont dit, OK, je m'en vais et je reviens plus tard. Et des jeunes avaient dit d'emblée, nous prenons en charge la visite guidée de la ville. C'était assez génial. »*

Les professionnels mentionnent aussi l'organisation autonome de rallyes dans la ville, de soirées culinaires, ou la préparation du camping pour l'ensemble du groupe.

Certains interviewés disent à cet égard qu'un des objectifs explicites est d'intégrer plus forte-

ment les adolescents et jeunes adultes et de leur confier plus de responsabilités lors de futurs échanges. Cela les déchargerait tout en permettant aux jeunes d'approfondir et d'élargir les bénéfices et les effets d'apprentissage des projets.

> *« Et ce serait donc du coup d'un autre calibre, je trouve. C'est vers là qu'on devrait ou doit se diriger. Parce que ça va dans le sens, un peu dans le sens de l'autonomisation, de la prise de responsabilité. »*

Effets des échanges sur les participants du point de vue des professionnels

Nous avons mis en lumière dans les pages précédentes les données contextuelles sur les échanges, les participants et la réalisation des projets sur place. Nous présentons dans ce qui suit les résultats concernant les impacts de l'échange sur les participants.

Nous avons notamment interrogé les responsables de projet sur les effets de l'échange sur les jeunes participants. Rappelons qu'il s'agit ici de la perspective (observatrice) des professionnels. Ils mentionnent à cet égard tout autant des aspects professionnels, linguistiques, sociaux que des processus internes au groupe, la constitution de réseaux ou le poids des structures de pouvoir dans lesquelles le projet est impliqué.

Langue, mobilité, formation et profession

Ce paragraphe a pour objet de faire ressortir les processus déclenchés par l'échange en matière de langue, de mobilité et de profession.

La motivation à apprendre une langue

Les professionnels ont pu observer une hausse de la motivation à apprendre une langue étrangère au cours de l'échange :

> *« Ils apprennent pour part en une semaine ce qu'ils n'apprendraient jamais en une année scolaire s'ils y apprenaient le français. Certains me l'ont confirmé. »*

C'est aussi ce qu'a observé la responsable de la structure D, à qui sa collègue française a rapporté que beaucoup de participants du côté français ont souhaité suivre un cours d'allemand à leur retour. De plus, la rencontre a fait émerger l'idée d'élaborer un glossaire plurilingue de termes clés pour faciliter la communication. La question du plurilinguisme revient dans presque toutes les interviews. Les participants ont fait appel autant à leurs langues maternelles – français, allemand, arabe, turc – qu'à l'anglais pour communiquer entre eux. L'objet de l'échange (danse, cuisine, etc.) offre aussi des vecteurs propices à la communication. Ainsi que la structure des programmes de l'OFAJ le prévoit, les échanges sont encadrés par des interprètes et traducteurs professionnels et par des exercices d'animation linguistique. Par ailleurs, l'informel joue un rôle im-

portant, comme l'indique la responsable de la structure D, désignant sous ces termes le soutien mutuel que se sont apporté les participants et l'échange en dehors de l'aide linguistique organisée. Elle souligne toutefois aussi clairement que la possibilité même de l'échange dépend de la présence de passerelles :

> *« Toujours ne faire que se sourire, ça ne mène à rien. Et si on veut vraiment savoir quelque chose, plus intensément, on doit en quelque sorte posséder les langues. C'est-à-dire, on peut d'une certaine façon organiser les choses de telle sorte que la plupart se sentent bien. Ils y ont aussi veillé les uns les autres. Mais les possibilités d'échange sont différentes suivant qu'il existe une passerelle linguistique ou pas, n'est-ce pas ? Ça ressort aussi dans ce genre de rencontre. On peut en gros en déduire que, lorsqu'ils en ont conscience, que ce qui fait le sens de la langue, de l'apprentissage d'une langue, c'est ce que j'ai dit. Ils veulent apprendre l'allemand parce qu'ils voient que c'est la passerelle. Ou qu'on peut bien mieux se rencontrer ainsi. »*

Par ailleurs, les deux partenaires d'entretien de la structure J décrivent que l'animation linguistique a permis aux participants de découvrir des points communs dans le contexte linguistique, ce qui a suscité leur enthousiasme.

Mobilité dans un contexte transnational

Un autre domaine important dans cet échange international est la mobilité des participants. Elle est toujours mise en relief par les professionnels. Le responsable de la structure H par exemple explique que l'échange a contribué à élargir l'horizon des jeunes et leur a offert la possibilité de découvrir d'autres contextes. Évoquant les participants français, il rappelle que voyager dans un autre pays est une étape tout sauf anodine. Il suppose que leur mobilité avait été jusque-là assez réduite :

> *« Il est probable qu'ils soient au grand maximum sortis de leur banlieue pour aller jusqu'à XY, en ville 1, dans un centre commercial. Pour voir un peu ce qui s'y passe. Mais vraiment sortir et faire une expérience complètement différente, et ensuite lutter contre les préjugés à l'égard des Allemands. »*

L'offre de mobilité est donc une avancée importante tout particulièrement dans le contexte des préjudices sociaux et économiques dans lesquels vivent les jeunes *(cf. ibid.)*. Selon la responsable interviewée dans la structure B, le projet d'échange a permis d'activer la mobilité des jeunes dans leur propre ville. Ainsi les participants du sud de la ville 2 ont été hébergés au nord de la ville, ce qui leur a donné la possibilité de découvrir de nouveaux secteurs de leur propre commune. Des excursions dans la ville 2 ont eu le même effet.

Influence sur les processus éducatifs et le projet professionnel

Les interviews font ressortir l'importance de la mobilité et la volonté de l'exploiter d'un point de vue professionnel. Une responsable raconte ainsi qu'un participant à un échange trilatéral avait souhaité utiliser le séjour en France pour prendre contact avec une organisation non gouvernementale dans le secteur médical dont le travail l'intéressait. Le responsable de la structure H décrit aussi un usage à des fins de formation professionnelle. Un point positif pour les jeunes est que les échanges leur permettent de rencontrer des personnes actives dans le même secteur professionnel qu'eux. En outre, voir que les participants à l'échange côté français avaient du succès dans le domaine de la danse les a motivés. L'interviewée de la structure C va dans le même sens. L'échange a éveillé la curiosité des participants, qui suivent un programme de formation continue en Allemagne dans le secteur de la cuisine, sur la manière dont on travaille en France dans cette branche. L'échange a de ce fait permis aux participants d'assimiler des compétences qu'ils n'auraient pu acquérir dans leur quotidien professionnel.

Le responsable de la structure H indique aussi que le projet d'échange a eu des effets sur le parcours scolaire des jeunes. Ainsi, c'est grâce à lui que certains jeunes auraient décidé de passer le bac.

> *« Oui vraiment, certains d'entre eux ont décidé grâce au projet franco-allemand qu'ils voulaient passer*

leur bac. Et ils viennent tout juste de l'obtenir. »

L'échange a également permis aux jeunes participants de réunir des informations, des connaissances, et de découvrir des structures de soutien. La structure leur aurait par exemple appris comment obtenir un BAföG[34] (prêt étudiant subventionné par l'État) ou une bourse pour leur formation. L'échange leur a de surcroît offert un espace de réflexion sur leurs souhaits et objectifs professionnels.

Outre l'apport en termes de ressources et de savoirs, le responsable considère que l'échange a permis aux jeunes d'élargir leurs horizons. L'objectif était d'éveiller des intérêts et d'avancer dans la vie. Par le truchement de l'échange, les jeunes ont rencontré d'autres jeunes qui ont réussi malgré leur situation de départ difficile. En ce qui concerne la danse (activité principale de l'association), les jeunes ont pu approfondir leurs acquis et leur formation à Paris et Berlin.

La partenaire d'entretien de la structure D fait aussi mention des effets positifs de l'échange sur la biographie professionnelle des participants. Un des jeunes lui a raconté que l'échange a eu des impacts positifs sur sa situation professionnelle, il l'a aidé à envoyer des candidatures et à ne pas renoncer. L'interviewée a également pu observer à cet égard comment l'échange a encouragé ce jeune doté d'une voix très douce à parler plus

34 Il s'agit de la « loi fédérale d'aide aux études » *(Bundesausbildungsförderungsgesetz: BAföG)*, qui règle l'aide publique aux étudiants en Allemagne (*cf*. http://www.das-neue-bafoeg.de/).

fort. L'échange a donc renforcé ses compétences. L'interviewée explique ainsi qu'un soutien mêlé à un « contrôle » simultané de la part de personnes qui font à la fois office d'interlocuteur et d'instance de contrôle peut être très important, notamment pour les individus qui se considèrent par ailleurs comme des marginaux. Elle formule de surcroît l'hypothèse selon laquelle l'échange donne aux participants un profil utile à leur qualification professionnelle. L'échange leur confère quelque chose de « spécial » et leur enthousiasme a des effets positifs sur leur trajectoire professionnelle.

Alors qu'une partie des professionnels associe l'effet positif de l'échange à la biographie professionnelle des jeunes, une autre ne voit aucune répercussion directe en ce domaine[35]. Toutefois, si ces personnes n'identifient aucun lien direct, elles indiquent que l'échange a d'autres influences. Le responsable de la structure I ne repère ainsi aucune retombée sur le projet professionnel, mais cela n'était pas l'objectif du projet, qui avait des visées plus générales de découverte de soi et de réflexion sur sa vie.

La responsable de la structure E a observé que l'échange a éveillé chez une des participantes l'envie de s'engager plus fortement, de faire bouger les choses et d'entreprendre quelque chose. Les propos de la responsable de la structure B

35 Il est important ici de garder à l'esprit que certains projets d'échange ont dès le départ une orientation professionnelle et que cette thématique est abordée, parmi d'autres, dans l'échange même. À l'inverse, d'autres projets ayant fait l'objet de l'enquête avaient d'autres objectifs et orientations.

vont dans le même sens. L'échange a poussé les jeunes Berlinois à exercer une activité de loisirs. La motivation a émergé de leur dialogue avec les jeunes Parisiens qui étaient déjà actifs en ce domaine, ce qui a fortement impressionné les Berlinois. De plus, une autre bonne expérience pour eux a été d'effectuer quelque chose de pratique dans le domaine professionnel. Au départ, cette thématique devait être au cœur de l'échange, mais des problèmes au sein de l'équipe et avec le partenaire ont empêché la réalisation de cet objectif. L'interviewé de la structure A explique que l'échange a permis aux jeunes de se faire une idée de certains champs professionnels en France, par exemple du travail d'un fabricant de guitares ou de la logistique portuaire. Le but était aussi de renforcer la conscience de sa propre valeur et la confiance en soi des participants, un truchement pour améliorer leurs perspectives professionnelles. Le responsable espère en outre que les contraintes vécues pendant l'échange ainsi que la ponctualité requise auraient au quotidien des répercussions positives d'un point de vue professionnel.

L'échange et ses répercussions sur la biographie des jeunes participants

L'objectif était ici de déterminer dans quelle mesure l'échange a laissé des « traces » dans la biographie des participants, notamment dans leur quotidien, et si elles sont durables.

Franchir des étapes et renforcer le sentiment de sa propre valeur

Sur le chapitre de la situation des jeunes, le responsable de la structure H indique que les jeunes ont des « modèles » qui les influencent. Ils montrent aux jeunes qu'il est possible d'ouvrir de nouvelles perspectives et, selon sa perception, d'améliorer leur situation difficile. Ils peuvent réaliser que d'autres sont parvenus à changer leur vie et à lui donner un tour positif. En cette matière, le responsable pense que la simple réflexion sur ces questions, ou le processus de réflexion, est important en soi car il permet à de nouvelles pensées d'émerger :

> *« Ça déclenche un tout nouveau raisonnement. C'est comme quelqu'un qui n'avait jamais pu imaginer (…) voler et qui tout d'un coup a des ailes. Je crois qu'on peut faire une comparaison de ce genre. Il se passe donc énormément de choses dans cet échange. »*

Les jeunes ont en outre pu faire de nouvelles expériences, rencontrer des gens venant d'horizons sociaux complètement différents et y réfléchir ensuite « à la maison ». Le fait *« d'avoir mis quelque chose de productif sur pied en très peu de temps »* se répercute sur toute leur vie. Le responsable de la structure A évoque aussi l'influence de « modèles ». Pendant l'échange, ils ont rendu visite à un jeune homme qui a ouvert son propre restaurant. Comme il vient d'un milieu populaire, sans grandes ressources, et est deve-

nu un entrepreneur qui a réussi, son succès a impressionné les jeunes.

De la même manière que l'interviewé de la structure H, la responsable de la structure E a observé que l'échange a aidé les jeunes à mieux se connaître. Ils se sont concentrés pendant celui-ci autour de questions telles que « Que suis-je capable de faire ? », « Qu'est-ce que je pensais ne pas du tout être en mesure de faire et ai tout de même réussi ? ». Un autre objectif a été de leur donner le courage d'aller vers les gens. Elle souligne que toutes les expériences vécues pendant l'échange renvoient à des situations que les jeunes peuvent projeter sur leur vie quotidienne. Elle considère également que l'ouverture à l'égard de « l'étranger », « l'inconnu » ou encore de « l'altérité » se traduit aussi par une ouverture dans leur vie quotidienne.

Une autre interviewée explique qu'elle inscrit comme bénéfice le fait que l'échange fasse simplement bouger les choses chez les participants. La dynamique déclenchée dans les groupes leur donne l'espoir et éventuellement la possibilité de sortir de leur rôle victimaire. Elle parle de petites « étincelles », comme chez ce jeune homme qui, après un an et demi de rupture, a repris contact avec sa mère et a réglé le conflit qui minait leur relation. Il a mis cela sur le compte de la rencontre entre jeunes qui l'avait profondément touché. Pour l'interviewée, l'échange est intéressant en ce qu'il a déclenché quelque chose de personnel chez ce jeune homme.

La biographie des jeunes figure aussi au cœur du projet d'échange de la structure I. Les jeunes

ont eu l'opportunité de lire des textes sur leur vie et donc d'apporter leur histoire dans l'atelier. L'interviewé ajoute que cela a constitué un facteur de motivation pour les jeunes.

> *« C'est un facteur de motivation, je pense, pour les jeunes adultes quand on leur offre en quelque sorte une tribune et qu'on leur dit "Nous faisons quelque chose ensemble et vous apportez un bout de votre vie". »*

Interconnexion et réseaux

Nous analysons ici dans quelle mesure l'échange OFAJ contribue à l'interconnexion et à la constitution de réseaux, entre professionnels d'un côté, avec les institutions de l'autre.

Interconnexion et constitution de réseaux

Interrogée sur la découverte de nouvelles institutions et de leur travail, la responsable de la structure E dit que les jeunes filles de la ville 2 ont donné un feed-back très positif de leur visite de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) dans la ville 1. Elles ont eu la possibilité de faire connaissance de plus près avec l'institution et ses collaborateurs. En outre, elles ont pu nouer des contacts avec des jeunes et en ranimer d'autres pendant l'échange en France. Certains autres interviewés évoquent de nouvelles amitiés ou contacts, voire des amourettes,

certaines sans lendemain. Certains des participants ont échangé leurs données sur les réseaux sociaux pour communiquer et rester en contact grâce aux nouveaux médias.

Forger des souvenirs communs et souder les groupes locaux

Il est intéressant de noter que les responsables de projet ont relevé que l'échange a massivement contribué à souder le groupe de jeunes lié à leur propre institution. Ainsi, l'interviewée de la structure E a constaté que l'expérience collective a joué un rôle fort et durable. Les jeunes participants berlinois parlaient notamment *a posteriori* de leur séjour et des souvenirs qui y étaient attachés. Ce processus mémoriel s'est perpétué après l'échange et a été relié au souhait de continuer à faire quelque chose ensemble :

> *« Oui, pour l'auditeur ce sont peut-être des broutilles. Mais je crois que ce sont des choses qui marquent profondément et qui sont très importantes. Sur le long terme, elles ressortiront d'une manière ou d'une autre. »*

Les deux personnes interviewées de la structure J ont fait des observations analogues. Le responsable de la structure I ajoute que le fonctionnement du groupe l'a fasciné. Il justifierait à lui seul que les projets d'échange fassent l'objet

d'une attention plus importante. Il complète en mentionnant que l'enjeu était grand pour les jeunes puisqu'ils avaient raconté leur vie. Ils ont aussi senti que les responsables tenaient au projet. Celle de la structure D raconte que certaines rencontres ont été particulièrement importantes pendant l'échange. Dans son projet, une jeune fille de la ville 2 a discuté avec un jeune d'Afrique de l'Ouest durant un voyage en bus, à l'issue de quoi une amitié forte est née. Elle fait ressortir dans l'entretien la manière dont les échanges permettent à ces contacts et ces relations singuliers d'émerger : *« Je pense que cette rencontre, le fait d'avoir éprouvé un tel sentiment, peut aussi contribuer à le transmettre à d'autres, à le conserver aussi comme un trésor et une motivation pour s'embarquer vers des choses plus inconnues. »*

L'échange des jeunes et le contexte global

Nous étudions ici les interpénétrations internationales de l'échange, dans lesquelles entrent les expériences des participants du programme franco-allemand. Les projets d'échange ne se déroulent pas uniquement dans un contexte bilatéral, mais global. Un des projets par exemple avait un caractère trilatéral, avec des participants d'Allemagne, de France et d'Afrique de l'Ouest. Les références et expériences des jeunes s'inscrivent aussi dans un contexte international. Les processus d'internationalisation et de mondialisation impliquent que l'univers quotidien des

jeunes a en soi une dimension globale et prend place dans des structures transnationales. De ce fait, les interconnexions et schémas d'orientation globaux interviennent de façon générale dans leur quotidien. Les points qui nous intéressaient ici étaient les stratégies d'ancrage développées par les jeunes dans un contexte social global, leurs références transnationales ayant aussi rapport à l'histoire de la migration, ainsi que la question de l'éducation politique et de l'apprentissage global ou interculturel.

Expériences dans le contexte franco-allemand et global

Selon les responsables, les jeunes ont débattu pendant l'échange des divergences et analogies entre l'Allemagne et la France. Ils ont ainsi discuté des différences en ce qui concerne l'emploi et le logement dans leurs lieux de résidence et de la législation sociale des deux pays. Mais ils ont aussi thématisé ces questions dans des situations quotidiennes, comme les repas, dans lesquelles ils ont replacé les différences dans des contextes socioculturels. Par exemple, des jeunes participants d'une ville d'Allemagne de l'Est ont rencontré pour la première fois des jeunes musulmans, issus du groupe des Français. Ils l'ont notamment remarqué pendant les repas. Les habitants de la ville 1 n'ont pour leur part pas compris qu'aucun magasin de la ville d'accueil ne vende de viande hallal. Ils auraient aimé pouvoir en obtenir. De surcroît, l'habitude allemande de manger des tar-

tines le soir a littéralement laissé le groupe français sur sa faim. Les responsables ont réagi spontanément et réorganisé le planning des menus.

Éducation politique et apprentissage global

La responsable interviewée de la structure D indique que face au contexte sociopolitique des participants d'un projet d'échange trilatéral, sa structure a organisé diverses réunions, qu'elle range dans la catégorie de l'éducation civique et politique. Celles-ci ont pris place d'une part dans un cadre formel, avec la rencontre d'acteurs politiques ou la visite d'institutions politiques, et de l'autre dans un cadre plus informel comme des discussions et entretiens entre les participants. Ces derniers ont en outre préparé des petites actions et manifestations dans le cadre du projet. Elle ajoute que les participants du projet se sont, sur cette question de l'éducation politique et de la réflexion sur des grandes questions de société, particulièrement intéressés à la situation politique d'une région d'Afrique de l'Ouest d'où était originaire une partie des jeunes du projet. L'objectif a notamment été de travailler sur les positions, les conflits, les rapports et conditions politiques ainsi que sur les questions de société :

> *« Ça a aussi pour effet de se positionner sur les choses. Et je trouve que c'est un plus. De se comprendre aussi autrement d'un point de vue social. »*

Ancrage des jeunes dans le contexte d'une société globale : d'où est-ce que je viens ?

Le projet avait poussé les acteurs à se poser des questions sur leur ancrage dans le contexte d'une société globale, relate la responsable de la structure E :

> *« D'où est-ce que je viens en réalité ? Mieux se connaître ou : qu'est-ce que je veux être ? Peut-être suis-je simplement un citoyen du monde. Peut-être suis-je simplement une Européenne. Ou autre chose. Et peut-être n'ai-je pas besoin non plus de mettre une étiquette. Mais ça, je crois que c'est une expérience complètement inédite quand on n'a pas quitté son quartier, sa région ou son pays. Il faut trouver la réponse, où est-ce que je me situe ? Et ce lieu qu'on quitte (…) et où j'ai en réalité envie de rentrer quand ce sera fini ici. Peut-être qu'on développe aussi un sentiment d'appartenance dont on n'avait pas du tout conscience avant. »*

La responsable interviewée explique que les jeunes ont abordé pendant l'échange le thème de leur ancrage dans la société française et allemande ainsi que celui des attributions nationales, sur la toile de fond de l'histoire migratoire de la France et de l'Allemagne et de leur propre biographie migratoire. Les jeunes filles de la ville 2

se référaient constamment au pays natal de leurs parents et jamais à l'Allemagne. En France en revanche, les participantes françaises ont agi autrement. Leur référence n'était pas le pays d'origine de leurs parents mais la France. « Je suis Française. » Cela a suscité l'étonnement de la part des participantes d'Allemagne. La responsable a par ailleurs constaté que les participantes allemandes de la ville 1 ont plus corrélé l'Allemagne à leur « patrie », leur « chez elles » quand elles se sont rendues en France. Une expérience très intéressante pour la responsable. Sur la question de l'histoire et de la politique migratoires en France et en Allemagne, le responsable de la structure A dit qu'il a organisé une visite d'un musée de l'immigration pendant l'échange en France, car il pensait qu'il était important que les jeunes réfléchissent à l'histoire de la migration et à la politique envers les immigrés, en l'occurrence à celles de la France. L'échange a aussi été le cadre de plusieurs débats sur l'immigration en France et en Allemagne, par exemple sur les différents droits de la nationalité.

L'échange dans les rets des structures de pouvoir de la société et des inégalités sociales

Cette section étudie l'échange OFAJ sur la toile de fond des inégalités sociales, en se demandant dans quelle mesure les structures de pouvoir y ont joué un rôle. Elle s'attache en particulier à mettre en lumière les asymétries de pouvoir, les

lignes de clivage et leurs effets au sein du groupe des participants.

L'échange et les inégalités sociales

Le choc des différences et des disparités initiales ou des possibilités d'action des participants a été particulièrement criant dans l'échange trilatéral de la structure D avec un partenaire non européen, originaire d'Afrique de l'Ouest. Les disparités globales entre l'Europe et cette région du monde se sont également répercutées sur le projet, faisant notamment ressortir des structures post-colonialistes : Allemagne et France d'un côté, pays industriels et (anciennes) puissances coloniales et, de l'autre, la région d'où venaient les participants d'Afrique de l'Ouest, ancien pays colonisé. Les écarts en termes de pouvoir ont été décisifs dans la composition du groupe.

La responsable allemande explique que l'échange trilatéral s'est déroulé dans le contexte d'inégalités sociales et économiques. Les distinctions en matière de politique des visas et d'entrée sur le territoire ainsi que les différences de droits politiques se sont également fait pesamment sentir dans le projet.

> *« Quel investissement, quelle énergie ça demande de vouloir venir en Europe ou, depuis l'Europe, de voyager dans le Sud ! C'est quelque chose de complètement différent. J'ai un passeport qui [m'accompagne] partout, c'est mon*

billet d'entrée en quelque sorte. Et ils n'ont même pas encore de passeport. C'est donc une démarche énorme. Ils doivent se rendre dans la ville 6, à plus de 2 000 kilomètres, pour déposer une demande de passeport, etc. Donc tout est différent. Ce sont des asymétries de pouvoir qui sont de toute façon au cœur du projet. »

C'est dans ce contexte que s'inscrit la stratégie de deux jeunes hommes qui ont utilisé le visa pour se rendre en Europe et ont fui à Alger. Les disparités initiales ont aussi ressurgi sur le quotidien du projet. Il a été ainsi difficile de planifier un après-midi libre pour « faire les magasins », car les jeunes d'Afrique de l'Ouest n'avaient absolument pas les moyens de s'offrir ce genre de loisirs. L'équipe d'encadrement a résolu ce problème en ne favorisant pas ce type d'activités.

L'échange et les disparités de pouvoir au sein du groupe

Sur ce point, la responsable interviewée de la structure D explique en synthétisant que les disparités se sont fait ressentir dans le groupe et au sein même des différents sous-groupes régionaux de participants. La composition du groupe était ainsi éminemment hétérogène. Certains jeunes de France étaient des étudiants, alors que d'autres se trouvaient au moment de l'échange dans une situation précaire. Du côté allemand,

les participants étaient plutôt issus d'un milieu cultivé et universitaire. Le groupe d'Afrique de l'Ouest était aussi hétérogène : les jeunes femmes étaient rapidement sorties du système scolaire alors que certains jeunes hommes avaient étudié à l'étranger avant de rentrer en Afrique. L'interviewé de la structure I évoque aussi les différentes situations socio-économiques des participants. Son projet rassemblait à la fois des participants avec un capital socioculturel élevé et réduit. Ils se trouvaient donc dans des situations très différentes. Alors que ceux qui suivaient des études supérieures voulaient faire la démonstration de leur capital culturel, ceux qu'il qualifie de « jeunes à problèmes » lui paraissent bien plus intéressants pour lui et son travail. Les asymétries dans le groupe n'ont pas affecté l'émergence d'une grande cohésion en son sein. Les participants « privilégiés » ont montré beaucoup de respect à l'endroit des jeunes « défavorisés ».

Dans le projet de danse de la structure H, l'hétérogénéité des situations des participants s'est révélée à un tout autre niveau. Le responsable raconte que les milieux de la danse des deux pays divergent, la scène de la ville 1 est bien plus connue que celle de la ville 2. Cet état de fait a eu des répercussions sur l'échange et ses participants. Ceux de la ville 2 connaissaient certains de la ville 1 par l'intermédiaire de YouTube et les admiraient. Le responsable décrit la ville 1 comme le « centre de la danse ». *« Et pour*

eux les Français sont des dieux. Et du coup la vie en France doit être précisément divine[36]. »

Les Français faisaient donc l'objet d'une grande admiration. Selon l'interviewé, l'échange a toutefois permis aux Berlinois de réaliser que les Français n'en savaient pas beaucoup plus qu'eux. Il a ainsi fait notamment ressortir des liens et des critères de référence internationaux, globaux, en rapport avec la culture mondialisée de la danse et du hip-hop.

Expériences racistes et discriminatoires pendant l'échange

Le racisme et la discrimination ont été des thèmes centraux des échanges de l'OFAJ. Le responsable de la structure H a soulevé pendant celui-ci la question des relations franco-allemandes avec les participants. Dans le débat ont surgi les problématiques de la discrimination et du racisme. Il a mis en évidence que ces expériences étaient plus intenses chez les participants venant de France :

> *« Et là on a vu très clairement que les expériences de discrimination étaient plus intenses chez les Français. Plus intenses d'un point de vue qualitatif, plus fréquentes probable-*

[36]Le partenaire fait en réalité ici un jeu de mots dont la traduction n'a malheureusement pas grand sens en français. En allemand en effet, « vivre comme un coq en pâte » se dit littéralement « vivre comme Dieu en France ». Il joue donc en s'amusant sur ce double sens qui ne peut être retransmis ici. *(N.d.T.)*

ment aussi. Mais une discrimination aussi forte que celle que subissent les Français, que ce soit en vertu de leur couleur de peau ou autre, les étrangers en Allemagne, ou les gamins qui participent ici et qui sont d'origine immigrée, ils ne vivent pas ça autant ici (…). »

La responsable de la structure D raconte que les jeunes d'Allemagne avaient eu peur que les participants d'Afrique de l'Ouest soient l'objet d'agressions d'extrême droite dans la ville 2.

L'échange de jeunes et la communication (ou son manque)

Les structures de communication au sein de l'échange sont elles aussi affectées par les clivages, la variété des situations et les inégalités au sein du groupe. La responsable du projet trilatéral rapporte par exemple que les jeunes d'Afrique de l'Ouest n'ont pas exprimé leurs problèmes ou souhaits aux responsables, mais par le biais d'un traducteur. Celui-ci s'est retrouvé en quelque sorte dans le rôle du porte-parole. Les participants de France et d'Allemagne ont globalement su faire part de leurs besoins, mais pas les Africains.

« La question est bien celle du contexte dans lequel on évolue. Et de pouvoir exprimer des besoins. Et ce que j'ai trouvé un peu effrayant, effrayant pour moi, est que nous

n'avons pas réussi à ce que les participants d'Afrique de l'Ouest, tout particulièrement les filles, expriment directement leurs besoins. Pas même par l'intermédiaire de leur responsable de projet. Ils ont choisi un détour et sont passés par leur traducteur. Il y avait un traducteur supplémentaire, un Africain de l'Ouest qui vit en Allemagne ou quelque chose comme ça, et qui s'est du coup toujours aussi senti dans le rôle de l'avocat de la région. C'était un rôle des plus bizarres. Parce qu'il n'était pas non plus dans l'équipe (…). Et moi, enfin la question est, comment on gère cette situation, les Allemands et les Français ont eux exprimé leurs besoins assez directement. Mais est-ce un truc culturel de ne pas oser le faire ? Ou est-ce aussi dû au fait d'être dans un contexte si étranger que l'on ne parle qu'à ceux qui nous comprennent naturellement le mieux ? Et donc la question qui se pose est plutôt celle de la manière dont il réagit à cela. Je l'ai par exemple plutôt interprété dans le sens d'un conflit culturel. Ils ont aussi gelé dans les tentes. Ils vivent sous 50 °C sous (sourit) le soleil. Et nous sommes sous la pluie dans ville 5. Et nous avions déjà trois couvertures pour

chacun. Et nous avons demandé : ça va ? Oui ça va. Mais en fait ça n'allait pas. »

Le fait que l'équipe d'organisation n'ait pas été en mesure de se procurer de la viande hallal dans la ville 5 a constitué un autre « point de conflit ». Cette situation s'explique par le fait qu'aucun membre de l'équipe n'était de la ville 5 et qu'il leur avait semblé trop compliqué d'essayer de trouver de la viande hallal. Un journaliste africain en avait acheté pour tout le monde à leur place. La responsable a trouvé qu'on « lui avait marché sur les pieds » et elle « avait été très vexée ». *« Le fait que nous n'arrivions pas à l'organiser et qu'ils nous montrent ce que signifiait pour eux l'hospitalité. »* Elle n'est pas certaine que les participants d'Afrique de l'Ouest aient été prêts à discuter de la gestion des conflits. Ils réglaient beaucoup de choses sans en parler avec leur équipe.

Répercussions de l'échange sur le travail sur le terrain

Une autre question qui nous a intéressés est celle des retombées de l'échange sur les structures locales impliquées dans le programme OFAJ. Nous voulions particulièrement cerner, dans la perspective des professionnels, les répercussions sur le travail quotidien dans l'institution, sur les aspects structurels et personnels, sur les processus d'internationalisation du travail sur le

terrain ainsi que sur l'implication des jeunes dans leur travail.

Les répercussions de l'échange sur les professionnels

L'interviewé de la structure H dit que l'échange a eu des effets positifs sur son travail sur le terrain et sur sa propre biographie. Il l'a enrichi au plan social comme sur celui de la danse. Il explique que l'Office franco-allemand pour la Jeunesse lui a permis de se développer formidablement de diverses manières. D'un point de vue linguistique en lui offrant une bourse pour un cours de langue, mais aussi dans une perspective professionnelle grâce à la formation offerte aux médiateurs jeunesse.

> *« Et je me suis beaucoup développé avec l'OFAJ. En quatre ans, j'ai obtenu deux bourses de cours de langue. Je l'ai fait à Paris. Ensuite, j'ai participé aux formations de médiateur jeunesse à titre de personnel pédagogique. Et là j'ai emmené à nouveau un de mes élèves. »*

La responsable de la structure E va dans le même sens et dit elle aussi avoir bénéficié d'un accès à des ressources et des moyens financiers pour un cours de langue et une formation, ce qui lui a ouvert une porte d'un point de vue personnel. L'OFAJ a financé une partie du cours. Les deux responsables de la structure J mentionnent aussi que l'échange leur a personnellement beau-

coup apporté dans leur travail quotidien. Il leur a montré qu'ils pouvaient atteindre quelque chose. Ils ont pu aussi se prouver grâce à l'échange qu'ils savaient se présenter, ce dont ils n'avaient pas forcément l'occasion tous les jours dans leur travail quotidien. On ne travaille pas uniquement dans « son propre bouillon », mais on va à l'extérieur pour se montrer, soi-même et son travail.

Processus d'internationalisation dans les structures

D'après le partenaire de la structure H, l'échange a eu une « grande force de rayonnement » sur le travail sur le terrain. Les manifestations organisées dans le cadre de l'échange ont attiré l'attention de nombreux jeunes adultes de son institution sur l'échange avec la France. Cela a attisé leur curiosité sur le travail à l'international du responsable du projet, et ils ont réussi à surmonter leurs angoisses initiales pour participer eux-mêmes à ce type d'échange. Il ajoute que l'OFAJ a fortement contribué au développement de son association. Le responsable de la structure I fait mention de l'envie – déclenchée par l'échange – de mener d'autres projets et de s'impliquer dans des réseaux. Avant cet échange, aucun projet jeunesse n'avait été mené à l'international dans son institution. Et cela lui a donné envie de continuer dans cette voie.

La partenaire de la structure D voit un signe de l'internationalisation du travail local dans la créa-

tion d'un poste de bénévole dans le cadre du Service volontaire européen (SVE), attribué à un Français venu travailler à Berlin. Elle complète en disant que la création de ce poste a, à son tour, eu un impact sur l'échange de jeunes, en créant une base pour intensifier les rencontres entre jeunes. Les ressources humaines jouent ici aussi un rôle essentiel. De plus, le volontaire français accentue l'ouverture à la France au sein de l'institution. Le français y est plus présent et la dimension française et franco-allemande plus visible. L'échange a accru entre autres « la présence du français » dans le travail sur le terrain.

Alors que les processus d'internationalisation ont ici été accélérés par l'échange, la structure C organisait déjà auparavant des échanges dans un cadre international. Cette institution, convertie à l'international, dispose d'un service international et organise par ailleurs des échanges internationaux. En dépit de cela, les participants de la structure auraient repéré l'échange grâce à une affichette, puis demandé des informations supplémentaires à la partenaire d'entretien. Cette dernière a par ailleurs exprimé le vœu de réitérer l'échange avec la France.

L'échange et les futurs projets

Les responsables de la structure J soulignent que l'échange a été une grosse affaire pour leurs jeunes. Cela leur a apporté, tout comme à leurs camarades de France, beaucoup de reconnais-

sance. Ce fait suffirait à lui seul à motiver une reconduction de l'échange.

Le partenaire de la structure H indique que l'échange l'a incité à réfléchir à la mise sur pied d'un réseau binational pour danseurs. Plus généralement, il pense aussi à la création d'un syndicat pour danseurs. Il essaie d'impliquer plus fortement les jeunes d'un point de vue structurel dans les activités. Au mieux, ils organisent eux-mêmes à l'avenir leurs propres projets d'échange et font office de multiplicateurs :

> *« Je les reprends avec moi et je les implique dans ce projet. Et je veux aussi travailler concrètement sur les idées du projet qu'ils veulent mettre en œuvre l'année prochaine, et j'espère que cela donnera lentement lieu à une certaine autonomie. Parce que je crois que ce sont les multiplicateurs par excellence. Parce que les gens que je reprends dans le projet ont un grand rayonnement à Berlin. Ils dansent avec des groupes qui ont beaucoup de succès et remportent régulièrement des coupes. Et ils ont une assez grosse base de fans. »*

D'après lui, les jeunes pourraient *« mettre quelque chose sur pied »*. Mais ils sont souvent trop pris dans leurs problèmes personnels, raison pour laquelle ils n'auraient pas encore réussi à s'investir plus intensément dans ce domaine.

Expériences avec l'OFAJ

Après avoir étudié dans la partie précédente les expériences liées à l'échange, nous souhaitons déplacer ici la focale sur les rapports des professionnels avec l'OFAJ.

Nous leur avons posé des questions sur la coopération avec l'OFAJ, en leur demandant notamment comment elle a vu le jour et quels ont été le soutien et l'accompagnement de l'OFAJ pendant le projet d'échange.

Contact et accès au réseau

La majorité des structures a déjà eu par le passé des contacts avec l'OFAJ et organisé des échanges de jeunes avec cette institution. Une grande partie des structures a découvert l'existence de ce programme par l'intermédiaire de conférences et des réunions du réseau. Les structures ont élaboré sur place les premières idées, grâce au dialogue entre professionnels, et noué les premiers contacts avec des partenaires de coopération.

Soutien et accompagnement de l'OFAJ

La majorité des personnes interviewées est satisfaite du soutien et de l'échange corollaire. La structure E a profité de son séjour à Paris pour visiter l'OFAJ et a pu en amont profiter d'un bon accompagnement. La quasi-totalité des struc-

tures a un contact régulier et positif avec l'OFAJ. Plusieurs réunions ont été organisées et non seulement le soutien de l'OFAJ a été bon, relate l'interviewé de la structure E, mais l'OFAJ a financé pratiquement l'intégralité du projet. Cela a facilité sa mise en œuvre et les responsables ont pu se concentrer plus spécifiquement sur les contenus. Le responsable de la structure H explique que l'OFAJ a fortement contribué à développer la structure et les projets d'échange. Certains émettent toutefois quelques critiques sur l'accompagnement et la coopération offerts par l'OFAJ. Ainsi, l'interviewée de la structure D aurait souhaité que l'accompagnement soit plus intensif.

Pour la majorité des structures, le contact avec l'OFAJ s'est exprimé sous forme d'un soutien professionnel et financier à la préparation et à la réalisation de l'échange.

Critiques sur le projet d'échange

L'évaluation du projet à son issue représente un autre point important. On peut constater sur ce point que les expériences sont relativement variées. Rappelons, le fait est d'importance, que certains échanges retour n'ont pu être menés à bien. C'est le cas dans la structure G, car des changements de personnel ont eu lieu au sein de la structure et il n'y avait plus de responsable pour le secteur international. Parfois, nous l'avons dit, c'est le statut de séjour qui a empêché les échanges retour de se dérouler.

Il faut ici mettre tout particulièrement en relief le fait que la majorité des institutions déclare en-

visager de continuer à organiser un projet d'échange en coopération. Toutes les institutions sans exception soulignent les retombées positives de cette expérience pour les jeunes. Ainsi que le dit le partenaire de la structure A, en effet :

> *« La rencontre est le meilleur outil pour rapprocher des gens, pour lutter contre les préjugés, aussi pour modifier son point de vue sur l'autre pays. Pour donner envie de ne pas seulement regarder son quartier et ses quatre murs, mais de faire également quelque chose d'autre. »*

Le responsable de la structure G insiste aussi sur les bénéfices pour les jeunes.

> *« On peut en tous les cas partir du principe que les expériences que l'on fait dans l'enfance sont des petites pierres dans la vie. Et les événements positifs sont des expériences qu'on emporte avec soi ensuite dans la vie professionnelle. Les jeunes ont assurément une meilleure image d'eux-mêmes. »*

La vocation de l'échange est de transgresser les frontières et de forger la confiance, afin que les jeunes découvrent leurs compétences et leurs ressources. Ils ont remarqué que les points communs sont plus nombreux que les différences et vivent un processus d'apprentissage à la solidarité. Ils ont appris à travailler de façon féconde en équipe et à présenter quelque chose en groupe. Ces expériences motivent certains

d'entre eux à reprendre leur vie en main et par exemple à repasser des diplômes. L'échange a ouvert des horizons aux jeunes, beaucoup n'étant jamais ou trop rarement sortis de leur quartier. Ils n'osent même pas faire quelques stations de métro. Les emmener dans un autre pays, leur faire rencontrer d'autres gens qui en réalité leur ressemblent beaucoup, est une étape majeure pour les jeunes et pour leur développement personnel.

> *« Et ça n'a sans doute pas l'air de grand-chose, mais les jeunes avec lesquels je travaille, ils font un pas de géant dans leur développement. »*
>
> *« Les processus y ont été nombreux. À la fin c'était une action collective, ce que beaucoup ont ressenti, et cela a agi sur eux. Ils étaient quelque part très impressionnés d'avoir fait ça, ensemble. C'était quelque chose de très fort, de très puissant. »*

Pour les projets futurs, il est important de veiller à la composition des groupes, en particulier à la plus grande hétérogénéité possible. La partenaire de la structure G note à ce propos que les échanges devraient à l'avenir être plus longs, car ils s'achèvent au moment même où les jeunes commencent à s'acclimater.

Critiques sur le réseau « Intégration et égalité des chances »

Nous l'avons déjà mentionné, la plupart des institutions dressent un bilan positif de leur coopération avec l'OFAJ. Le réseau est compétent sur le plan professionnel et la coopération passionnante, parce qu'il est possible de discuter entre professionnels et que le réseau permet aux structures locales et aux acteurs des deux pays d'être en contact et de planifier collégialement des projets concrets. L'association H indique ainsi que l'OFAJ a grandement contribué à son développement.

La question du financement est centrale pour toutes les institutions. Une seule d'entre elles a réussi à faire financer la quasi-totalité du projet d'échange. La grande majorité a dû chercher des subsides supplémentaires. La structure A mentionne ainsi qu'il est contre-productif d'organiser un échange et de déposer les dossiers *ad hoc* si, à la fin, le financement ne suit pas. La citation ci-dessous explicite clairement le souhait d'une meilleure garantie financière des projets :

> *« Eh bien, puisque vous posez la question du partenariat avec l'OFAJ, disons qu'elle est bonne au niveau de l'échange professionnel. Les conditions générales y sont. Mais la question de la garantie financière ? J'ai pu faire des projets jusqu'à maintenant. Mais à l'avenir je ne sais pas, justement. (…) Où est posé l'accent ? Et je trouve qu'on a besoin d'une certaine sécurité en matière de planification pour pousser des*

projets de cet ordre. [Si elle fait défaut], c'est là que ça devient difficile. (…) Les gens laissent tomber à la dernière minute et tous les frais engagés, s'ils ne sont pas là, l'OFAJ ne peut-il pas les prendre en charge ? Où sont les amortisseurs de risque et ces choses-là ? »

À l'inverse, la direction de la structure G souligne que la quasi-totalité du financement par l'OFAJ lui a permis de se concentrer sur la réalisation du projet et sur ses contenus. Ce fait souligne une fois de plus combien le financement, précisément sa garantie, est essentiel à un déroulement sans accroc de l'échange.

Outre le soutien pécuniaire, les professionnels émettent aussi fortement le souhait d'une préparation et d'un encadrement professionnels.

« J'ai toujours et encore soulevé cette problématique dans les réunions du réseau, je pense que [les échanges] doivent être plus encadrés. Et l'année dernière l'encadrement s'est effondré (…). Et je ne cesse de réclamer qu'il y ait une fois une formation de base. »

Certaines institutions souhaiteraient aussi une plus forte participation :

« tout est discuté derrière des portes closes, il faut bien en discuter quelque part. Mais impossible d'obtenir des informations, ou on ne nous demande pas ce qu'on en

pense. Oui, une décision collégiale serait encore une autre étape. Mais déjà au moins être entendus. »

La structure D mentionne plus généralement l'importance de la communication et du dialogue avec l'OFAJ :

« au fond, je me suis toujours laissé réintégrer dans le réseau. Avec une exigence, présenter ce que j'avais déjà fait. (…) Peut-être que je serais parti plus tôt s'il n'y avait pas eu ce dialogue quelque part (…) pour moi c'était important. »

2 Résultats de l’enquête en France

Nous avons réalisé dix entretiens avec des professionnels de structures de la région parisienne (Paris, Île-de-France) ayant participé à un échange OFAJ.

L’interviewé et sa structure

Les interviewés

Les interviewés sont les porteurs ou les relais des projets d’échange OFAJ. Parfois, il s’agit aussi des personnes qui ont en charge les actions de mobilité européenne dans leur structure lorsque d’autres actions de ce type existent.

Leurs positions hiérarchiques dans leurs structures sont hétérogènes. Ils peuvent être employés, cadres intermédiaires ou directeurs. La majorité est cadre intermédiaire. Il n’y a que deux employés. Ceux qui sont directeurs travaillent dans des missions locales.

Leurs trajectoires scolaires et professionnelles sont variées. Peu d’entre eux ont une formation initiale correspondant à leur fonction actuelle. Certains sont passés par les métiers du commerce, les métiers du sport, de l’animation, d’autres sont pourvus de diplômes en science de l’éducation. Par rapport à leurs formations initiales, ils ont connu une mobilité professionnelle.

Il s'agit en majorité d'hommes de 30 à 50 ans, qui sont relativement anciens dans leur structure : tous sont là depuis plus de deux ans.

Ils se sont convertis au travail international avant de réaliser des projets d'échange via l'OFAJ ou suite à une expérience via l'OFAJ : *« C'est vrai qu'au début je n'avais jamais travaillé comme ça et je peux dire que j'étais un peu sceptique (…) puis au fur et à mesure j'ai apprécié et puis j'ai vu des résultats. »*

L'international est devenu un réel axe de travail pour eux. Cette conversion à la dimension internationale de leur action n'est pas toujours entièrement partagée par leur structure : *« Mes collègues me disaient qu'est-ce que tu fais, bon tu les emmènes en voyage c'est bien mais… Pour eux, ce n'est pas ça l'insertion. »* Cependant, les structures elles-mêmes ont pu se convertir dans ces démarches au fil du temps.

Depuis leur première expérience, certains sont entrés dans une démarche d'apprentissage d'une langue (l'allemand notamment).

Les structures[37]

Les structures dans lesquelles les interviewés évoluent ont divers objets sociaux. En effet, leurs missions peuvent être orientées vers l'insertion professionnelle et sociale (formation profession-

[37] Notons que nous n'avons pas rencontré de professionnel travaillant en établissement scolaire. Ces établissements, par leur statut, leur taille, fourniraient certainement d'autres informations.

nelle, aide à la recherche d'emploi, de stage…), la réussite scolaire (aide aux devoirs), la création artistique. La plupart ont des objectifs périphériques comme la lutte contre les discriminations ou l'interculturalité. Ces objets ne sont pas exclusifs les uns des autres.

Ces missions ont des dimensions variables, qui peuvent se cumuler. Certaines s'intéressent à la trajectoire sociale d'un individu (« les jeunes »), d'autres travaillent sur un territoire[38] comme un quartier et essayent, par exemple, de faire se rencontrer les habitants (solidarité intergénérationnelle, mixité sociale).

Leurs moyens d'action sont divers. Les structures orientées vers l'insertion sociale et professionnelle mobilisent en priorité des actions de suivi et d'accompagnement. Celles qui ont pour objet la création artistique et celles qui travaillent la dimension territoriale du quartier mobilisent davantage des ateliers et l'organisation d'événements.

Les sources de financement sont multiples. Ils peuvent provenir des adhésions ou de subventions publiques (souvent d'un niveau local, départemental ou régional). Les structures reçoivent également des financements spécifiques pour certains projets.

[38] Nous parlons du travail des professionnels. Sur le plan des politiques publiques, le territoire est une notion clé.

Le public

La composition du public auquel s'adressent ces structures est elle-même variée. Il peut s'agir d'adhérents lorsqu'elles sont ouvertes à tous (notamment pour les associations). Le public peut également être constitué sur une base d'âge et de situation sociale (il s'agit alors d'ayants droit auxquels s'ouvre un service social). Dans ce second cas, le public est constitué de « jeunes » de 16 à 25 ans avec des problématiques d'emploi et de formation, le plus souvent issus de milieu populaire.

Place du projet dans les structures

Les projets d'échange internationaux OFAJ sont diversement intégrés dans le fonctionnement des structures. La satisfaction des échanges, la volonté de continuer cette démarche sont corrélées à ce rapport.

Ces niveaux d'intégration peuvent être décrits à partir de l'opposition *kairos*/*chronos* de la philosophie morale et politique antique[39]. Le *chronos* est le temps régulier, socialisé et organisé. C'est ici que se logent les activités routinières, le mode de fonctionnement ordinaire et quotidien. Le *kairos* renvoie, lui, à ce qui est émergeant, à l'imprévu, à l'occasion qui se présente et est saisie.

[39] Pour un usage sociologique de cette distinction, voir De Certeau M., 1990.

Dans un premier groupe, on trouvera donc les structures qui s'engagent dans un projet d'échange sous le mode du *kairos*. Le projet de mobilité européenne est pour eux une occasion ponctuelle qui ne répond pas à leur fonctionnement habituel. L'engagement dans ces projets prend alors la forme d'un test ou d'un coup d'éclat ponctuel :

> *« Je ne sais plus comment ça s'est fait mais je crois que j'ai reçu un mail… pas de l'OFAJ mais de gens que je connaissais dans le coin, avec qui on a déjà fait des choses ensemble (…) Ça semblait intéressant et je suis allé voir ce qu'on pouvait faire et c'est comme ça qu'on a fait un projet avec une association de Berlin. »*

Il n'y a qu'une structure qu'on peut classer dans ce groupe. C'est celle qui est la moins satisfaite de l'échange et ne souhaite pas en refaire :

> *« C'était bien mais ce n'est pas pour nous ; nous, on essaye de créer une dynamique sur le quartier, on fait de la création artistique avec les habitants du quartier mais… dans le projet qu'on avait monté, il y avait trop de choses, c'est bien mais pas pour nous (…)Sur le principe, monter des projets transfrontaliers, ça pourrait se faire, mais c'est vrai que cela ne rentre pas dans notre vocation. »*

À l'autre extrême, on trouve les structures[40] qui travaillent par projet et dont les échanges binationaux constituent une continuité de l'action quotidienne, s'intègrent parfaitement au mode de fonctionnement de la structure. Depuis une dizaine d'années, l'usager des structures de l'action sociale doit être au centre des dispositifs (Loi de 2002-2 rénovant l'action sociale[41]). Les structures doivent travailler avec les usagers sur un projet personnel et mettre en œuvre les moyens nécessaires aux objectifs définis. Dans ce cadre, les structures d'aide à l'insertion sociale et professionnelle travaillent autour d'un projet et d'objectifs communément définis avec l'usager (coproduction, individualisation et contractualisation autour d'objectifs).

Les projets d'échanges internationaux s'intègrent donc plus facilement dans le fonctionnement ordinaire de ces structures, dans leur mode de travail avec les usagers. L'organisation des projets d'échanges ainsi que la sélection des participants se fondent sur la congruence entre les projets individuels et le projet d'échange, la possibilité de ce dernier de participer aux projets personnels et professionnels des jeunes. Pour ces structures, les projets OFAJ représentent une autre action à intégrer dans les projets personnels qui se développent à un niveau local.

Dans un troisième groupe, on distingue des structures pour lesquels les projets d'échanges

[40] La majorité des structures se trouvent dans ce groupe, notamment les missions locales.

[41] Cela vaut pour d'autres publics comme les personnes âgées dépendantes ou les personnes en situation de handicap (loi de 2005).

OFAJ constituent une amorce de démarche par projet[42]. Ils fonctionnent alors comme des déclics. Les professionnels notent leur intérêt, relativement nouveau, pour ce mode de fonctionnement qui développe leur capacité d'action. L'opportunité se transforme en révélation des possibilités d'action (en termes de partenariat, de financement) qui s'offrent à eux :

> *« On faisait des projets mais ici, avec d'autres associations ; là, on découvre d'autres partenaires qu'on aurait peut-être jamais rencontrés, des Français ou des Allemands (…) La première fois c'était quelque chose de nouveau mais très excitant parce que… on pouvait faire plus de choses, en France, en Allemagne, des choses nouvelles sans abandonner ce qu'on faisait jusque-là. »*

Une culture du travail international

À ce premier rapport, on ajoutera celui que les structures entretiennent avec le travail international. Il existe une culture du travail vers l'international qui favorise l'engagement vers les échanges et est un facteur supplémentaire d'appréciation. Cet engagement vers l'international se remarque à la participation à divers réseaux, à divers projets de mobilité inter-

[42] Voir ce que nous disions en II.2.

nationale comme le Programme européen jeunesse en action (PEJA).

Dans ce cadre, le réseau OFAJ et les activités qu'il met en place permettent un renforcement des réseaux qui s'alimentent de la multiplicité des connexions entre les acteurs. Pour les non-convertis à l'international, les échanges peuvent être l'occasion d'impulser une dynamique dans la structure et une conversion vers ces actions.

Conclusion

Ainsi, par-delà la diversité des structures (dans leurs missions et dans la dimension de leurs actions), des professionnels et du public, l'appréciation des échanges est relative à l'organisation du travail des structures et aux types d'actions qu'elles mènent. Dès lors que celles-ci fonctionnent autour de projets d'insertion et investissent la dimension internationale de l'action sociale, la satisfaction du dispositif OFAJ (réseau et échanges) s'améliore.

Caractéristiques des échanges

Ancienneté des échanges

Il y a une durabilité de l'inscription des interviewés et de leurs structures dans le réseau : les échanges, les formations et les séminaires. Toutefois, toutes ne s'investissent pas dans

l'ensemble des actions du réseau, certaines n'effectuent que des échanges (près de la moitié), les autres s'investissant également dans les séminaires.

La majorité a fait plusieurs projets et projette de continuer. Un seul interviewé n'a fait qu'un seul projet et n'a pas le désir d'en réaliser d'autres. Cependant, cet acteur entend continuer à participer au réseau et reste une ressource pour ceux qui désirent accueillir. Il estime que les échanges ne correspondent pas aux actions de sa structure, qui visent la création artistique et l'animation du quartier.

Le public des échanges

Nous parlons ici des participants aux échanges. Dans la majeure partie des cas, ils nous sont présentés comme des « jeunes » ayant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Cependant, il ne semble pas qu'il s'agisse des publics les plus en difficulté que les professionnels rencontrent : *« Je crois pouvoir dire que les jeunes qui ont participé à ce départ-là n'étaient pas dans des situations de difficulté matérielle, c'était plutôt des jeunes en rapport avec des familles structurées et structurantes. »* Ces informations sont importantes pour situer le public et savoir s'il représente le public cible des projets d'échanges (voir p.163-167).

Description des échanges

La première phase consiste dans la prise de contact avec un partenaire. Les rencontres du réseau et les séminaires jouent un grand rôle. C'est dans ces occasions que les professionnels se rencontrent, se rapprochent et établissent les bases d'un projet d'échange qui se précisera par la suite dans une phase de préparation du calendrier, des objectifs et du contenu de l'échange. L'organisation des rencontres est fondamentale pour cette phase d'amorce. Elle doit permettre les rapprochements entre les professionnels. Comme on le voit, le public ne joue aucun rôle dans cette phase d'amorce.

L'échange est ouvert au public des structures. Il n'y a pas de sélection officielle, ni de critère définit. Le volontariat est la base de la sélection, mais bien souvent, l'échange est proposé à certains selon la concordance entre l'échange et leur situation.

Le rapport entre le thème de l'échange et la formation, la problématique socioprofessionnelle ou les centres d'intérêts des jeunes est un premier facteur de sélection. Il s'agit de recruter les participants en fonction de la correspondance entre leurs projets personnels ou professionnels et le contenu ou le thème de l'échange. L'échange est ainsi proposé à certains : soit pour continuer leur parcours professionnel, leur offrir une expérience, ou encore effectuer une rupture avec leur quotidien. Pour les missions locales, le projet d'échange doit s'intégrer au projet profes-

sionnel, et cette intégration peut être travaillée avec le participant et son conseiller en insertion.

L'implication dans les réunions de préparation du projet est considérée comme un indice de leur motivation. De fait, cette implication peut être un critère de sélection :

> *« Ce sont ceux qui se sont montrés les plus constants, les plus engagés, apparemment les plus solides, ceux dont on pensait qu'ils pouvaient mener à bien cette forme d'effort vers un but. »*

La question du surnombre ne se pose pas. Au contraire, les acteurs peuvent contacter une autre structure pour trouver un participant dont la situation correspond au contenu de l'échange et ainsi « *boucler le projet* ».

Ainsi, s'il n'y a pas de sélection officielle, on ne peut pas dire qu'il y ait une ouverture, une procédure de candidature. Il y a des sollicitations, des propositions souvent individuelles, beaucoup plus rarement collectives.

La phase de préparation s'effectue dans les semaines qui précèdent l'accueil ou le départ. Le contenu et l'organisation ont été construits par les professionnels. La préparation s'effectue au moyen de réunions (trois en moyenne) utilisées pour la présentation du programme, de la structure partenaire et des participants. À ces occasions, les participants sont plus sollicités. Ils doivent ainsi préparer certaines activités, certains moments du projet, notamment lors de l'accueil.

Pour les professionnels, le projet est également l'occasion de travailler sur la responsabilisation des jeunes, de leur faire acquérir une autonomie ; c'est pour cela qu'ils essayent de les impliquer autant qu'ils le peuvent dans la préparation.

Notons que dans ces réunions de préparation en amont, il y a peu d'activité linguistique ; parfois, un vocabulaire technique peut être fourni, mais aucune action réelle de formation linguistique, ni grammaire ni conjugaison, seulement du vocabulaire.

Les échanges se déroulent sur sept à quinze jours, avec cinq à douze personnes (selon le nombre d'accompagnateurs). Les professionnels préfèrent emmener des majeurs (plus de 18 ans). Ensuite, ils établissent une mixité de genres. Quant à la mixité sociale, elle n'est pas mentionnée. Cela est certainement dû au mode de recrutement des structures. Cependant, on peut dire qu'il s'agit de personnes issues de classe moyenne ou populaire, avec un niveau de diplôme relativement faible compris entre BEP, CAP et BAC. On trouve aussi des BAC+2 (DUT, BTS) et une personne BAC+5.

Les projets ont un thème général que l'on peut schématiquement classer ainsi :

- projet artistique,
- projet interculturel,
- projet professionnel.

Au-delà, le programme des échanges marie le versant professionnel à des actions sur l'interculturalité, l'identité. Il articule souvent les

actions de formation à des animations, des débats, des temps organisés et encadrés et des temps libres, en autonomie (ce qui participe à l'autonomisation).

- Ainsi, on trouve des actions de professionnalisation : visite d'entreprises, ateliers, visite de structures de recherche d'emploi et aide à la recherche d'emploi, rencontres avec des professionnels qui présentent leurs parcours. Il s'agit ici de continuer une formation, de procurer une expérience internationale, de nouer des contacts avec des collègues ou des employeurs potentiels.
- Il y a ensuite des actions d'animation linguistique. En effet, en plus de devoir, pendant les temps libres, communiquer avec des personnes ne parlant pas la même langue, des temps organisés autour de l'apprentissage linguistique sont établis. Il s'agit souvent de jeux ou d'animations : *« L'objectif c'est leur formation, trouver un emploi tout ça, mais ce n'est pas que ça. C'est aussi leur montrer la richesse des langues, de pouvoir communiquer avec les autres (…) Je préfère par les animations parce que ce n'est pas l'école, c'est plus ludique et c'est comme ça qu'ils ont un déclic et qu'ils se disent "quand même ça serait bien si je parlais allemand". »* Il s'agit donc de renforcer des acquis, de faire découvrir et de motiver à l'apprentissage linguistique.

- Il y a également des animations ou des débats centrés sur les dimensions culturelles, sur les différences dans les modes de vie (les transports publics, par exemple) et sur l'altérité. Il s'agit de faire travailler les participants sur leur représentation d'eux-mêmes et des autres, sur les préjugés qui existent dans les deux pays (envers les étrangers, les rapports hommes-femmes, etc.).

D'une manière générale, les actions de suivi en aval de l'échange sont peu présentes et peu mentionnées dans les entretiens. On peut distinguer le suivi individuel de la valorisation collective des échanges, selon les missions de la structure et la dimension de son action.

Le suivi individuel est le plus souvent employé par les structures qui travaillent sur la trajectoire sociale des individus (notamment les missions locales). Cependant, d'après les interviewés, ce suivi n'est pas toujours possible, et il n'est pas souvent mentionné. Une première raison tient dans la reprise du quotidien. Les professionnels sont repris par leurs activités, se projettent vers un autre échange. Ils font alors un bilan qui leur est personnel. Quant aux participants, ils ne sont pas toujours faciles à recontacter. De fait, il n'y a pas toujours de suivi individuel ni de mise en commun de l'échange :

> *« Vous savez, des fois c'est difficile, on a un public un peu… volatile, il est là, il n'est plus là. On essaye, mais c'est plutôt rare, même si ça serait super intéressant. »*

Les actions de valorisation de l'échange sont plus nombreuses. Il s'agit alors de présenter l'échange auprès de personnels institutionnels (mairie, par exemple) lors d'événements : expositions, fêtes de quartier. Dans ce cas, le suivi ne s'applique pas aux apports de l'échange pour les participants mais consiste à montrer l'activité de la structure.

Appréciation du travail avec l'OFAJ

Pertinence du réseau

En premier lieu, le réseau et les rencontres permettent de nouer des contacts, de trouver des partenaires. Les séminaires sont qualifiés de « bourse d'échange », d'« espace d'échange », de « banque de partenaires » au cours desquels se « développent des partenariats ». On a vu qu'ils jouaient un rôle important dans la phase d'amorce. Par ailleurs, lors de notre présence à Berlin (2012), on a pu remarquer que les rencontres favorisaient l'émergence d'un réseau national : les professionnels français se rapprochent également entre eux, échangent leurs numéros, ébauchent un projet commun (hors du cadre de l'OFAJ).

La construction et la multiplication des connexions sont caractéristiques des dispositifs en

réseau[43] qui s'alimentent de la multiplication des connexions et de l'intensification de leur activation. L'activation des connexions est une condition de durabilité et de pertinence des réseaux. Les séminaires constituent donc, pour les professionnels, un outil d'entretien et de renforcement du réseau. Ils permettent et pérennisent son existence, le concrétisent. Le réseau n'est jamais aussi visible que lorsqu'il se concrétise dans le rassemblement de ses membres.

L'organisation des rencontres doit donc permettre cette concrétisation. Il s'agit de ménager un espace de rapprochement[44] de professionnels et de structures autour d'amorces d'échanges, de projets et de partenariats. L'organisation des rencontres de Berlin en 2012 autour d'une part de temps de présentation formelle des professionnels, de leurs structures et de leurs activités, et d'autre part de temps informels propres aux rapprochements entre professionnels et à la concrétisation, s'adapte bien à l'organisation en réseau, qui doit laisser une flexibilité et une mobilité aux professionnels.

Pertinence des financements

Les financements OFAJ sont appréciés notamment par les petites structures. En effet, dans un contexte de financement limité, les projets OFAJ et leur financement développent une capacité

[43] Voir Boltanski L., Chiapello E., 1999.

[44] Au sens, développé par la sociologie pragmatique, d'opérations liant connaissance du monde et action dans le monde connu.

d'action, c'est-à-dire une opportunité, ainsi que les conditions objectives de s'en saisir.

Pour les professionnels, les financements permettent également de réduire les inégalités d'accès à la mobilité européenne en demandant une participation financière moins importante. On peut dire que l'effet est le même que sur les professionnels : celui d'un développement des capacités d'action des jeunes ; on y reviendra.

Pertinence des formations

Il y a peu de propos sur les formations et les attentes les concernant. Toutefois, on remarque dans les récits qu'elles participent à la conversion professionnelle à l'action internationale et au décloisonnement des pratiques professionnelles *(cf. infra)*.

Appréciation des échanges

L'évaluation des échanges, de leurs apports pour les participants comme pour les professionnels, ne se fonde pas sur une mesure exacte. Certains l'évaluent en fonction d'une durée moyenne d'insertion professionnelle, mais la réalisation de l'objectif prioritaire d'insertion sociale et professionnelle est difficilement appréciable.

Les interviewés sont satisfaits des échanges et de leurs effets, sur les publics comme sur les professionnels. Toutefois, si la mobilité internationale a pour eux un effet local, elle n'atteint pas directement les objectifs d'insertion sociale et professionnelle, mais favorise la réussite de ces objectifs par les effets indirects produits sur les participants. Ils considèrent les échanges internationaux comme des « facilitateurs » de l'action locale ; des « accélérateurs » dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, mais non comme une panacée qui se suffirait à elle-même. Notons qu'il existe des discours d'échec, toutefois très rares, et ces échecs ne sont pas généraux : l'échange échoue avec une personne mais pas sur un groupe.

Effets des échanges sur le public

Les échanges permettent un travail sur les dimensions périphériques des objectifs d'insertion sociale et professionnelle, de réussite scolaire : accès à la culture, travail sur l'identité, le regard d'autrui et son propre regard, travail sur les préjugés, sur les rapports hommes-femmes, les discriminations, travail sur la responsabilisation.

Ces dimensions périphériques sont considérées comme des atouts supplémentaires ou nécessaires pour travailler sur la dimension socioprofessionnelle. Cette dernière est évidemment également présente lors des échanges. Par ailleurs, comme on le verra, les échanges donnent l'occasion aux professionnels d'effectuer ce travail

sur ces dimensions périphériques, contrairement à leur travail quotidien.

Les échanges produisent des effets de décloisonnement.

En premier lieu, le décloisonnement est géographique :

> *« Ce sont des jeunes qui n'ont pas souvent eu l'occasion d'aller voir ailleurs ce qui se passait. Il y en a qui ne sont quasi jamais sortis de leur quartier, toute leur vie est là (…) là ils voient autre chose, sont obligés de sortir de leur routine et ça, ça leur fait du bien, je pense (…) il y en a qui ne connaissent pas la France, ce n'est pas seulement l'Allemagne, c'est l'occasion pour eux de visiter la France, de voir ce qu'il y a, sinon ils connaissent quoi ? Leur quartier, leur ville, un peu Paris. »*

Les visites, qui peuvent sembler loin des objectifs d'insertion, ont donc cette vertu indirecte de décloisonnement géographique.

Le décloisonnement est ensuite linguistique. L'échange procure l'occasion de découvrir une langue, mais aussi la richesse du plurilinguisme :

> *« Ceux qui ne parlaient ni allemand ou anglais ou autre chose demandaient toujours à un de leurs camarades de traduire ce qu'ils voulaient dire ou ce que les autres disaient (…) Il y en a un qui se sentait*

exclu et du coup, hop, je saute sur l'occasion pour faire un petit débat là-dessus. Qu'est-ce que ressentent ceux qui doivent traduire, ceux qui ne savent pas parler, et là il y a des choses, des envies d'apprendre des langues qui ont émergé, et certains se sont engagés dans ces démarches au retour. »

Le décloisonnement peut être également social et culturel. En effet, la mixité sociale et de genres, entre les plus et les moins diplômés, ouvre sur l'expérience de la différence sociale et la pluralité des trajectoires de vie :

« On a pu avoir un petit problème parce que certains sentaient du mépris de la part des plus diplômés. C'est aussi ça, l'échange, ils ne se connaissent pas tous, ils ne viennent pas tous des mêmes milieux (…) mais ils doivent s'y faire, se parler et s'entendre, sinon pendant sept jours, c'est intenable. »

L'échange, pendant les temps libres notamment, représente une expérience de vie commune pendant une semaine sans toujours avoir un professionnel pour juguler les problèmes. Les participants expérimentent l'altérité sociale en même temps qu'ils sortent du quartier.

Par ailleurs, ces expériences créent des liens entre les participants allemands et français, des amitiés peuvent se nouer, se prolonger au-delà de l'échange. Le tissu relationnel se reconfigure

alors : relation extérieure au quartier, en France comme en Allemagne, relations au-delà du groupe des pairs.

Le décloisonnement est ensuite professionnel. L'échange ouvre sur des parcours de vie au travail, des métiers et des formations inconnues (luthier, par exemple). L'espace des possibles devient plus grand. À ces occasions, les participants peuvent se remotiver pour reprendre une formation (voir les entretiens menés avec les jeunes), se réorienter ou se créer un réseau dans son domaine :

> *« Il y en a un qui du coup a été sollicité pour retourner en Allemagne pour un festival hip-hop (…) le jeune n'y croyait pas et depuis je crois qu'il est toujours en contact. Donc, c'est bien, ils rencontrent des gens et parfois des portes s'ouvrent, ce n'est pas toujours le cas, mais ça peut arriver. »*

Enfin, le décloisonnement est intellectuel. En premier lieu, les visites peuvent stimuler le plaisir d'apprendre et permettre l'apprentissage des us et coutumes du pays d'accueil : mode de déplacement urbain, repas… Ensuite, les animations et débats (organisés ou impromptus) permettent un travail sur ses représentations de soi, des autres, sur son identité, ainsi que la confrontation avec ses préjugés. Les représentations sont reconfigurées dans l'expérimentation pragmatique de relations diversifiées.

La dernière vertu des échanges réside dans le travail de responsabilisation et d'autonomisation. Les participants prennent en charge des temps organisés et se prennent en charge eux-mêmes pendant l'échange. Pour les professionnels, les projets ont donc des vertus d'autonomisation qui participent à l'accélération des parcours d'insertion.

En effet, l'insertion professionnelle s'effectue de nos jours à travers un parcours jalonné de projets professionnalisants : stage, formation professionnelle, formation aux techniques de recherche d'emploi, à la rédaction d'un curriculum vitae[45]… Par ailleurs, avec la notion de projet émerge celle de l'usager. Elle indique l'ambition nourrie par les dispositifs d'engager activement les bénéficiaires dans la coproduction d'un service, coproduction du professionnel et de ceux qui sont désormais des « usagers », responsables, autant que le professionnel, de la relation d'aide et de sa réussite. La responsabilisation et l'autonomisation permettent d'engager, au retour de l'échange, une dynamique de coproduction d'un parcours d'insertion professionnelle (projet personnel et professionnel, projet de vie…). Ainsi, les échanges préparent le public aux dispositifs locaux d'insertion professionnelle.

[45] Cela ne vaut pas que pour les jeunes. Les notions d'employabilité ou de formation tout au long de la vie traduisent la fin de la linéarité des vies professionnelles et le basculement vers un régime d'individualisation (l'accompagnement personnalisé, le suivi personnel) et de contractualisation de l'action sociale (définition de moyens et d'objectifs mêlant aide et contrainte). Par ailleurs, ce n'est plus seulement l'aspect professionnel qui est ainsi appréhendé, mais toutes les dimensions de la vie.

Si l'on ne peut pas se prononcer sur la réussite directe des échanges en termes d'insertion professionnelle et si la satisfaction des professionnels comme des jeunes ne peut être considérée comme un indice de la pertinence éducative, pédagogique et professionnelle des échanges, on peut toutefois analyser les vertus des échanges en fonction des développements des capacités d'action des jeunes qu'ils permettent. Il s'agit d'observer les possibilités pour les jeunes de développer dans ces expériences des « prises[46] » pour l'action, de développer leur *agency* (liberté ou capacité d'action) pour l'invention de leur propre parcours.

Cependant, la capacité d'action est liée à des dispositifs ; elle dépend tout à la fois des ressources intériorisées et objectivées mobilisables pour générer une pratique. Les propos des professionnels recèlent des indices de développement de trois éléments qui composent le développement de l'action : des états intérieurs et des équipements extérieurs, qui se conjuguent dans la saisie des ressources institutionnelles, et l'invention d'une action et d'un parcours personnalisé par l'usager.

Pour les professionnels, les projets développent des états intérieurs qui favorisent les parcours d'insertion : motivation, envie, confiance en soi et dans les autres (notamment dans les dispositifs et les professionnels). Les vertus d'autonomisation développent également l'*agency* des acteurs qui deviennent alors capables de

[46] Bessy C., Chateauraynaud F., 1995.

s'engager volontairement, de se saisir d'eux-mêmes des opportunités qui sinon sans l'intervention d'un tiers, seraient restées inexploitées.

Les projets développent ensuite l'accès à des équipements extérieurs. Ces ressources sont les supports sociaux de l'action et de l'identité. Dans le cadre des projets, il s'agit d'un réseau de connaissances dans son domaine professionnel. Le réseau (espace de mobilité) s'oppose ainsi au « quartier » (espace d'immobilisme) qui limite le champ des possibles. Le réseau devient un espace d'opportunité et de confiance dans lequel les acteurs peuvent développer un parcours professionnel, personnel et intellectuel.

Pour les professionnels, les échanges favorisent donc la modification d'états intérieurs (confiance, décloisonnement intellectuel, autonomisation) et l'ouverture vers des équipements extérieurs (décloisonnement professionnel, contact et amitié) qui permettent aux jeunes de saisir des opportunités jusqu'alors inaperçues et inemployées, de s'approprier les prises institutionnelles et d'inventer leur propre parcours.

Grâce à cette démarche de mobilisation, ils parviennent à passer d'une connaissance non réflexive[47]d'eux-mêmes et du monde à une connaissance réflexive instrumentale qui permet de produire une action visant un but, puis à une réflexivité inventive qui, tout en gardant un aspect téléologique, invente une pratique, invente ses

[47] Réflexivité réflexe chez P. Bourdieu, 2001. Sur les « états de la réflexivité » en sociologie, voir Trepos J.-Y., 2007.

propres prises et ne fait pas qu'utiliser celles qui sont à disposition[48].

À travers les projets d'échange, on peut dire que les jeunes développent des capacités d'action, certes de manière inégale, mais pertinentes par rapport aux dispositifs d'insertion, à l'état du marché et de la place qu'il ménage aux jeunes.

Effets des échanges sur les professionnels

Une pratique alternative

Les programmes de mobilité européenne permettent aux professionnels d'avoir une pratique d'accompagnement alternative de leur pratique quotidienne.

En effet, les dispositifs locaux sont le plus souvent des dispositifs d'action directe sur les problématiques d'emploi, de formation et de construction d'un parcours d'insertion.
L'accompagnement se fait sur du long terme mais est ponctuel. Les professionnels rencontrent les jeunes à l'occasion de rendez-vous au cours desquels ils travaillent sur un aspect de la situation socioprofessionnelle, présentent des formations, font le point sur les démarches entreprises…
L'action directe est donc également plus distante et ponctuelle. Le suivi est bien personnalisé, mais irrégulier.

[48] On peut dire que cette évolution des modes de connaissance est elle-même une injonction sociale d'autonomie qui pèse sur les usagers.

Dans l'échange international, cette pratique se modifie. L'accompagnement se fait sur une durée délimitée (de sept à douze jours), dans une proximité quotidienne et avec une approche indirecte des problématiques d'insertion professionnelle. Ce mode de travail permet de mieux cerner les dimensions périphériques du travail d'insertion et des discussions accrues avec les jeunes. Les modes d'action se diversifient. Les visites, animations et débats sont peu présents dans l'action locale avec le public.

Les échanges permettent donc de diversifier et d'approfondir l'accompagnement :

> *« C'est autre chose c'est sûr, ce n'est pas : qu'est-ce que t'as fait, où est-ce que tu en es, qu'est-ce qu'on va faire ? (…) Là, ils découvrent des choses et on est présent, on peut voir des évolutions et on apprend à les connaître vraiment (…) Je ne sais pas si ça nous sert vraiment mais je pense que quelque part ça aide. »*

Une modification du rapport aux jeunes

Cette diversification et cet approfondissement de l'accompagnement modifient la relation que les professionnels entretiennent avec les jeunes.

Comme dans l'extrait précédent, les professionnels disent avoir une meilleure connaissance des jeunes dans leur personnalité, leur vie en général :

> *« Il y a des choses… on n'en parle pas d'habitude et là on a le temps. D'habitude on a des relations assez distantes aux jeunes, on ne sait pas s'ils ont des copains et des copines (…) tout d'un coup on parle de plein d'autres choses, de ce qu'ils aiment ou pas (…) sinon on sait quoi des jeunes… ? Leur parcours scolaire, leurs expériences professionnelles et ce qu'ils savent de la recherche d'emploi, pas beaucoup plus. »*

Du côté des jeunes, les professionnels notent que ceux-ci s'ouvrent plus, notamment grâce au travail informel effectué lors des débats, des visites et de la proximité quotidienne :

> *« Il y a, comment dire, pas une complicité parce qu'on ne devient pas amis non plus, mais (…) oui voilà une confiance, ce n'est plus le même rapport, on est en dehors de l'institution et ça change tout je crois (…) quelque part on lâche un peu prise dans ces moments, eux comme nous. »*

Le décloisonnement professionnel

Le décloisonnement professionnel a plusieurs aspects. En premier lieu, il y a le décloisonnement linguistique. Mais plus important est le décloisonnement culturel et intellectuel. En effet, à l'occasion des échanges, les professionnels sont

confrontés aux pratiques de leurs collègues allemands.

Nos interlocuteurs mettent en avant un « partage des savoirs » et des « approches » professionnelles : *« C'est pour nous l'occasion aussi de discuter, de voir comment travaillent les Allemands, de montrer comment on travaille (…) on échange beaucoup sur nos pratiques, c'est presque une formation, quand on y réfléchit. »*

Le décloisonnement professionnel est également une « remise en question » pouvant aller jusqu'à interroger les représentations de l'action sociale :

> *« C'est vrai qu'en France, l'insertion professionnelle, c'est l'insertion professionnelle. J'avais des collègues un peu sceptiques, les débats, les animations ce n'est pas trop dans notre culture. Mais quand on fait, ces débats on sent que quelque chose se passe, ce n'est pas simplement un travail d'animateur, on a l'occasion de travailler des choses. Là-dessus, mes collègues allemands m'ont appris quelque chose. »*

La conversion professionnelle

Dans les propos de nos interlocuteurs, on remarque que l'expérience de l'échange international peut être un moment de conversion à cette dimension de l'action sociale : *« La première fois que je suis parti, je ne savais pas ce que ça allait*

donner. Puis j'ai été convaincu et au retour j'ai essayé de convaincre mes collègues, mon directeur que c'était vraiment utile. » La conversion d'un acteur à cette dimension de leur action, notamment lorsque celui-ci est soit directeur, soit cadre, peut impulser une conversion de la structure.

Conclusion : un développement des capacités d'action

Comme pour les participants, les échanges semblent permettre un accroissement des capacités d'action des professionnels.

En ce qui concerne les états intérieurs, les échanges engendrent une conversion au travail de mobilité internationale et une modification des représentations, comme on l'a vu. Les possibilités d'action et les modalités s'ouvrent pour les professionnels, leur imagination pédagogique est stimulée.

Mais c'est la modification du rapport aux jeunes qui semble fondamentale. L'échange permet de faire tomber la défiance des jeunes face aux institutions et aux professionnels. Il est l'occasion de développer une relation d'aide qui s'appuie sur le jeune dans un climat de confiance réciproque.

L'échange est donc le moment d'une reconfiguration de la relation d'aide, de « négociation[49] » de cette relation, permettant de développer une

[49]Strauss A., 1992.

efficacité pédagogique, éducative et professionnelle.

On a également vu que le dispositif d'échange OFAJ (avec son réseau et ses financements) représente un équipement qualitativement différent de l'accompagnement standard. Il permet une diversification des modes d'action et de travail. Grâce à ses effets de décloisonnement des représentations professionnelles de la pratique et des jeunes, les professionnels peuvent sortir de leur pratique quotidienne (action non réflexive) et inventer un accompagnement adapté aux jeunes – avec les jeunes. Les professionnels développent ainsi leur compétence réflexive au-delà de la réflexivité instrumentale, qui ne fait qu'utiliser les prises institutionnelles que les professionnels ont sur les jeunes et leur situation. Ils développent des prises spécifiques (comme la confiance) ainsi que des objectifs spécifiques : l'échange peut ainsi permettre une coupure dans une recherche d'emploi difficile afin de redonner confiance et motivation ; il peut continuer une formation, il peut permettre aux professionnels de déceler des intérêts chez les jeunes et de proposer une réorientation professionnelle ou d'ouvrir sur des perspectives périphériques au projet professionnel initial.

Conditions de réussite des échanges

Les professionnels mettent également en avant des conditions de réussite des échanges qui se cristallisent dans une préparation en amont.

Préparer le public

En premier lieu, la préparation en amont doit préparer le public au décloisonnement :

- Linguistique : il s'agit de fournir une base de vocabulaire, notamment technique (de cuisine, de menuiserie, par exemple) en fonction des activités qui seront abordées. Cette préparation est nécessaire si on veut que des échanges entre les jeunes se fassent et que chacun des groupes nationaux s'ouvre à l'autre. Il s'agit donc de séances de formation/initiation. Sans cette préparation, les jeunes ne se risquent pas à parler et demandent à un tiers de traduire.
- Social : il s'agit ici de préparer à la mixité du public afin qu'une forme de cohésion de groupe se fasse et que la vie commune se passe bien.
- Institutionnel : il s'agit, notamment lors de la présentation du programme, de préparer les participants aux pratiques indirectes. En effet, comme les professionnels, les jeunes sont peu habitués aux animations et débats. Ces pratiques leur semblent éloignées des objectifs d'emploi.

Ensuite, il faut éviter que le projet d'échange soit considéré comme un « voyage » ou une pratique de « consommation ». Dans les étapes préparatoires, les professionnels adossent l'échange à un parcours professionnel et à des « objectifs » afin de garder une continuité entre travail local et mobilité internationale.

L'implication dans les phases préparatoires est considérée comme un indice du rapport (consommation contre objectif) que les jeunes entretiennent avec le projet. Pour les professionnels, une faible implication (absence, retard, dilettantisme) marque l'engagement consumériste dans l'échange. L'implication dans la préparation fait alors office de principe de sélection lorsqu'elle est nécessaire.

Préparer les professionnels

Les professionnels, notamment les novices dans la démarche d'échange international, doivent également être préparés. Il s'agit surtout de les accoutumer à cet accompagnement très différent de l'action locale : relative autonomie des jeunes, proximité sur la durée…

Effectuer un suivi

Même s'il n'est pas toujours réalisé, les professionnels estiment qu'un bilan et un suivi au retour (individuel notamment) sont nécessaires pour que l'échange ne soit pas une expérience isolée dans le parcours d'insertion. L'échange est l'occasion d'impulser une dynamique au retour : apprentissage d'une langue, reprise d'une formation, recherche de stage.

Le suivi doit également permettre de poursuivre le décloisonnement (ne pas être « *rattrapé*

par le quartier », par exemple), de capitaliser sur l'échange et de développer une dynamique et une action locale.

Points d'amélioration

Les points d'amélioration mentionnés par les professionnels sont directement liés à la problématique des réseaux. Le réseau est un mode d'organisation flexible qui valorise la mobilité[50]. Il s'oppose aux organisations rigides, bureaucratiques. Les réseaux trouvent leur dynamisme dans la multiplication des acteurs et des connexions, puis des projets qui se réalisent. Dans une organisation en réseau, les connecteurs ayant une multiplicité de connexions redoublent l'offre de liaisons permettant leur durabilité et l'intensification du réseau.

Mais les réseaux ont les faiblesses de leurs forces. Si l'organisation en réseau permet des projets ponctuels en mettant à disposition financements et partenaires, leur flexibilité ne permet pas une orientation de long terme, une direction et une continuité de l'action. Certains acteurs se questionnent sur son « impact global », son « évolution » et sur la nécessité de « maintenir le souffle » par une multiplication des échanges, des rencontres et des formations, éventuellement par le développement de « rencontres virtuelles ».

[50] Voir Boltanski L., Chiapello E., 1999.

Conclusion de l'enquête qualitative auprès des professionnels en France

On remarque une certaine diversité des structures, de la place qu'y occupent les projets de mobilité internationale OFAJ, des professionnels et des participants aux échanges. Les professionnels sont globalement satisfaits des échanges, des financements, du réseau et de l'impact des échanges sur les pratiques professionnelles comme sur les jeunes.

Au-delà de la satisfaction des acteurs, l'analyse en termes de capacité d'action montre que les professionnels peuvent développer, à travers le dispositif OFAJ, une action pédagogique, éducative et professionnelle efficace localement : facilitateur de l'action locale, il offre aux professionnels une nouvelle modalité d'action qui se différencie des dispositifs standards et leur permet d'inventer un accompagnement plus personnalisé et coproduit avec le jeune.

Les discours des professionnels montrent également que, au-delà de l'objectif manifeste d'insertion professionnelle, l'intérêt latent du dispositif est qu'il permet aux jeunes de développer leurs capacités d'action en termes de confiance, de réseau, d'opportunité et d'inventivité de leur parcours d'insertion.

Résultats de l'enquête qualitative auprès des jeunes

Thomas Pierre

1 Résultats de l'enquête en France

Nous avons réalisé 15 entretiens avec des participants à des projets d'échange OFAJ entrepris par des structures de la région parisienne (Paris/Île-de-France)[51]. Ces projets ont eu lieu en 2011 ou 2012.

Profil des interviewés

Généralités

Au moment de l'échange, les interviewés sont âgés de 17 à 25 ans (ce qui correspond à la catégorie « jeunes » des politiques publiques qui se termine à 25 ans, la catégorie retenue par l'INSEE allant jusqu'à 29 ans). La moyenne est de 21 ans. La moyenne d'âge est plus élevée que celle déterminée par l'enquête quantitative. Cela s'explique par le fait que les entretiens se déroulaient le plus souvent à la structure porteuse, en semaine, en journée. Il n'était donc pas possible de rencontrer les participants encore scolarisés

[51]Ce pour quoi nous n'avons pas fait d'entretien avec des élèves d'établissements scolaires : le contact était en région Alsace.

dans le secondaire, souvent plus jeunes, à ces horaires.

Nous avons rencontré plus de répondants femmes : 9 sur 15, soit 60 %.

Leur niveau de diplôme est compris entre le CAP (secondaire, niveau V de la catégorie ministérielle) et le BAC+2 (BTS). Une interviewée avait un master. On remarque tout de même qu'un tiers d'entre eux a suivi et s'est arrêté à l'issue d'une filière courte (du CAP au BAC général, BAC professionnel). Le reste a prolongé sa formation au-delà, même si elle ne s'est pas concrétisée par un diplôme. De fait, on peut dire que, dans ce second groupe, la moitié ont un niveau BAC mais ont prolongé au-delà, sans succès, leur scolarité, ce qui est tout de même un indice de leur rapport à l'école.

Les domaines de ces formations sont divers : menuiserie, cuisine-restauration, communication, métier du cinéma, commerce. Certains (ceux qui se sont arrêtés au BAC général) n'ont pas spécialisation.

Ils habitent majoritairement dans des quartiers populaires (40 %) ou en centre-ville (40 %). Seuls 20 % disent habiter dans des cités HLM.

Neuf répondants (soit 60 %) sont issus de l'immigration : immigration italienne, portugaise, turque et africaine (Maghreb, Sénégal).

Expérience de la structure, des voyages et des langues

Ils sont en contact avec la structure du projet d'échange depuis deux à trente mois. La durée moyenne d'inscription dans la structure s'élève notamment lorsque la structure porteuse est une association de quartier ou une association labélisée. Certains sont ou ont déjà été en contact avec d'autres structures, notamment des associations.

La moitié des interviewés a une expérience de voyage international le plus souvent à titre privé, très peu au moyen de dispositifs publics (surtout des voyages scolaires et parfois par le service civique). Les destinations sont variées : pays d'origine des ascendants, Royaume-Uni (Grande-Bretagne et Irlande), Espagne, assez peu vers l'Allemagne.

Enfin, au moment de l'échange, les participants parlaient (en dehors évidemment du français) l'anglais, mais avec des niveaux très différents. Ensuite, certains parlent la langue d'origine des ascendants (apprises notamment au cours des voyages privés) : arabe, italien.

Le public en question

On peut se poser la question de savoir si ce profil correspond au public cible de l'OFAJ.

En premier lieu, le niveau d'études est relativement moyen, étant donné que deux tiers ont un niveau BAC, et un tiers un niveau supérieur. Aucun d'eux ne semble en décrochage scolaire.

Par ailleurs, leur inscription dans une structure à titre d'ayant droit ou d'adhérent montre une certaine socialisation aux institutions : ils ne sont pas dans un rapport de distanciation envers les institutions[52]. Ceux qui sont inscrits en mission locale ont donc fait les démarches nécessaires pour utiliser cette ressource. La participation à une association montre une sociabilité institutionnalisée éloignée de l'image de sociabilité microcosmique des jeunes fortement défavorisés.

Certains ont déjà des expériences professionnelles, même si elles ne les ont pas fait accéder à un statut d'emploi qui les protège. La situation des jeunes sur le marché de l'emploi est difficile, l'accès à un statut d'emploi protecteur passe par un « parcours d'épreuves[53] » : stage, formation professionnelle, formation à la recherche d'emploi, période d'essai, intérim, rendez-vous avec des conseillers, définition d'objectifs et d'un projet personnel et professionnel. La « transition professionnelle[54] », c'est-à-dire le cycle de vie compris entre la sortie du système scolaire et la stabilisation sur le marché du travail, s'est allongé en raison de facteurs économiques, sociaux et politiques (recherche de flexibilité entraînant la création de statuts d'emploi précaire et assignation de ces emplois aux jeunes)[55]. Les ressources scolaires ne sont plus suffisantes pour accéder à

[52]Nicole-Drancourt C., Roulleau-Berger L., 1995, p. 106-107.
[53]Boltanski L., Chiapello E., 1999.
[54]Méhaut P., Rose J., Monaco A., De Chassey F., 1987 ; Cavalli C., Galland O., 1994 ; Galland O., 1985.
[55] Voir la contribution de Join-Lambert, Pottier et Sauvageot *in* INSEE, *Données sociales*, 1993.

un statut d'emploi protecteur et elles doivent désormais faire l'objet d'un travail de conversion sur le marché de l'emploi, en ajoutant à la qualification de l'expérience[56], un réseau, une présentation de soi dans un projet. Par ailleurs, la phase de transition professionnelle interagit avec celle de la transition domestique entre vie au foyer familial, vie en dehors du foyer familial et fondation de son foyer familial, elle-même en allongement. Mais ces deux évolutions ne se font pas au même rythme[57], ce qui désynchronise l'appréciation que nous avions de la jeunesse, provoquant ainsi une diversification de la catégorie.

Ainsi, la catégorie « jeunes » semble essentiellement désigner une situation sociale constituée par une dynamique de sortie de la dépendance économique et sociale du statut d'enfant, d'adolescent et de jeune majeur, vers une indépendance et une autonomie économique et sociale qui seraient propres au statut d'adulte.

Enfin, aucun d'eux ne mentionne de passé institutionnel qui signalerait un parcours erratique. Ces jeunes, même s'ils ne nous en parleraient pas à nous, ne semblent pas être en rupture familiale ni avoir de problèmes avec la justice. Les structures par lesquelles nous les avons contactés semblent être les seules institutions d'aide sociale fréquentées. Les professionnels les décrivent comme des jeunes ayant des problématiques d'insertion professionnelle, mais là encore, ils ne

[56] Voir Saucier P., Sofer C., 1995.
[57] Nicole-Drancourt C., Roulleau-Berger L., 1995, p. 26-28.

mentionnent aucune rupture scolaire, familiale ni aucun problème de délinquance.

Ajoutons qu'ils ont une capacité à verbaliser l'échange et leurs émotions ainsi qu'à les intégrer dans leur biographie pendant un entretien.

Ces raisons laissent penser que les interviewés ne sont pas particulièrement ni fortement désaffiliés[58] mais que c'est bien la situation des jeunes (entre stigmatisation et institutionnalisation de leur transition professionnelle) qui est fragilisée de nos jours, d'où leur présence dans ces dispositifs. Les interviewés ont des ressources (une formation, un réseau, on le verra) et savent les mobiliser, même si elles ne sont peut-être pas suffisantes pour qu'ils s'insèrent rapidement et durablement sur le marché du travail. On peut dire qu'il ne s'agit pas de la population la plus défavorisée de cette population défavorisée que sont les jeunes.

Rapport aux projets d'échanges et à l'OFAJ

Entrée dans le projet

Les interviewés ont eu connaissance des projets et de leur possibilité de s'y inscrire par leur réseau :

[58]Castel R., 1995.

- Certains étaient en contact (à titre d'adhérent ou d'ayant droit) avec la structure porteuse. Le projet leur a été proposé. La structure porteuse a été connue par une information venant d'autres structures (au cours du service civique, à Pôle emploi par exemple) ou du réseau personnel.
- Pour d'autres, le contact passe par une structure en rapport avec la structure porteuse : souvent, ces structures sont du même type. Ils ont alors été aiguillés par cette structure qui avait connaissance du projet d'échange. Le tissu associatif local et le réseau des missions locales d'Île-de-France ont offert leurs connexions.
- Enfin, certains avaient une connaissance personnelle en lien avec la structure porteuse.

Dans l'ensemble des cas, l'échange a été proposé. Il n'y a aucune mention d'une information générale envers les jeunes (par flyers, affiches…) que les jeunes auraient pu saisir d'eux-mêmes sans connaissance de la structure porteuse et sans mobilisation d'un réseau. Les participants ont donc été ciblés, ce qui redouble nos interrogations sur le public.

On peut remarquer trois modes de relation entre les projets d'échanges et les projets personnels des participants :

Dans un premier cas, le projet est fortement articulé à un projet professionnel. Il y a un lien fort entre la formation professionnelle et le thème

de l'échange. Pour ce groupe, l'objectif est clair : le projet doit les aider directement dans leur recherche d'emploi. L'échange est donc inscrit dans un avenir à court terme. Le mode de connaissance mobilisé est une connaissance non réflexive *(« J'y suis allé parce qu'on m'a dit que ça pouvait m'aider à trouver un job »)* où le participant est plutôt passif, ne s'engage pas à faire de l'échange une force mais en attend un effet direct et automatique. C'est souvent dans cette catégorie que la satisfaction est la plus faible, étant donné que peu d'échanges amènent directement à un emploi.

Dans un deuxième cas, le lien entre projet professionnel et l'échange est soit aussi fort, soit plus faible. Le projet est une occasion, un moment propice pour développer une *« expérience »* plus ou moins directement intégrée au projet professionnel :

> *« Non, le thème de l'échange c'était plutôt loin de, enfin pas loin de mon projet mais moi, la cuisine ce n'est pas ma formation, je veux ouvrir un café philosophique, ce n'est pas la cuisine en tant que telle mais il y a une petite part de cuisine. »*

Les participants attendent alors un effet indirect : expérience de voyage international et découverte d'un pays, d'une culture, de conditions de vie ; expérience linguistique voire un test de leurs compétences linguistiques. L'échange s'inscrit alors dans une distance réflexive au projet professionnel. Le mode de connaissance est

de l'ordre de la réflexivité instrumentale qui mesure, à moyen et long termes, les bénéfices sociaux de l'échange, et où les participants savent qu'ils devront convertir cette expérience en force :

> *« Pour moi c'était une super opportunité, ça ne pouvait que me servir plus tard (…) C'était à l'étranger, c'était rencontrer des gens, une autre culture, parler allemand, ça faisait longtemps, ça ne pouvait être qu'un plus. »*

Enfin, dans un troisième cas, l'échange permet une rupture avec le quotidien de la recherche d'emploi. Il s'agit de s'extraire de cette recherche d'emploi. L'échange ne s'inscrit plus dans le projet professionnel, il n'y a pas d'attentes directes ou indirectes liées à la recherche d'emploi. Le projet d'échange travaille alors les états intérieurs. Le projet s'inscrit dans un lâcher-prise de ses problématiques socioprofessionnelles et la situation de recherche d'emploi :

> *« Mon conseiller m'a dit viens avec nous, fais une pause et viens (…) c'était pas mon truc, moi j'ai une formation en commerce mais justement, faire une pause, prendre du recul ça fait du bien, c'est en revenant que je me suis rendu compte que quand on n'y arrive pas c'est stressant, toujours faire des recherches, faire des lettres, aller ici, là, et puis il y a rien qui se fait de*

concret, c'est épuisant et puis on ne voit plus rien d'autre. »

Au retour, le lâcher-prise peut se convertir en réflexivité inventive. Ainsi, cette personne envisage désormais la recherche d'un emploi au niveau international ou la reprise d'une formation en commerce international.

La majeure partie des interviewés identifient un rapport entre l'échange et leur projet professionnel. Ce rapport peut être plus ou moins fort, comme on a dit. On peut considérer que quatre d'entre eux se situent dans le premier groupe, deux dans le dernier, les neuf autres se situant dans le régime de l'occasion.

Cette pluralité des modes d'action et d'entrée dans le projet laisse à penser que les jeunes peuvent être acteurs, qu'ils ont une capacité à saisir des opportunités institutionnelles et à les intégrer à leur biographie, selon des modes réflexifs ou non réflexifs.

Relations actuelles avec la structure porteuse

La plupart des participants sont toujours en relation avec la structure porteuse. Il y a plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, le projet n'est pas toujours terminé au moment des entretiens. Il peut y avoir une phase d'accueil ou de valorisation en cours.

Ensuite, les adhérents restent adhérents après l'échange, ils continuent de participer à la vie de l'association. Le cas des missions locales est dif-

férent. Le public a pu évoluer, certains ont trouvé un emploi ou sont retournés en formation. Les difficultés rencontrées à retrouver des participants aux échanges sont un indice de cette relation plus distante à ces structures.

Relations avec l'OFAJ

L'OFAJ est un organisme relativement opaque et inconnu pour les interviewés. Ils ne distinguent pas toujours l'OFAJ de la structure d'accueil. Lorsqu'on les interroge, certains se posent des questions sur les personnes qu'ils ont rencontrées : étaient-ils de l'OFAJ, de la structure porteuse ? Les participants, même lorsqu'ils connaissent l'OFAJ, ne savent pas quoi en dire, s'avouent ignorants de cet organisme et disent mieux connaître la structure partenaire en Allemagne : sa localisation, son objet social et ses membres. L'une d'elles nous a dit que l'OFAJ lui paraissait *« secondaire »*.

Les échanges

Préparation des échanges

L'initiative de l'échange ne revient pas aux participants. Ce sont les professionnels à l'initiative du projet qui favorisent leur rapprochement à l'occasion des rencontres. Ce sont eux qui planifient les dates, assignent un thème et un titre à

l'échange, et qui composent le programme autour d'activités ou d'ateliers et de temps libres :

> *« Le projet était très clair et très défini (…) le programme était établi en amont par les responsables. On ne nous a pas proposé qu'à telle date il y ait telle ou telle chose et qu'on était maître, un peu, de la situation. On était maître de ce qu'on allait réaliser dans les moments déjà définis. »*

L'organisation de l'échange par les participants s'effectue donc sur des dimensions locales.

Pour les participants, il n'y a pas de sélection : pas de procédure de candidature avec lettre de motivation, par exemple. L'échange leur a été proposé directement par les professionnels ou a été indiqué par leur réseau. Pour eux, la sélection se fait en fonction des disponibilités de chacun et du projet professionnel :

> *« Je ne sais pas s'il y a eu une sélection (…) Ensuite je pense que c'est surtout en fonction de la personne, le but ce n'est pas le même, X c'est son métier le cinéma, moi c'est la communication. Pour elle c'était vraiment son métier, moi c'était plutôt une occasion de connaître l'Allemagne (…) Ils ont pris des gens disponibles et qui pouvaient partir, moi c'était aussi un peu ça. »*

La sélection est faible. L'échange est proposé, ce qui restreint le nombre de candidatures (pas de cas de surnombre, rappelons-le). Le réseau local propose des candidats pour compléter dans les cas où il resterait des places.

La phase de préparation est composée de réunions. Selon les structures, il y en a deux à quatre, représentant entre cinq et six heures. Elles s'effectuent dans les deux à quatre semaines qui précèdent l'échange.

Lors de ces réunions, il s'agit tout d'abord de présenter l'échange (son thème, son intitulé) et de présenter la structure d'accueil (avec parfois des indications sur la région). Signalons que l'OFAJ n'est vraisemblablement pas présenté, ce qui explique la méconnaissance qu'en ont les participants. C'est également pendant ces réunions que le planning horaire des activités du séjour est présenté. La phase de préparation s'attache également à procurer des informations pratiques sur le voyage, l'hébergement, etc. C'est également lors d'une de ces réunions que les participants organisent les temps qu'ils ont en charge d'animer.

Remarquons qu'il n'y a que très rarement de préparation linguistique, certainement pour cause de coûts en temps et en argent. Lorsqu'il y en a, elles se limitent à procurer un vocabulaire technique qui servira pour certaines activités.

Description des échanges

Les participants identifient des objectifs à l'échange dont les domaines correspondent à ceux cités par les professionnels :

- professionnel,
- artistique,
- interculturel.

Le projet n'est linguistique pour aucun d'eux : malgré une faible expérience de la langue allemande, ils considèrent cela comme un effet de l'échange mais pas comme son objectif.

La description du contenu des échanges et de leurs organisations est similaire à celle rapportée par les professionnels :

D'abord des temps autour de la professionnalisation : visite d'entreprises, de structures, rencontres de professionnels, ateliers. À ces occasions, un lexique, plutôt technique, peut être fourni :

> *« On a eu un lexique, comment on dit ça en allemand… on pouvait s'appuyer dessus mais c'était assez rudimentaire. »*

Pour certains participants, les temps de professionnalisation sont trop minces :

> *« Je pensais qu'on allait être plus en atelier (…) moi j'ai rien appris, ma formation me suffisait, (…) je pensais que j'allais vraiment apprendre plus de trucs, qu'on allait*

vraiment faire que ça, avec des professionnels, des apprentis (…) alors que là il y a beaucoup de temps d'animation où le but c'est pas ton boulot, c'est d'apprendre des autres, qui ils sont, qu'est-ce qu'ils pensent, comment ils vivent… »

Le constat est le même pour ceux dont le métier n'est pas au cœur du projet :

« Le côté professionnel était un peu mis de côté, plus comme un alibi. Il n'y avait que dans notre groupe qu'il y avait des gens dessus, dont c'est leur métier ou leur projet. »

Certains identifient des temps organisés

« de cohésion où le but c'était vraiment de rendre un groupe homogène parce qu'on était quand même tous très différents, je dirais, on ne vit pas de la même façon (…) Temps de cohésion, c'est des moments où ils nous donnaient une activité, des cubes en bois qu'il fallait superposer mais on avait chacun des fils en main qui étaient reliés à un crochet, c'était avec le crochet qu'on pouvait superposer… l'idée c'était… cohésion de groupe, mais de manière détournée. »

Les participants identifient également des temps de visites (musée, institutions) et d'animation socioculturelle :

> *« Il y avait pas mal d'animations pour qu'on apprenne à se connaître entre allemand et français (…) une mise au point de nos différences culturelles. »*

Enfin, à côté de ces temps organisés, il y avait des « temps libres », des *« moments informels où on allait à la rencontre des autres mais… de personne à personne ».*

Il est intéressant de noter une variation dans l'appréciation des projets et de leurs contenus. Un même projet peut être décrit de manière très différente par deux participants. Voici deux descriptions d'un même projet :

La première se centre autour des temps d'animations socioculturelles :

> *« On avait des visites de différents monuments ou lieux relatifs à certains moments de l'histoire française et allemande (…) c'était une visite du musée de l'immigration, du sénat à Paris, en Allemagne on a visité la ville de Berlin grâce à nos compatriotes allemands, par exemple l'East Side Gallery (…) De mon point de vue, je pense que le but était de rassembler des jeunes de deux pays différents pour comprendre et connaître nos différences et de mieux s'accepter les uns les autres. »*

La seconde gravite autour du versant professionnel :

> *« On a appris à connaître le fonctionnement du Pôle emploi pour jeunes, on a visité des entreprises et on a rencontré des dirigeants (…) j'ai pu voir le fonctionnement d'une entreprise en Allemagne. »*

Même si nos interlocuteurs n'ignorent pas les autres aspects de l'échange, leur description est centrée sur certaines dimensions. La description est fortement marquée par les relations que les participants entretiennent avec le projet d'échange. La première description est celle d'une personne qui se saisit du projet d'échange comme d'une occasion, la seconde d'une personne qui attend un effet direct de l'échange. Cela montre que les échanges sont des ressources saisies par les participants et que leurs appréciations et leurs effets ne sont pas indépendants de cette saisie.

Suivi des échanges

Il ne semble pas qu'il y ait de suivi au retour, ni dans une forme collective ni dans une forme personnalisée :

> *« Il n'y a pas eu de bilan à proprement parler, officiel, avec tous les participants (…) j'ai eu l'occasion*

d'en reparler, d'expliquer mon ressenti parce que je suis encore ici, mais c'était dans une conversation, il n'y avait rien d'officiel. »

Le suivi ou le bilan peut être entravé par le retour au quotidien alors que l'échange représentait une rupture et une disponibilité. Certains des participants ont repris des études, une formation, et d'autres ont pu trouver un emploi.

Il existe également une phase de valorisation. Nous avons assez peu d'informations sur ces valorisations car elles étaient soit projetées, soit en préparation. Ces phases de valorisation, qui intéressent les participants, consistent surtout en moments de communication sur l'échange ou de création d'événements autour de l'échange qui a eu lieu (diffusion d'un film, article de journal, fête associative, visibilité sur site Internet…). Elles se dirigent vers des représentants institutionnels locaux et doivent vraisemblablement être liées aux financements des structures.

Difficulté des échanges

Les participants n'identifient aucune tension pendant l'échange. Ils ne parlent pas non plus des financements, qui ne semblent pas leur poser de problème. Les structures prennent vraisemblablement une grande partie des frais en charge.

La principale difficulté des échanges réside dans la communication entre personnes ne parlant pas la même langue :

> *« On était avec des gens qui parlaient pas du tout anglais, ils parlaient qu'allemand, c'est vrai que les temps d'échange étaient assez réduits. Côté français, on était trois à parler correctement anglais. On baragouine un peu d'allemand, on essaye d'échanger avec eux, mais c'est compliqué, il y avait qu'avec les responsables allemands qu'on pouvait avoir des discussions parce qu'ils parlaient l'anglais. »*

Par ailleurs, l'aspect linguistique est le seul point d'amélioration indiqué par les interviewés. Certains proposent des formations en amont, d'autres, plus de traducteurs. Dès lors, la question revient aux structures et la réponse dépend de leur financement.

Ce problème se pose autant dans les temps organisés (notamment si aucun traducteur n'est présent) que dans les temps libres.

Dans les temps organisés, malgré la présence des professionnels dont l'allemand, l'anglais ou le français sont plus aboutis, la barrière linguistique empêche l'échange, la mixité des groupes :

> *« En temps programmé, on avait peu d'échanges parce qu'on ne pouvait pas communiquer, les temps programmés souvent étaient entre nationalités… On allait faire un truc*

> *tous ensemble, et puis on se retrouvait Français avec Français, Allemands avec Allemands… On était tous ensemble, on aurait pu communiquer mais… le problème se reposait. »*

Lors des temps libres, le problème est plus accru *:*

> *« En temps libre, il y avait la barrière de la langue (…) encore quand il y en a qui parlent bien allemand ou anglais on peut s'en sortir, mais ils ne peuvent pas traduire ce que tout le monde dit pour les autres (…) Dans les temps libres, quand il n'y a plus personne pour traduire, on a tendance à parler avec les Français et on échange moins avec les Allemands. »*

Lorsque l'allemand et le français des uns et des autres est limité, les participants peuvent trouver une autre langue commune sur laquelle établir une communication, comme l'anglais ou l'arabe.

Appréciation des échanges

Les participants sont satisfaits des échanges. Certes, il peut y avoir de légères déceptions, mais elles ne sont pas entières. Elles sont le fait de ceux qui attendaient un apport direct de l'échange. Au retour, la situation d'emploi ne change guère, on va le voir, et ils ne remarquent

pas d'évolution marquante dans leur carrière professionnelle. Mais tous mentionnent des effets positifs, notamment en termes d'états intérieurs et de situation personnelle. La grande majorité des interviewés souhaitent refaire des échanges, dans le cadre de l'OFAJ ou d'un projet associatif, ou voyager à titre privé.

Effet des échanges

On peut lister les effets des échanges aux niveaux professionnel, personnel et linguistique avant de pratiquer l'analyse du développement des capacités d'action par la mobilité internationale.

Au niveau professionnel

En premier lieu, au niveau professionnel, on peut dire que les échanges ne participent pas directement et massivement à l'accès à un emploi. Seules deux personnes sur les quinze interviewées signalent être en emploi au moment de l'entretien. L'une d'elles est employée par la structure porteuse du projet d'échange OFAJ.

Pour la plupart des interviewés, les échanges favorisent une reprise de confiance en soi dans la recherche d'emploi. L'échange fonctionne alors comme une rupture ou une expérience qui laisse des espoirs et des projets pour l'avenir :

> *« Ça m'a permis de reprendre confiance en moi, de faire une pause et de prendre un peu de recul sur ma recherche quotidienne d'emploi.*

Au retour, j'étais plus sereine, avant je vivais le chômage comme un drame et puis j'étais un peu désabusée, je ne savais pas trop quoi faire. Maintenant c'est différent, je vois vraiment le chômage comme une étape, j'espère qu'elle ne sera pas trop longue mais je sais que ça va aller, ça va aller parce que j'ai un diplôme, je suis jeune et voilà, je sais que ça sera peut-être pas tout de suite mais ça va aller. »

On note ainsi une reprise de confiance et de motivation qui correspond à une reconfiguration des projets professionnels des participants.

Certains envisagent la recherche d'emploi en international :

« C'est vraiment une expérience intéressante et utile, ça n'a rien changé en termes professionnels mais ça a été une expérience qui me servira j'espère (…) c'est une expérience qui m'a permis de reprendre confiance en moi et j'envisage la recherche en international comme une possibilité. Avant je ne me voyais pas partir dans un autre pays pour y vivre, même si je parle un peu anglais, je ne pensais pas que je m'en sortirais, je me voyais revenir très vite. Maintenant, avec un peu de cours ou un voyage en Angleterre, en améliorant mon anglais, je sais

que je me débrouillerai même toute seule. »

D'autres envisagent la reprise d'une formation :

« Ça m'a donné envie de refaire une formation parce qu'il y avait une formation qui m'a un peu choqué, ça s'appelait "économat domestique" où ils apprenaient à coudre, à repasser, tout ça… Ça m'a donné envie de refaire une formation parce que je ne veux pas faire ça, il y a des possibilités en France, il faut que je me donne les moyens de le faire. »

Enfin, signalons le développement d'un réseau de connaissances qui peut ouvrir des perspectives d'avenir et de projet :

« J'ai rencontré un tas de gens super intéressants dans le milieu de la danse et peut-être qu'on aura l'occasion de monter un truc ensemble, je ne sais pas, on en a parlé mais il y a rien de fait, mais on aimerait bien faire une scène internationale, avec des battles d'équipe de danseurs. »

Il semble donc que, malgré l'absence de suivi, les projets professionnels se reconfigurent, s'ouvrent vers des horizons non envisagés même s'ils peuvent rester provisoires.

Au niveau personnel

Au niveau personnel, les échanges favorisent également une reprise de confiance en soi, une envie de réaliser des projets personnels :

> *« Cela m'a permis de m'activer au lieu de ne rien faire chez moi pendant deux semaines. Puis après ce genre d'expérience, on est remonté à bloc, on reprend confiance en soi en général, on a envie de faire des choses et pas de rester chez soi. »*

Parmi ces envies, il y a celle de voyager. La plupart des interviewés souhaitent refaire des voyages, soit organisé, soit privé :

> *« Moi j'ai vraiment aimé et je voudrais partir en Irlande cet été, peut-être plus longtemps si je trouve un job là-bas. »*

L'échange favorise également la naissance d'amitiés qui se traduisent soit par des correspondances Internet ou des projets de passer des vacances ensembles :

> *« Je me suis fait des amis. J'ai gardé contact avec au moins une Allemande avec qui je me suis découvert des affinités durant le projet. Je vais voir sa page facebook même si je comprends pas tout, on s'écrit. »*

Toutefois, la pratique d'une langue commune est un élément nécessaire pour que ces amitiés soient durables :

> *« On est resté en contact, j'ai les adresses, mais c'est difficile de*

communiquer, moi je ne parle pas allemand, elle, elle ne parle pas français, l'anglais c'est dur pour toutes les deux (…) du coup il n'y a pas beaucoup d'échange au final. »

L'échange peut avoir des effets bénéfiques sur le climat familial, sur les rapports parents-enfants :

« Mes parents sont contents, voire fiers de me voir m'engager sur des projets qui m'intéressent, j'ai l'impression qu'ils s'inquiètent moins. Aussi, j'avais 19 ans quand je suis parti en Allemagne et je crois qu'ils savent maintenant que je sais me débrouiller. Je les sens… apaisés et ça me fait du bien aussi à moi de sentir leur confiance. »

L'échange favorise ainsi l'apaisement des craintes des parents, l'affirmation et la reconnaissance de l'autonomie des participants.

Enfin, l'échange favorise une ouverture au monde et à l'autre ainsi que l'acquisition de connaissances diverses sur le pays d'accueil :

« Moi je pense qu'il ne faut pas partir si c'est pour rester sur ses acquis parce que c'est aussi le but de rencontrer des personnes super intéressantes, de s'ouvrir au monde. C'est super enrichissant, on apprend de nos différences culturelles (…) moi le projet m'a permis de m'intégrer à une histoire, de savoir

comment était le monde avant ma naissance, ce qui s'y passait : la colonisation, la guerre et l'Europe, tout ça c'était flou pour moi… Là j'y vois plus clair, j'ai entendu des gens qui s'y connaissent, j'ai vu des films. »

Les échanges constituent donc des moments de confrontation des expériences antérieures à une réalité relativement nouvelle ; à travers ces moments, les représentations du monde peuvent se reconfigurer, se modifier. Toutefois, les représentations de l'Allemagne et des Allemands peuvent être confirmées. Le décloisonnement des représentations n'est pas un effet automatique :

« Je ne pense pas que ma perception de l'Allemagne et de ses habitants ait changé. Je ne crois pas avoir eu de préjugés sur l'Allemagne avant ce projet, seulement de l'ignorance sur pas mal de sujets (…) Cela n'a fait que confirmer ce que je pense des Allemands : ils sont ouverts, à l'heure. J'apprécie leur mentalité, ne pas avoir honte de faire des fautes quand on pratique une langue étrangère, l'écologie… »

La déconstruction des représentations n'est donc pas systématique, elle demande un travail plus profond et est peut-être difficile à effectuer sans préparation et retour d'expérience.

Au niveau linguistique

Au niveau linguistique, les échanges fonctionnent comme un révélateur de la richesse du plurilinguisme. Pour ceux qui ne parlent pas de langue étrangère, ou très peu, la frustration ou l'angoisse de ce manque peuvent être dépassées et se convertir alors en déclic :

> *« Je ne parle pas allemand et mon anglais, bon, c'est ce qui me reste de l'école (…) quand on ne peut pas parler avec les gens et qu'on a envie, c'est vrai qu'on se dit ça serait bien de parler une langue étrangère parce que je pense que l'échange… ça aurait été vraiment mieux, j'aurais pu être autonome (…) aujourd'hui je ne me vois pas aller dans un pays étranger sans parler la langue ou l'anglais. »*

L'échange est également un moment de réactivation des acquis antérieurs :

> *« Je me suis aperçu que je parlais bien anglais, je ne pensais pas que je pouvais me faire comprendre autant en anglais, je pensais que ça allait être limité. Je n'avais pas eu d'expérience où j'avais pu utiliser mon anglais pour discuter et faire des choses avec quelqu'un, tout ça en anglais (…) c'est une expérience parfaite pour se remémorer nos connaissances acquises il y a quelques années. »*

Le développement des capacités d'action

Les échanges binationaux sont des moments d'expérience de la réalité très différents de l'expérience quotidienne des participants. Si cette expérience ne modifie pas directement la place des jeunes sur le marché du travail, si elle n'offre pas de perspective d'emploi immédiate, ou très peu, elle modifie profondément leur capacité d'action en reconfigurant leurs états intérieurs, reconfiguration nécessaire à la mobilisation des ressources et des opportunités (équipements externes).

Du côté des états intérieurs, on retrouve les mêmes éléments que lors des entretiens avec les professionnels : reprise de confiance, motivation et envie. Ces expériences évitent le découragement. Elles opèrent comme des formes de catharsis intérieures. Cette reprise de confiance ne concerne pas que l'aspect professionnel. Les participants savent qu'ils peuvent se débrouiller pour parler une langue étrangère, pour vivre loin de leur famille et entrer en relation avec les autres. Ils développent également des envies qui se formulent comme des perspectives d'avenir.

Par ailleurs, c'est aussi la confiance placée dans les autres, dans les institutions, les professionnels et dans l'avenir, qui se modifie. Leur objectif initial est reconfiguré dans des projets d'avenir comme ceux de voyager, de travailler à l'étranger… Le champ des possibles imaginables est accru, alors qu'il ne se résumait qu'à la volonté de travailler dans tel ou tel domaine.

C’est également la confiance que les autres placent dans le jeune qui évolue : confiance des professionnels, confiance de la famille dans l’avenir du jeune.

On peut dire que les échanges permettent de faire ses preuves auprès de soi et des autres. Ce faisant, ils participent à la reconfiguration des représentations de soi et du monde, ainsi que des rapports entre soi et le monde.

Concernant les équipements extérieurs, on retrouve également des éléments similaires à ceux livrés par les professionnels. Les échanges favorisent des prises pour la construction de leur avenir : des réseaux de connaissance (professionnels ou extraprofessionnels) qui peuvent servir de supports à des projets futurs. Les structures porteuses et les professionnels font partie de ce réseau qui élargit les perspectives. Les diverses actions proposées lors des échanges montrent des issues, des dispositifs à saisir (cours de langue, formation, réorientation professionnelle) :

> *« On a rencontré un luthier, il nous a expliqué son parcours et là je me suis dit qu’on pouvait changer de voie et aller vers quelque chose qu’on voulait faire vraiment, il fallait chercher et se donner les moyens (…) j’en ai parlé avec X et il m’a dit où aller pour avoir des infos pour reprendre une formation même si ça n’a plus rien à voir avec ce que je faisais (…) moi j’ai un BTS force de vente mais c’est la première fois que*

je pensais faire autre chose, mais vraiment autre chose… Là je regarde ce qu'il y a autour de moi, j'aimerais faire un truc dans les métiers du spectacle, l'éclairage, les décors, ça serait super et je pourrais bouger. »

Ce réseau est un espace de confiance et d'opportunité qui fait écho à la modification des états intérieurs. L'accroissement de confiance permet aux participants de se saisir de leurs réseaux et des opportunités qu'ils recèlent pour répondre à leurs envies, à leurs motivations. Ainsi, l'échange est une expérience de mobilité qui permet une mobilité intérieure et extérieure.

On peut ainsi mentionner plusieurs évolutions dans les parcours des participants entre l'échange et le moment de l'entretien :

- nous avons noté le retour en emploi de deux d'entre eux ;
- certains participants ont effectué une réorientation professionnelle. Elles peuvent être profondes, comme de passer du commerce aux métiers du spectacle ;
- on trouve également des cas d'élargissement des perspectives, comme d'envisager une recherche d'emploi en international ;
- il y a aussi des reprises de formation ;
- certains envisagent de prendre des cours de langue. L'allemand n'est pas autant cité que l'anglais ;

- enfin, certains ont réalisé des voyages hors des dispositifs OFAJ. L'Europe est la destination la plus fréquente. Toutefois, une interviewée a visité la Corée du Sud et a fait un séjour à Montréal.

Même si on ne peut pas imputer directement ces évolutions à l'échange, ce dernier est l'événement marquant de ce moment d'inflexion des trajectoires socioprofessionnelles des interviewés. La reconfiguration des états intérieurs et des ressources à l'action semble donc porter ses fruits sur les trajectoires personnelles et professionnelles des participants. Au retour, les jeunes se saisissent de perspectives non envisagées, construisent leur parcours et dépassent ainsi la connaissance et l'action non réflexive sur leur situation socioprofessionnelle pour la travailler de manière réflexive, avec des perspectives à plus ou moins long terme.

Conclusion de l'enquête qualitative auprès des jeunes en France

Appréhendé depuis les interviewés, le public des échanges est jeune (21 ans en moyenne), plutôt féminin, vivant en zone urbaine. On y trouve une variabilité des niveaux scolaires (du CAP au BAC+2) et de formation professionnelle : métier de l'artisanat, de la vente, de la communication, du spectacle… Ils ne parlent pas tous une langue étrangère et leur niveau est hétérogène. On remarque que l'allemand n'est pas la langue la plus citée.

Par ailleurs, il faut noter que les participants méconnaissent l'OFAJ. Ils identifient l'échange comme étant du ressort des structures porteuses.

Ce public partage les problématiques générales des jeunes générations autour de la transition professionnelle, problématiques accrues par la stigmatisation de cet âge de la vie. Ils ne semblent pas connaître ou avoir connu de problèmes de déscolarisation, de rupture familiale, de délinquance. Par ailleurs, il s'agit d'un public socialisé aux institutions, ayant fait les démarches pour s'engager dans une association ou ayant profité des dispositifs d'aide à l'insertion des jeunes. Ce public détient donc des ressources et sait les mobiliser, même si les résultats ne sont pas visibles en termes d'insertion professionnelle.

De fait, on peut poser la question de savoir si ce public correspond à la cible de l'OFAJ. Cela amène une autre question sur la capacité de ce public à se saisir du dispositif de mobilité internationale OFAJ. Le profil des participants aux échanges est peut-être le plus à même de se saisir de ces occasions pour infléchir leurs parcours d'insertion. Ils ont des ressources, savent les mobiliser. L'échange peut s'appuyer sur ce socle, le développer, et les encourager. Tous les publics ne seraient peut-être pas à même de saisir ces opportunités.

Les participants ne sont pas à l'initiative des échanges et ne prennent pas part à la programmation. Les échanges sont marqués, comme dans le discours des professionnels, par une faible sélection (fondée sur la disponibilité et sur

le projet professionnel) et un faible suivi au retour.

Les échanges sont organisés autour d'un volet professionnel et d'un volet extraprofessionnel, modulant temps organisés et temps libres, visites et ateliers, débats et animations. Les participants accèdent aux projets par leur réseau local et s'y engagent soit dans un régime de l'apport direct, soit dans un régime de l'occasion (le plus souvent), soit encore dans un régime de rupture avec la situation locale. Toutefois, en dehors de ces différences, tous identifient un intérêt pour eux et pour leurs parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Lors des échanges, la principale difficulté réside dans la communication entre groupes linguistiques. La faiblesse de la préparation linguistique est relevée par les interviewés. Toutefois, l'initiation ou le perfectionnement linguistique allongerait la durée de la phase de préparation. En effet, le temps de latence nécessaire à la préparation linguistique des participants excéderait le temps de préparation actuel et demanderait un allongement du calendrier entre l'amorce et l'échange.

Enfin, si les échanges ne font pas directement accéder à l'emploi, ils constituent un point d'inflexion de la vie professionnelle et personnelle des participants. Sur le plan professionnel, on remarque des réorientations, une ouverture des perspectives, des reprises de formation, un regain de motivation et de confiance dans sa recherche d'emploi. Sur le plan personnel, des participants se sont engagés dans un apprentissage

de langues étrangères, ont renouvelé des expériences de mobilité par des voyages. Certains mentionnent également un apaisement du climat familial.

L'échange constitue une expérience atypique qui reconfigure les états intérieurs des participants dans leurs relations à eux-mêmes, aux autres, au monde et à l'avenir. Ces états intérieurs sont marqués par une reprise de confiance, d'envie et d'espoir, ainsi que par une ouverture des perspectives professionnelles ou personnelles.

L'échange est également une expérience qui développe des équipements externes que les participants peuvent saisir : ouverture sur des parcours d'emploi, sur des métiers, information sur des institutions, des formations… Par ailleurs, l'échange leur permet de constituer un réseau personnel et professionnel (dont les accompagnants et les autres participants font partie). Il recèle également des opportunités.

Cette reconfiguration des états intérieurs et des ressources extérieures est propre à développer les capacités d'action et à faire passer d'un engagement non réflexif dans les dispositifs d'insertion à un engagement réflexif, c'est-à-dire la saisie des dispositifs d'insertion. Les participants peuvent ainsi passer du statut de sujet de l'action sociale à celui d'acteur.

Conclusion générale de l'enquête française.

Dans cette conclusion générale, nous ne retiendrons que trois choses :

- l'aspect central des échanges pour le dispositif OFAJ,
- le développement des capacités d'action des professionnels et des usagers,
- l'incertitude sur le public.

En premier lieu, il faut retenir l'aspect central que prennent les échanges pour le réseau. L'échange est l'action la plus mentionnée par les répondants. Ensuite, on a vu que les échanges pouvaient être une amorce d'une implication plus importante dans le réseau. Pour les professionnels, les échanges constituent des moments où se concrétise l'action en réseau et où s'évalue la pertinence de son implication dans le réseau : les échanges sont des épreuves de vérité. De leur issue se jouera la participation aux séminaires, aux formations.

Les rencontres ont également un rôle à jouer. En effet, le réseau n'existe que lorsque les connecteurs sont assemblés. Les échanges concrétisent des connexions, les rencontres concrétisent le réseau, et c'est le moment où se développent les connexions.

Il y a donc une alimentation réciproque rencontres-échanges. Les échanges permettent l'amorce d'une implication dans le réseau, les

rencontres organisent un espace de connexions propre à développer des projets d'échanges.

On peut donc dire que ces deux faces du dispositif OFAJ sont indissociables : sans elles, le réseau n'a plus d'existence pragmatique, elle n'est plus que théorique.

Ensuite, on doit noter la satisfaction des participants. Au-delà de cette satisfaction, l'analyse du développement des capacités d'action des professionnels comme des usagers montre une pertinence des échanges internationaux pour le développement de l'action locale.

Les échanges, par leurs vertus indirectes et périphériques, constituent un atout pour les professionnels. Ils diversifient leurs moyens d'action et représentent des alternatives originales qui s'intègrent aux modes d'accompagnement locaux organisés autour de l'individualisation des accompagnements (démarche par projet, coproduction du service) et de l'approche globale de la situation sociale des individus. Par ailleurs, les financements proposés semblent convenir à de petites structures.

On a également noté le développement des capacités d'action des usagers à travers le développement de réseaux, de l'ouverture de perspectives ainsi que de la modification des états intérieurs propre à stimuler, dynamiser leur implication dans la construction de leur parcours local. Après l'échange, leur parcours professionnel fait l'objet d'un travail réflexif que le cloisonnement de leur situation ne laissait pas émerger.

Enfin, le public a été mis en question : correspond-il au public cible ? Il ne revient pas à nous de définir le public cible : c'est à l'OFAJ et aux structures que revient cette appréciation. Toutefois, on peut fournir ces réflexions. Le public est constitué de jeunes sans problématique professionnelle et sociale particulière, si ce n'est les difficultés propres à leur appartenance à une cohorte d'âge. Toutefois, si ce public n'est pas le plus défavorisé, il est peut-être le plus à même de bénéficier socialement de l'échange par le fait même qu'il n'est pas en extrême difficulté (les interviewés ont une formation, des supports sociaux, comme la famille). On peut se demander s'il ne s'agit pas de la population la plus à même de se saisir des ressources offertes par les échanges et de passer à une implication réflexive dans leur projet professionnel.

2 Résultats de l’enquête en Allemagne

Expériences de l’étranger avant la participation au projet OFAJ

14 des 15 interviewés avaient déjà voyagé à l’étranger avant leur participation au projet d’échange. Les jeunes ne donnent que des informations succinctes sur ces expériences, qui se résument la plupart du temps au mode de voyage et à leur durée. Une participante indique qu’elle a pu faire des expériences interculturelles avec les habitants du pays où elle passait ses vacances. Elles ont porté sur les différences linguistiques, culinaires et commensales. Les voyages évoqués ont en règle générale été effectués dans le cadre de vacances familiales ou de voyages scolaires.

Trois des jeunes ont effectué des échanges à l’étranger hors du cadre scolaire et familial. Ils mentionnent également des différences en matière de langue, d’alimentation et de modes de vie mais ne proposent pas de réflexion sur ces énoncés.

On constate que les voyages organisés dans le cadre scolaire se déroulent exclusivement dans les pays européens, la plupart du temps limitrophes de l’Allemagne. En famille, à l’inverse, les jeunes ont visité des pays en Europe comme en dehors du continent.

Pour les jeunes d'origine immigrée du panel, voyage à l'étranger rime souvent avec visite de la famille vivant à l'étranger.

Il était impossible dans le cadre de l'enquête de s'attarder plus longuement sur ces séjours et donc d'étudier en détail les expériences interculturelles accumulées à ces moments-là. Nous reviendrons au point V.7. (Apprentissage et élargissement des compétences) sur la délimitation entre les expériences interculturelles réalisées avant les projets d'échange et celles effectuées au cours de ce dernier.

Engagement social hors du cadre du projet

En dehors de l'échange OFAJ, les jeunes s'engagent peu dans un contexte social et politique. La majorité d'entre eux accorde une grande valeur aux activités pour la communauté et à une participation active à la vie de la société, mais le manque de temps, l'école et la formation sont des facteurs qui les empêchent de s'impliquer personnellement. La quasi-totalité des jeunes n'a jamais envisagé, ou considère comme difficile de s'investir activement dans le cadre de l'école ou de leur institut de formation. Deux d'entre eux sont actifs en qualité de délégués de classe, trois ont lancé des activités à l'école (par ex. « Embellissons notre école »).

Quelques-uns sont membres d'associations culturelles, musicales ou sportives. L'enjeu ici pour les jeunes est de dialoguer avec leurs pairs,

d'organiser des loisirs et de se divertir en groupe. Un jeune mentionne en premier argument le défi physique proposé dans les activités sportives.

Deux jeunes sont engagés dans une communauté religieuse, où ils animent une chorale et un groupe d'enfants. Une des interviewées souhaite exercer un métier pédagogique à l'issue de sa formation, et encadrer des rencontres de jeunes.

Accès au projet, fréquence et durabilité

Le premier accès aux projets d'échange se fait par trois voies principales. La plus directe et récurrente est la recommandation par des connaissances ou amis du même âge. Des remarques positives sur le projet et la description de ce qui y a été vécu peuvent éveiller un intérêt profond chez des jeunes qui n'ont pas encore participé à ce genre d'activité et les amener à aller voir, de leur propre chef, l'organisateur.

La deuxième voie d'accès aux jeunes passe par les institutions telles que les établissements scolaires, les associations sportives ou les centres socioculturels pour jeunes. Ils tombent sur des affichettes, des dépliants ou autres moyens publicitaires, ou leur attention est directement attirée par un professeur ou un animateur. Dans ce cas, comparé à la situation de la recommandation par les pairs, les jeunes ont tendance à être moins actifs dans leur démarche de participation à l'échange.

La troisième voie est orale et passe par un contact direct dans les lieux fréquentés par les jeunes. Les animateurs et responsables de pro-

jets les abordent dans les parcs, les stades de sport ou à des stations de bus et les motivent à s'engager dans un projet d'échange.

En général, les jeunes qui reviennent d'un échange avec des expériences principalement positives prennent part à un second projet. La participation aux différents projets s'étale fréquemment sur plusieurs années. Ainsi, un tiers des interviewés a déjà participé à cinq échanges de jeunes, voire plus. De la même façon, les participants sont souvent liés aux autres activités de la structure porteuse du projet, clubs de jeunes[59] ou activités de centre aéré, lorsqu'elles existent.

Les jeunes qui reviennent avec des expériences majoritairement négatives, ou ceux qu'il a été impossible d'intéresser au projet, ne s'engagent en général pas dans un autre projet de cette nature. Dans quelle mesure restent-ils liés aux autres activités de la structure sous une autre forme ? La question doit malheureusement rester ici en suspens.

Un élément central du point de vue des jeunes est la modicité des coûts pour les participants, critère qui constitue souvent la condition *sine qua non* de leur participation.

[59] Centres de loisirs pour enfants et jeunes placés sous la tutelle de l'action sociale en faveur de la jeunesse.

Mécanismes d'ouverture et d'exclusion[60]

Certains participants relatent qu'ils se sont toujours sentis impliqués dans les planifications et activités du groupe pendant un échange. La barrière principale à l'intégration des participants dans le groupe est celle des différentes langues.

Un jeune explique que les diverses nationalités des participants peuvent représenter un critère d'ostracisme, tout en soulignant qu'on ne devrait pas exclure les gens venant d'autres pays en vertu de leur nationalité et que c'est l'intérêt pour la personne que l'on a en face de soi qui doit primer. Il n'explique pas laquelle des deux opinions esquissées il soutient et si une exclusion pour des critères de nationalité a eu lieu dans le groupe.

Plus de la moitié des personnes interviewées affirment que les aspects extérieurs, comme les vêtements ou l'apparence, ne sont pas des critères d'intégration dans le groupe. Là aussi, ils expliquent que c'est le caractère de la personne qui importe. Mais ce faisant, les jeunes disent implicitement qu'il existe bel et bien des critères d'intégration dans le groupe. Il est possible de les reconstituer dans le cadre de l'interview. Il faut distinguer deux formes d'inclusion et d'exclusion – les critères sur lesquels les professionnels exercent une influence et ceux qui sont définis par les participants. Ainsi, les critères qui sont intensément thématisés par les responsables de projet

[60] Sous le terme de « groupe », nous réunissons ici la masse de tous les jeunes participants à un échange qui, de façon idéale-typique, ont une identité commune quant à leur cohésion et qui s'identifient au groupe.

sont repris par les jeunes et replacés dans le contexte de la formation du groupe. Comme exemples de tels critères relevant des professionnels, citons les distinctions entre participants dans leurs activités sur la base du sexe et de l'âge, les propos émis sur le comportement négatif de certains participants ou les sanctions considérées comme injustes. Les responsables peuvent amenuiser, voire réduire à néant ces critères en présentant leurs propos et leurs décisions de façon transparente et en impliquant les jeunes dans les décisions qui concernent le groupe. De manière générale, les jeunes trouvent utile que les critères d'exclusion qui surgissent, quelle que soit leur nature, fassent l'objet d'une réflexion avec les responsables sous forme de débats, de jeux ou d'ateliers. De même, ils pensent que les responsables peuvent favoriser l'émergence d'un sentiment collectif grâce à des initiatives adaptées, par exemple des activités pédagogiques en plein air. Les jeunes introduisent pour leur part des critères variés[61], et les activités peuvent avoir ici aussi l'effet inverse à celui recherché. Mais dans les deux cas, l'identification des critères constitue un défi important pour les responsables comme pour les jeunes. Ils arrivent à le relever pendant le projet au moyen de concepts d'action et de l'expérimentation de nouvelles stratégies.

[61] Il est impossible dans le cadre des données recueillies d'identifier clairement les motifs qui sous-tendent les critères des jeunes. On peut en revanche affirmer avec certitude qu'ils sont fortement individuels.

Motifs, intérêts et buts des jeunes

On identifie des motifs, intérêts et objectifs variés de la participation des jeunes à un projet d'échange. Pour une grande partie des partenaires d'entretien, le premier but est de nouer des amitiés, de faire de nouvelles connaissances et d'établir des contacts. Ces aspects sont réitérés à plusieurs moments de l'interview et qualifiés d'objectifs importants.

Les motivations principales des participants sont de vivre ensemble de nouvelles expériences et de réaliser collectivement et avec succès certains points du programme. Les jeunes d'Allemagne et de France répètent par exemple ensemble une chorégraphie et la présentent au cours d'un spectacle qu'ils ont eux-mêmes monté. Le fait d'avoir réussi à mettre sur pied ce projet, les échos positifs au sein du groupe contribuent à conforter les jeunes dans leur action et les aident à se sentir acceptés.

Deux interviewés mentionnent une autre finalité, à savoir le dialogue sur différents modes de vie, qu'ils nomment « dialogue culturel ». Ils affirment vouloir découvrir d'autres cultures et les comparer avec la leur. Toutefois, ils n'expliquent pas dans l'interview ce que signifie à leurs yeux le terme de culture dans ce contexte. Ils tentent simplement de s'approcher de ce concept par le biais d'une distinction entre nationalités.

> *« Pour moi c'était simplement de voir comment d'autres danseurs, comment des danseurs français,*

avaient une vie spécifique, et ces différences entre les nationalités, comment par exemple sont les Français, comment sont les Allemands. Pour faire des expériences pour soi-même, des trucs comme ça. »

Parmi les autres objectifs, les participants mentionnent la volonté d'accumuler des impressions et des connaissances qui peuvent être importantes pour leur future vie professionnelle. Deux participants veulent intégrer ces expériences dans leurs futurs rôles professionnels, afin d'agir avec la plus grande ouverture et tolérance possibles dans leur vie active et de la rendre très variée[62].

Un jeune déclare que son envie de participer à l'échange se fondait dans son intérêt pour le système de santé et la politique en matière de santé publique du pays partenaire, car il souhaitait travailler dans ce secteur. Il a pu ainsi nourrir abondamment son centre d'intérêt pendant l'échange.

Les projets attirent beaucoup de jeunes, qui y voient la possibilité de découvrir de nouvelles activités de loisir ou d'élargir leurs connaissances dans certains domaines. Ils citent en premier lieu le rap, le hip-hop, le graffiti et la photographie. L'idée de pratiquer une activité collective est également un moteur puissant de participation. Outre des activités de groupe, ils évoquent aussi

[62] Ces deux personnes ne donnent pas de renseignements plus concrets sur leurs expériences professionnelles. Elles sont également incapables de dire quelles aptitudes professionnelles elles ont acquises.

l'apprentissage et l'approfondissement de leurs compétences. Suivant les activités, on observe un changement de rôle entre les jeunes, qui passent de l'apprenant au professeur en fonction de leurs compétences.

Un autre objectif important pour nombre d'entre eux est d'étudier une langue étrangère. Dans leurs buts, ils citent souvent la volonté d'élargir leurs connaissances linguistiques et de mieux maîtriser une langue. Voyager dans un autre pays et entrer en contact avec des jeunes ne parlant pas la même langue représente à cet égard un défi linguistique intéressant à leurs yeux.

Une interviewée souligne qu'elle voulait explicitement travailler sur les préjugés. Elle dit qu'elle voulait pendant l'échange lutter contre les siens et aider les autres à faire de même. De surcroît, il lui importait de sortir pour une fois de son « quartier » *(Kiez*[63]*)*. Elle trouve aussi que cet aspect est important pour d'autres participants, car elle pense que ce type de projets permet de s'épanouir et d'être plus ouvert.

> *« Ce qui était déterminant pour moi, c'était de faire la connaissance de gens inconnus qui avaient les mêmes problèmes*[64]*. Tout simple-*

[63] Un *Kiez* correspond au quartier au sens le plus restreint du terme, les quelques rues auxquelles la population s'identifie le plus. Le *Kiez* se démarque souvent d'un point de vue spatial du reste de la ville, que ce soit par de éléments du paysage, des artères particulières ou des immeubles spécifiques.

[64] Par problèmes, cette jeune fille entend en particulier les difficultés à l'école, les problèmes financiers ainsi que le chômage, et a besoin de

ment de sortir de mon pays et regarder peut-être comment ils les abordent, les résolvent dans leur vie et comment ils s'ouvrent. »

Accès, savoirs, soutien et rôle de l'OFAJ

Rares sont les jeunes interviewés à pouvoir parler de l'Office franco-allemand ou à savoir établir un lien entre cette institution et leur participation au projet. Cela vaut également pour les jeunes qui ont déjà participé à plusieurs échanges OFAJ. Certains connaissent l'acronyme OFAJ, mais ne savent pas ce qui se cache derrière ou sont incapables de le dire précisément.

I : As-tu déjà entendu parler de l'Office franco-allemand pour la jeunesse ?

J13 : Hmm… entendu, ça oui…

I : Sais-tu dans quel contexte c'était ?

J13 : Non.

Les jeunes qui savent en dire un peu plus relient l'OFAJ à la réalisation financière du projet. Trois sont en mesure de nommer la mission et certaines activités de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Aux yeux des jeunes, les seuls acteurs pertinents dans l'élaboration, l'organisation et la réali-

---

la comparaison avec un autre pays pour y réfléchir. Elle considère que ces aspects sont un facteur de sa motivation à participer aux projets.

sation du projet sont les responsables de projet et les animateurs.

Apprentissage et élargissement des compétences

Les jeunes ont fait de nouvelles expériences pendant l'échange et ont élargi leurs compétences. Nous les avons regroupées en six catégories.

Apprentissage interculturel et élargissement de ces compétences

Les participants expliquent qu'ils ne savaient pas avant de partir ce qui les attendait et redoutaient parfois de ne pas être compris. Ils citent également d'autres craintes, notamment le fait qu'ils ne savaient pas où ils allaient habiter, les habitudes alimentaires qu'ils supposaient différentes, la manière dont les autres participants allaient les accepter. Pour décrire leurs appréhensions, ils utilisent couramment l'expression d'« autre culture » ou de « culture étrangère », et lorsqu'on leur demande ce qu'ils mettent sous ce concept, ils donnent des réponses variées qui toutes jouent sur la distinction par rapport à leurs propres modes de vie. Pendant l'échange, leurs angoisses n'ont pas été confirmées, car ils ont, disent-ils, rencontré le respect, et la situation de l'autre pays leur a paru être une expérience inté-

ressante et enrichissante pour leur propre point de vue.

La grande majorité des jeunes recourt ici à nouveau à la distinction entre modes de vie propres et étrangers pour fonder son jugement. Les nouvelles expériences en ont conduit certains à modifier ce jugement et à adopter une perspective collective. Ils suivent alors un processus qui les mène à délaisser leur système autoréférentiel pour adopter le système de référence collectif et intégrer des éléments fédérateurs. Ils sont alors en mesure, contrairement à leurs camarades, de formuler les atouts et les faiblesses d'autres modes de vie, d'avoir une réflexion sur les clichés qui y sont rattachés ainsi que de considérer les analogies et différences comme une richesse ou, du moins, de tolérer une « altérité ». En règle générale, ils considèrent les alternatives d'organisation identifiées comme un enrichissement pour leur propre vie. Ces jeunes sont, de la même manière, capables de tracer une ligne claire entre ce qu'ils jugent intolérable et ce qu'ils trouvent enrichissant[65].

La majorité des interviewés a été étonnée de découvrir qu'il était possible de cohabiter entre familles différentes et venant de milieux sociaux divers, d'autant plus quand ils ne vivaient pas dans les mêmes États-nations[66]. Ici, les jeunes reprennent à leur compte l'idée que les disparités

[65] Ils citent ici en priorité les critères qui se sont mis en travers du processus accompli, tels que l'ignorance, l'intolérance, l'ethnocentrisme et le racisme.

[66] Là encore, c'est l'autoréférence qui intervient, mais les jeunes font appel ici à des critères différents pour l'illustrer.

en matière de ressources financières, de niveau d'éducation, de situation familiale et de logement génèrent des conflits. Mais, l'enquête le met clairement en évidence, les participants de l'échange ont découvert que l'on peut très bien vivre ensemble en dépit des divergences, et que cela peut même être synonyme d'enrichissement pour leur propre identité.

> *« J'ai appris énormément des Africains sur la morale, sur la vie qu'on vit là-bas. Difficile à décrire. C'est juste qu'ils ont une mentalité complètement, mais alors complètement différente, c'était beau à voir. Oui vraiment. Et comment ils s'abordent entre eux et… oui, exactement. »*

Un autre interviewé a été frappé par les différences en matière d'orientations et de pratiques culturelles, ce qui donne lieu à un discours du type « ils sont différents ». Mais pour lui, ce jugement est positif, car les gens en France sont parfois plus décontractés qu'en Allemagne. Il évoque aussi une situation dans les transports publics. En Allemagne, les gens ne se disent pas bonjour ou s'ignorent lorsqu'ils montent dans le métro. C'était chacun pour soi. Un autre jeune encore confirme cette impression en affirmant que l'indépendance individuelle était en Allemagne très importante alors qu'en France c'est la cohésion familiale qui primait. Il décrit ainsi son expérience :

> *« rien que quand il va acheter du pain, il rencontre dix personnes sur le chemin aller et cinq au retour et il*

parle avec toutes de sa vie, il parle de leur vie et retient tout. C'est juste qu'il y a un monde qui sépare les deux. »

Deux jeunes racontent que la répartition des tâches, pour la cuisine par exemple, s'était effectuée sans problème, en dépit des difficultés de compréhension linguistique. Mais celles-ci ont pu être compensées la plupart du temps par des formes de communication non verbale, en particulier par des gestes.

Les projets d'échange ont permis à la majorité des participants de se confronter à des styles de vie, des orientations et des pratiques culturelles différents et de découvrir des divergences et des analogies. Les jeunes ont été en rapport avec des gens qu'ils décrivent en partie comme « différents ». Un participant souligne toutefois explicitement dans l'interview que les gens d'autres pays n'étaient pas différents de ceux vivant en Allemagne. Beaucoup de jeunes découvrent qu'ils apprennent beaucoup sur eux-mêmes et sur les autres quand ils sont dans un contexte interculturel. Ils citent souvent l'estime des autres, l'acceptation de la différence et de la diversité.

« Et j'ai alors appris qu'on pouvait aussi simplement discuter avec eux [les participants de France]. Qu'on n'avait pas besoin d'être tout de suite contre eux. Qu'on pouvait vraiment discuter ensemble et qu'on n'était pas obligé de les rejeter. Et quand quelque chose n'allait pas, qu'on pouvait simplement le dire. Et

qu'on n'avait pas besoin de se disputer avec eux. »

Les jeunes ont appris que les activités communes aidaient à faire connaissance et que les grands défis, tels que la répartition dans des chambres bilingues, parfois source d'un grand stress, pouvaient, considérés *a posteriori*, se révéler positifs pour l'échange.

Une grande partie des interviewés prononce des mots comme « gaieté » et « prêts à aider » pour désigner les gens dont ils ont fait la connaissance pendant le projet. Ils soulignent combien cela les a passionnés de dialoguer avec d'autres gens et avec quel plaisir ils ont fait l'expérience de différents caractères.

Une grande part des interviewés se dit intéressée par la possibilité de nouer des liens amicaux avec des jeunes du même âge vivant dans d'autres pays au-delà de ces rencontres jeunesse. Seule une personne déclare qu'elle renonce volontiers aux amitiés qui peuvent naître dans le projet et qu'elle ne veut rien avoir à faire avec des « étrangers », mais il a été impossible de savoir dans quelle mesure cette opinion est liée à des expériences négatives vécues pendant l'échange OFAJ.

Expériences de communication et élargissement de ces compétences

Les jeunes accordent une signification importante à la langue et à la compréhension linguis-

tique dans le cadre de l'échange. Les jeunes d'Allemagne rapportent que la confrontation linguistique avec leurs homologues de France a constitué le défi principal qu'ils ont eu à relever. Ils ont fait des expériences des plus variées en ce domaine. L'une d'elles, partagée par tous les partenaires d'entretien, est qu'ils ont restreint la communication à un message simple et utilisé des formes d'expression supplémentaires pour compenser leur défaut de connaissances linguistiques. Tous racontent qu'en dépit de conditions initiales diverses parmi les participants, ils ont réussi à établir une communication de base en faisant appel aux gestes, mimiques et interjections. Pour tous les jeunes également, il s'agit d'un aspect fédérateur.

Dans plusieurs projets, la communication au quotidien a été grandement favorisée par la répartition en chambres bilingues. Certains l'ont mal vécu, d'autres ont pris cette injonction des responsables comme un test en situation réelle, notamment sur le plan linguistique, et ont jugé que c'était un point positif et utile.

Tous les interviewés ont été étonnés de pouvoir se comprendre sans pour autant posséder les connaissances linguistiques requises. Ils ont su mettre au point des stratégies de communication, en commençant à communiquer par gestes. À leurs yeux, cette expérience était très positive et réussie.

Une interviewée souligne qu'elle a approfondi ses connaissances en anglais et en français pendant le projet.

Une grande partie des participants relate que les rencontres ont complété les méthodes d'apprentissage scolaires par le truchement de nouvelles formes d'apprentissage. Une interviewée explique à ce propos :

> *« Oui, des expériences, comme apprendre des langues. Simplement, pas à l'école, où on est juste assis pendant 45 minutes et puis on a ensuite une semaine de temps pour soi. J'ai aussi fait pas mal de progrès en anglais grâce à ces rencontres. Parce qu'alors je parle beaucoup, ce que l'on ne fait pas à l'école. On y apprend oui, mais on n'a pas vraiment besoin de ce que l'on sait. Mais ici on en a vraiment eu besoin. Et j'ai appris aussi plein de trucs nouveaux. »*

Une participante raconte qu'elle s'était donné pour objectif d'apprendre un nouveau mot par jour avec une Française et qu'elle avait tenu son pari.

Certains jeunes pensent que le manque ou le faible niveau de compétences linguistiques a compliqué la communication, et disent que c'était éreintant. Deux racontent de surcroît que cette absence de connaissance a donné lieu à des malentendus :

> *« Sauf quand on ne comprend pas une langue et que tu entends qu'il y a toujours quelqu'un qui se met à rire dès que tu dis quelque chose.*

Qui recommencent soudain à rire. Alors tu te dis juste "OK. Ils discutent de nous." Et au début il y avait tout le temps cette idée de se moquer des autres. Mais en fait, ce n'était pas pensé comme ça, ce n'était pas méchant, parce que tu sais toi-même que "de toute façon ils ne comprennent pas". Tu ne rigoles pas pour blesser, parce que tu sais "OK, de toute façon tu ne peux pas les blesser, parce qu'ils ne comprennent rien." Mais pourtant, c'est l'impression que ça donnait. Ils avaient cette impression et les Allemands aussi avaient cette impression. »

Expériences organisationnelles et élargissement de ces compétences

Une participante engagée explique qu'elle a participé à la conception des contenus et à leur réalisation, ce qui l'a amenée à découvrir ses talents d'organisation. Après avoir fait ce constat, elle s'est portée volontaire pour prendre en charge l'organisation de différentes tâches pendant la rencontre et a dirigé deux ateliers.

Certains autres jeunes ont mis au point un projet pour la dernière soirée. Deux autres jeunes avaient eu pour but d'y présenter une chanson qu'ils avaient eux-mêmes produite. Ils ont pris en main les différentes étapes, telles que l'écriture

du texte, la composition et la présentation concrète sur scène.

Mais les jeunes ont dans l'ensemble du mal à nommer ou à identifier des aspects organisationnels. Ils citent des défis lorsqu'on leur pose explicitement la question, par exemple l'organisation de leur voyage (arrivée, départ), des activités ou l'accomplissement de leur hébergement et ravitaillement, mais ne développent pas.

Déconstruction des préjugés/Les clichés comme expérience d'apprentissage et élargissement de ces compétences

Les projets ont laissé des sentiments très distincts aux jeunes. Une petite partie d'entre eux a confirmé les préjugés et clichés, alors qu'une grande partie a été capable de les analyser et de les éradiquer.

Par exemple, les attentes de la plupart des jeunes interviewés ont été confirmées en ce qui concerne le fait que les Français n'étaient pas ponctuels, passaient beaucoup de temps à table ou que beaucoup étaient très décontractés quand il s'agissait de ponctualité ou de fiabilité. Légitimés par des expériences vécues pendant l'échange, ces aspects restent par la suite très présents à la mémoire des interviewés, et ils les évoquent spontanément à plusieurs reprises pendant l'entretien. Les clichés ont surgi également dans d'autres situations, par exemple au milieu d'une discussion entre jeunes sur les projets qui peuvent générer des préjugés et des stéréotypes,

même chez des jeunes non impliqués dans ces projets. Certains sont apparus pendant l'échange. Ainsi, quelques rares jeunes partis en France sans préjugés et dans un esprit ouvert ont développé des clichés au fil des expériences et de leur problématisation au sein du groupe de pairs.

Mais l'échange a fonctionné aussi dans le sens inverse et leur a permis de réviser certaines opinions bien ancrées. Une grande partie des jeunes étaient par exemple convaincus avant l'échange que les Français ne parlaient pas anglais, pas même quand ils connaissaient cette langue. Or, tous les interviewés ont corrigé ce préjugé, parce qu'ils ont fait l'expérience du contraire ou ont entendu que les autres ont fait des expériences en ce sens.

Les jeunes n'expriment aucun préjugé ou stigmatisation ayant trait à la nationalité des participants. Une interviewée souligne que la nationalité ne joue qu'un rôle accessoire :

> *« Mais la plupart du temps, les groupes se mélangent au point qu'on ne le remarque pas. Pour moi, ce n'est plus un Italien ou un Français qui est assis là […]. Et du coup on s'en fiche de qui est assis devant soi. »*

Beaucoup de participants racontent qu'ils avaient auparavant beaucoup de préjugés et qu'ils ont pu s'en défaire pendant les projets grâce à des jeux ou activités collectifs. Une interviewée relate à ce propos qu'elle ne pouvait pas supporter les « étrangers » dans sa classe, en

vertu de leur nationalité, et que maintenant elle pensait autrement et était de façon générale bien plus tolérante à l'égard des autres.

Une autre explique que les gens en France ont aussi des préjugés sur les gens en Allemagne. Elle pense concrètement à une participante française qui croyait que les personnes vivant en Allemagne étaient « très nazies ». Cette jeune fille rapporte qu'elle s'est efforcée de lui faire réviser son jugement, et elle est d'avis que les participants de France ont aussi un travail d'identification et de lutte contre les préjugés à faire.

Transformations professionnelles et sociales

Les projets d'échange ont appris aux participants à s'engager et à endosser des responsabilités. Il est permis de déduire de la grande partie des entretiens que les jeunes ont acquis des expériences en matière de rapports humains et élargi leurs connaissances en ce domaine. Ils jugent que ce sont des expériences très importantes pour leur avenir que ce soit sur le plan professionnel, privé ou social. La résolution de conflits, la compréhension, la cohésion et la vie en communauté font naître des compétences en matière de travail en équipe et de communication. En outre, l'échange favorise la capacité à gérer les conflits et à aller vers des personnes « étrangères ». Les participants ont ainsi en grande majorité pu s'accorder avec des inconnus, ce qui leur paraît être une expérience importante.

Presque tous ont noué des contacts et des amitiés solides[67]. En luttant, dans leur majorité, contre leurs préjugés, et en n'en corroborant qu'un petit nombre, les participants apprennent à être plus ouverts envers leurs prochains.

Par ailleurs, beaucoup d'entre eux ont appris pendant ces rencontres que les valeurs, normes, pratiques et orientations culturelles qu'ils avaient acquises en Allemagne n'ont pas de validité universelle. Les jeunes positivent cette découverte en acceptant de s'ouvrir et en élargissant leurs horizons de perception.

Une jeune fille souligne dans l'interview que les projets ne lui ont rien appris, qu'elle n'a noué aucune amitié parce qu'elle était « étrangère ». Elle a beaucoup de mal à se faire comprendre et, selon ses propres dires, a tendance à se tenir en marge des groupes. Pour elle, l'échange se solde par un bilan plutôt négatif.

Pour certains jeunes, leur participation est synonyme de préparation à la vie professionnelle. Ils jugent en effet que les rapports qu'ils ont eus avec les autres sont très pertinents en ce domaine. Une partenaire d'entretien raconte qu'avant l'échange, elle ne savait pas trop quel métier elle voulait exercer. Après avoir participé à plusieurs projets, elle s'est décidée pour une profession en relation avec les jeunes et pour des études dans le champ des carrières sociales et de l'éducation spécialisée.

---

[67] Les contacts leur assurent en outre des possibilités d'hébergement dans le cas où ils reviendraient dans un cadre privé, ce qu'ils considèrent comme un enrichissement.

Une autre décrit une expérience qu'elle qualifie de chance pour sa future profession. Elle s'intéresse à la photographie et a pu faire un grand nombre de photos pendant l'échange. À l'issue de celui-ci, l'OFAJ lui a offert la possibilité de monter une exposition avec ses photos et a mis des locaux à sa disposition. Cette aide est synonyme pour elle de soutien personnel et de soutien de son travail, et elle se sent particulièrement valorisée. De surcroît, elle indique qu'elle a appris à travailler avec des inconnus.

Les projets auxquels les jeunes ont participé, la découverte sur place d'un autre système ont permis à quelques-uns de pouvoir s'imaginer travailler dans un autre pays et en trouver le courage.

Épanouissement et élargissement de ces compétences

Le projet permet aux jeunes de sortir de leur réserve, selon deux interviewés. Ils relatent cette observation et le fait que certains jeunes avaient osé de plus en plus de choses au fil des rencontres, que leur image d'eux-mêmes n'avait cessé de s'améliorer. Une interviewée pense que cet épanouissement s'explique par les expériences de reconnaissance et de valorisation faites par les jeunes pendant l'échange, qu'ils n'avaient sans doute jamais vécues sous cette forme auparavant.

Critique et suggestions d'amélioration formulées par les jeunes[68]

Au titre des points positifs, la majorité des jeunes cite la possibilité de faire de nouvelles rencontres, un beau défi à leurs yeux. Le dialogue culturel, mais aussi le projet dans son ensemble sont un succès. Quand on leur demande ce qui leur a le plus plu, la grande majorité des jeunes mentionne la possibilité de communiquer et de dialoguer avec des gens dans l'autre pays. L'ouverture, la curiosité et la jovialité des gens les enthousiasment particulièrement.

Une des critiques concerne la taille du groupe. Deux la décrivent comme optimale du point de vue de la dynamique de groupe, avant tout parce que des sous-groupes ne pouvaient pas se former.

Un autre aspect intéressant et positif pour les jeunes est le fait qu'ils soient arrivés à se comprendre en dépit des difficultés linguistiques.

Un autre apprécie la gratuité des entrées dans les musées, etc.

Les deux points de critique les plus récurrents se rapportent à la langue et à l'organisation. Une grande partie des jeunes blâment l'organisation en France, qu'ils aient eu par exemple à attendre trop longtemps les bus ou à changer souvent de lieu d'hébergement. De plus, ils jugent inepte de participer à un projet ou de se rendre dans un

[68] Nous présentons ici les propos des jeunes sans chercher à les interpréter.

pays s'ils n'obtiennent pas d'aide à l'apprentissage linguistique. Deux jeunes s'attardent sur cet aspect et mettent en avant le fait qu'ils auraient souhaité pouvoir bénéficier d'un cours de langue gratuit en amont du projet pour communiquer sans problème lors de l'échange. Ils pensent que suivre un cours de langue faciliterait l'interaction et écarterait les malentendus dus au manque de connaissances linguistiques. Un partenaire d'entretien souhaite la présence de plusieurs interprètes sur place et dans chacun des groupes. Deux autres déclarent que le projet ne leur a rien apporté car ils ne parlent pas un mot de français, raison pour laquelle également ils n'avaient pu se faire aucun ami, à la différence des autres participants.

Deux jeunes d'un projet ont critiqué la trop longue durée de l'entraînement quotidien (huit à dix heures), qui les fatiguait au point qu'ils ne pouvaient presque plus rien faire d'autre ensuite et n'avaient plus de temps pour les loisirs.

Une interviewée rapporte qu'un participant suivait une cure de désintoxication pendant le projet, ce qui a eu une influence négative sur tout le déroulement. Cette expérience négative l'amène à souhaiter une sélection plus minutieuse des participants et elle suggère que les responsables réunissent au préalable des informations sur les candidats.

Une autre est pour l'élaboration d'un plan B à mettre en œuvre en cas de météo défavorable. Elle a pu se rendre compte qu'il n'existait pas de plan alternatif la plupart du temps et que les

jeunes ne savaient pas quoi faire quand il ne faisait pas beau.

Une suggestion d'amélioration récurrente chez la quasi-totalité des jeunes est l'augmentation du budget. S'ils avaient eu plus d'argent, ils auraient pu entreprendre des choses encore plus sensationnelles. Ils proposent en ce domaine des alternatives, par exemple de ne pas inclure les frais de transport dans le budget de l'échange et leur prise en charge séparée par l'OFAJ. Beaucoup d'argent est parti en frais de transport que les participants auraient volontiers investi ailleurs.

> *« L'OFAJ devrait tout simplement écrire à la BVG [entreprise de transport en commun berlinoise] afin qu'ils offrent des tickets pour chacune des rencontres de jeunes. Parce qu'ils sont vraiment chers. Quand je pense qu'on a besoin d'environ 10 billets de groupe par jour, que chacun d'eux vaut 16 euros, ça fait vraiment cher au bout du compte. Il y a tellement d'argent qui part dans les transports. C'est vraiment triste. On pourrait faire autre chose avec cet argent si Berlin, la BVG, voulait bien coopérer un peu. »*

Un autre aspect soulevé par la majorité des participants est l'organisation générale qui serait à améliorer par le futur. Ils souhaitent une meilleure organisation et une plus grande ponctualité. Un interviewé propose de présenter le planning des activités prévues pendant l'échange et le pro-

jet lors d’une réunion préparatoire, de façon à mieux préparer les participants au projet et à son déroulement.

Contextualisation

Thomas Pierre

1 Les résultats en France

Contextualisation des catégories de l'enquête

Il s'agit ici d'indiquer le cadre épistémologique conçu pour l'enquête, c'est-à-dire d'indiquer comment nous avons construit certaines catégories et ainsi comment lire le rapport.

Catégorisation des structures

En premier lieu, la catégorisation des structures que nous avons rencontrées et de leurs partenaires ne recoupe pas exactement les catégories administratives des dispositifs publics. En effet, les politiques publiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes recouvrent un champ administratif et institutionnel relativement éclaté entre politiques de jeunesse, politiques de l'emploi, politiques de la ville, politiques culturelles… Ces dispositifs sont marqués par une transversalité verticale (entre les différentes échelles administratives et politiques : État, département et commune ou intercommunalité) et une transversalité horizontale entre les acteurs agissant à une même échelle verticale, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs lo-

caux engagés dans ces politiques comme un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) travaillant en relation avec une agence Pôle emploi, la commune, des bailleurs sociaux, des professionnels de l'action en direction des familles et des professionnels de santé. Cette transversalité est corrélative à la philosophie de l'accompagnement global mêlant insertion professionnelle et accès au droit, au logement, à la santé et à l'autonomie.

Face à cette spécificité, nous avons fondé des catégories qui ne respectent pas les divisions institutionnelles et qui peuvent masquer la complexité institutionnelle des politiques publiques en faveur de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Toutefois, l'éclatement du champ ne permet pas de conserver les divisions institutionnalisées. Cela rendrait l'analyse trop complexe, trop désarticulée et restreindrait l'enquête à un dispositif comparatif. Par ailleurs, nous n'avons pas toujours assez de répondants d'un même type de structure pour pouvoir généraliser.

Concernant l'enquête quantitative, nous avons conservé pour les répondants les catégories de missions locales, de centres sociaux et d'établissements scolaires. Par contre, nous n'avons pas classé les associations selon leur place dans le champ institutionnel. Nous avons distingué des associations labellisées et des associations de quartier. Notre catégorisation s'exprime par le couple « politisation-cristallisation », soit d'un côté des mises en forme plutôt descendantes et publiques permettant l'expression et l'action « dans un cadre so-

cialement recevable » *[politisation]*, et de l'autre des mises en forme « par lesquelles les individus travaillent à se construire eux-mêmes en construisant des cadres » d'expression et d'action *[cristallisation]*[69]. Les formes associatives politisées ont été nommées « associations labellisées », les associations cristallisées sont les « associations de quartier ». Cette catégorisation nous a permis d'appréhender les dispositifs selon deux axes : l'un qui situe les structures selon leur rapport au secteur public ou privé, l'autre selon leur rapport à la dimension locale, nationale ou internationale de l'action sociale.

Concernant les partenaires des répondants, les regroupements ont été plus importants en raison de la multitude des partenaires cités, preuve de la transversalité du champ. Par exemple, nous avons une catégorie regroupant les « institutions d'aide à la jeunesse » mêlant des bureaux d'information, des clubs de prévention, des missions locales d'insertion… Il s'agissait, tout en observant les rapports aux échelles d'action (locale, régionale, nationale) et au secteur public et privé (comme précédemment), d'appréhender les secteurs d'activité et les champs administratifs.

De même en ce qui concerne les financements. Au-delà de la diversité des financements et de leurs sources, ces dimensions des financeurs étaient intéressantes afin de situer le rapport des

[69]Trepos J.-Y., 2004, « L'équipement politique des passions », *Le Portique*, n° 13-14, *Foucault : usages et actualités*, http://leportique.revues.org/document954.html, p. 1-12.

structures répondantes aux organismes internationaux comme l'OFAJ.

Concernant l'enquête qualitative, les classifications ont été effectuées en fonction du rapport des structures aux projets d'échange OFAJ. Nous excluons ainsi une catégorisation en fonction de l'objet social des structures. Nous expliquerons en temps utile les fondements de cette catégorisation, mais on peut déjà dire qu'elle vise à préciser la forme de l'engagement des structures dans les projets et ainsi de déterminer des conditions de réussite des échanges, de durabilité de l'inscription des structures dans le réseau.

Le « démon des origines[70] »

Ensuite, la partie française de l'enquête aborde peu la question de l'origine immigrée ou non des personnes, en raison de la faible légitimité de la référence ethnique en France. La tradition politique française est marquée par un universalisme et un égalitarisme. La république est une et indivisible, chacun est aussi Français que les autres quelles que soient ses appartenances communautaires. Les blocages à la référence ethnique se situent à ce niveau : il s'agit, en France, d'une référence infrapolitique renvoyée à la sphère privée ou à l'identité personnelle. La spécification ou le questionnement sur les origines fait peser le soupçon d'un traitement inégal, d'un déni de la

[70] Hervé Le Bras, *Le Démon des origines*, La Tour d'Aigues, éditions de L'Aube, 1998.

nationalité et de l'appartenance à la république, ou encore d'une remise en cause de la tradition politique, comme le montrent les débats autour des politiques de discriminations positives. Ceux-ci oscillent toujours entre un pan misérabiliste qui insiste sur les discriminations négatives (conscientes ou non), l'utilité de doter plus ceux qui auraient moins, et une conception non moins misérabiliste mais qui entend éviter le renforcement du stigmate et des discriminations existantes par l'institutionnalisation de la référence ethnique. La question n'a donc pas toute sa légitimité et l'enquêteur ne peut pas toujours l'aborder frontalement. Par ailleurs, certaines structures n'ont pas répondu à cette question, soit qu'elles ne le voulaient pas, soit qu'elles n'aient pas ce genre de statistique, précisément du fait de la faible légitimité de la référence ethnique dans les politiques publiques.

D'autre part, il faut signaler que dans le débat français, les immigrations de population ressemblant à la population française de l'époque (notamment en raison de leur religion) sont ignorées. Il y a de fait une focalisation sur les immigrations maghrébine, africaine et désormais d'Europe de l'Est. Les immigrations italiennes, portugaises ou polonaises ne semblent pas concernées lors des débats autour de la référence ethnique[71]. Les réponses sur cette question peuvent donc être biaisées précisément en raison de

[71] Ces remarques valent pour le débat politique, le champ administratif et le sens commun. Les études scientifiques continuent de s'intéresser à ces populations, notamment en Lorraine où il y a eu une forte immigration italienne.

cette focalisation, même si nous avons pu parfois avoir (bien souvent aux marges des entretiens) des informations sur ce sujet.

Remarque sur les « jeunes »

La catégorie de « jeunes » est malaisée à manier. Il faut prendre quelques précautions afin de ne pas surinterpréter[72], d'un côté parce que la jeunesse est plurielle, qu'il s'agit d'une catégorie hétérogène, de l'autre en raison de l'hyper-focalisation médiatico-politique sur la figure du « jeune de banlieue », figure elle aussi éclatée et chargée de représentations sociales.

La catégorisation est toujours une opération d'homogénéisation des unités, qu'on y range par leur rapprochement autour d'un ou de plusieurs caractères. La catégorie de « jeunes » se constitue autour de l'âge. De fait, le regard politique ou médiatique focalise sur cette variable au-delà de la pluralité des situations des jeunes. Cette pluralité est consécutive de la désynchronisation des seuils de sortie de la jeunesse et de l'allongement de cette sortie. Ces seuils sont ceux de l'entrée et de la stabilisation sur le marché du travail (seuil formation – emploi) et de l'installation en dehors du foyer familiale.

[72] Lahire B., « Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales » in *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, n° 3, Marseille, Parenthèses, 1996, p. 61-87.

Il y a encore quarante ans, mais c'est encore plus vrai pour les générations précédentes[73], le passage de ces seuils était synchronisé : après le service militaire venait l'entrée dans la vie active et le mariage. Cette synchronisation et l'âge du service militaire permettaient d'homogénéiser la catégorie autour de l'âge.

De nos jours, ce mouvement est désynchronisé et scandé par diverses étapes. Ainsi, ni le mariage ni la mise en couple ne suivent directement l'extraction du foyer familial. Il y a, à l'occasion des études ou des premiers emplois, de première expérience de vie hors du foyer qui n'impliquent pas un conjoint, un mariage ou des enfants. La durée s'est allongée entre la sortie du foyer familial et la naissance du premier enfant. De la même manière, la sortie du système de formation n'implique pas directement l'entrée sur le marché du travail. La durée entre ces deux moments s'est elle aussi allongée. Du fait de cette désynchronisation et de cet allongement des passages de seuils, on trouve des situations très différentes sous ces deux rapports.

Ensuite, il faut noter qu'il ne faut pas se représenter les jeunes dont nous parlons sous le prisme de l'hyper-focalisation médiatique sur le jeune de banlieue, d'origine étrangère, délinquant. Nous avons affaire à des jeunes défavorisés par le fait d'être jeunes sur un marché du travail qui valorise l'expérience et qui leur assigne les emplois précaires, temporaires ou aidés. Mais on le verra, tous ne sont pas dépourvus de

[73] Avec encore des variations selon les classes sociales, notamment.

qualifications, et ni difficultés familiales ni problèmes de délinquance n'apparaissent.

Pour ne pas trop marquer le texte de ces représentations, nous avons utilisé parfois le terme de « jeunes » et parfois aussi celui de « public » des échanges ou de « participants » aux échanges. Par ailleurs, nous nous sommes intéressés aux capacités d'action des jeunes. Nous ne les avons donc pas classés en fonction de leurs diplômes, de leur situation d'emploi, matrimoniale ou autour de la référence ethnique, mais autour des formes d'engagement dans les projets et des capacités d'action que ces engagements révélaient.

Morphologie et esprit de l'action sociale

Pour poser nos préconisations, il convient de les articuler au contexte français des dispositifs en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Pour cela, on s'attachera à décrire la morphologie et l'esprit[74] des politiques et des dispositifs publics. L'action sociale est territoriale, transversale et se contractualise. Au-delà de ces caractères, on présentera la place que prend la notion d'autonomie dans le champ de l'action sociale. Cette notion sera le point d'articulation de nos préconisations les plus générales.

[74] Nous aurions pu dire une philosophie des dispositifs d'insertion. Par esprit, il faut entendre les représentations sous-jacentes aux catégories institutionnelles et plus largement les schèmes de perception (du quartier, des jeunes, de l'accompagnement) qu'elles portent. Cet esprit marque autant les personnels politiques que les professionnels de l'action sociale, notamment par le biais de son inscription dans les dispositifs de formation.

Trois caractères de l'action sociale sont notables :

Sa territorialisation

L'action sociale en faveur de l'insertion des jeunes se caractérise en premier lieu par sa forte territorialisation. Le territoire est l'unité d'analyse des politiques publiques en même temps que leur point d'application, notamment à l'occasion des lois de décentralisation qui placent le département comme acteur central de l'action locale. Cette territorialisation est perceptible dans la composition des financements et des partenariats des structures de l'action sociale en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes.

Ce fort ancrage local, cette territorialisation de l'action, trouve son pendant dans une double conception du territoire[75]. En premier lieu, il y a une conception opératoire : le territoire est l'échelle pertinente de la « gouvernance » du social, c'est le lieu où s'appliquent les politiques et où les ressources doivent être mises en synergie. Ici, le territoire prend la forme d'une échelle administrative de décision et d'action. La seconde conception du territoire, « misérabiliste[76] », s'appréhende particulièrement bien à travers la

[75] Sur ces conceptions ambivalentes, voir Labadie Francine, « Politiques locales de jeunesse et territorialisation de l'action publique » in *Agora débats/jeunesses*, 2007/1, n° 43, p. 30-43.

[76] Selon le mot de Grignon C. et Passeron J.C. dans *Le Savant et le Populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

manière dont sont construites les pléiades de « zones » faisant l'objet de politiques publiques spécifiques. Ces dernières sont appréhendées à travers des indicateurs tels que le taux de chômage, le taux de familles monoparentales, les taux d'échec scolaire… Autant d'indicateurs macrosociaux entendus comme des déficits, des défaillances. Ici, le territoire devient un lieu de précarité et d'insécurité, un lieu de détresse et de relégation sociale. Le territoire est l'échelle des problèmes[77].

L'institutionnalisation du territoire s'accompagne donc de sa stigmatisation, ce sont deux faces d'une même pièce qui s'alimentent réciproquement sur le mode de la prophétie autoréalisatrice. Dans ce cadre, la mobilité sociale s'exerce par l'extraction territoriale, ce qui ne fait que renforcer et pérenniser le stigmate du territoire. Par ailleurs, ces extractions sont mineures, et ce sont les boucles d'enclavement, on le verra, qui dominent. Il s'agira dans nos préconisations de réfléchir aux possibilités de mobilité sociale sans extraction.

La transversalité des dispositifs

L'action publique se fait également plus transversale. Cette transversalité est verticale et horizontale.

[77] Par ricochet, ce sont les habitants de ces espaces qui sont stigmatisées. *Cf.* Coiffier S., 2012, « Radioscopie des trajectoires réservées. Dispositifs de discrimination positive en direction des jeunes » *in* Galloro P., Mouchtouris A. (dir.), *Jeunesse et discrimination*, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études », 2012, p. 53-73.

En premier lieu, les lois de décentralisation induisent une transversalité verticale entre les strates administratives de l'État. En effet, elles ont transféré une majorité de compétences et de moyens vers le département et le secteur de l'aide sociale[78]. Le département devient l'acteur-relais de l'État dans la gestion budgétaire et l'acteur régulateur ou animateur de l'action locale. Il prend parfois la forme de contrôleur, notamment par la distribution des agréments aux établissements du secteur. Toutefois, l'échelon central garde un rôle normatif, notamment en ce qui concerne les dispositifs généraux, comme le prouvent les lois de rénovation de l'action sociale et médico-sociale (loi de 2002-2). Il reste également garant des diplômes professionnels, des grilles de rémunération. Les collectivités locales (communes, intercommunalité ou grandes zones urbaines) ont à charge de mettre en œuvre les dispositifs, de s'en saisir avec les institutions et associations du territoire. Le local doit inventer le social. Ainsi la décentralisation met en place un dispositif à trois niveaux : un niveau normatif, un niveau régulateur et animateur, un niveau inventeur et opérateur[79].

Vient ensuite une transversalité horizontale. Elle existe au niveau de l'État par le morcelle-

[78] La décentralisation apparait rétrospectivement comme une déconcentration de l'action sur fond de rationalisation budgétaire.

[79] Sur cette transversalité, *cf.* Valarié P., « Territoires de la précarité et précarité des territoires » in *Quaderni*, n° 13-14, printemps 1991, p. 129-136, et Valarié P., « Vers une gestion négociée de l'action sociale : du néo-corporatisme associatif au social contractuel » in *Pôle Sud*, n° 4, 1996, p. 77-91.

ment des ministères qui peuvent intervenir dans les dispositifs publics de l'action sociale : emploi, jeunesse et sport, santé, logement. Cette segmentation se retrouve aux échelons inférieurs. Administrativement et politiquement, l'action sociale est interministérielle et intersectorielle. Cette transversalité horizontale se retrouve également au niveau opérationnel. La diversité des établissements sociaux participants aux dispositifs d'insertion des jeunes est grande, il est inutile de vouloir en faire un relevé exhaustif. La remarque vaut pour le champ professionnel qui est relativement éclaté autour de la figure phare de l'éducateur spécialisé.

Cette transversalité des politiques publiques et de l'action sociale en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes trouve son assise dans une conception large de l'insertion professionnelle, celle de l'accompagnement global. L'insertion professionnelle n'est pas que le fait de la formation, elle recouvre de nombreuses facettes. L'action sociale doit agir sur les nombreuses dimensions de la vie sociale pour être efficace : logement, santé, travail, finance, droits, famille. Il s'agit de créer des synergies entre les différents acteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, et entre les différents dispositifs publics, afin de trouver une cohérence locale à l'action, une manière de mieux utiliser les ressources des territoires et une flexibilité des dispositifs publiques.

Une action négociée et contractualisée

L'action sociale s'est complexifiée et s'invente dans des projets et des partenariats négociés[80] avec les divers interlocuteurs qui prennent part aux dispositifs d'insertion. Une action d'insertion peut se négocier par exemple avec des collectivités territoriales, des établissements d'aide à la jeunesse (associations, missions locales, agence locale Pôle emploi…), des établissements d'aide à l'insertion par le logement (bailleurs sociaux, foyers, centre d'hébergement et de réinsertion sociale), des associations, le préfet.

L'action sociale se fait également plus contractuelle[81]. Les différents acteurs négocient et contractualisent entre eux. Ces contrats entre les acteurs transversaux définissent des objectifs, des calendriers, identifient des ressources et distribuent les contributions des acteurs. La contractualisation s'étend de plus en plus vers le public des dispositifs, notamment dans la réalisation de projets (dit personnels, professionnels ou de vie) ou à travers les obligations, telles que celle d'accepter un emploi dit raisonnable.

Sur fond de gestion budgétaire, la décentralisation prend la forme d'un management par objectif de l'action sociale, les acteurs opérateurs devant remplir leur contrat, se régulariser vis-à-vis des normes, montrer leur pertinence pour obtenir subsides et agréments.

---

[80] *Cf.* Valarié P., « Vers une gestion négociée de l'action sociale », *op. cit.*,p. 77-91.

[81] Chappoz Y., « Projets territoriaux, partenariat, Contractualisation : quelle place pour les citoyens ? » in *Annuaire des collectivités locales*, t. 21, 2001, p. 65-78.

Conclusion

Ces premiers aspects expliquent la faveur que reçoivent les projets d'échanges OFAJ de la part des professionnels. Ils s'intègrent parfaitement à une action transversale et portent les vertus de l'extraction spatiale, sociale et intellectuelle. Ces échanges sont donc des équipements qui s'éloignent des équipements standards sans modifier la morphologie et l'esprit des politiques d'action sociale. Il s'agit d'équipements cohérents avec les dispositifs existants, ce qui facilite leur appropriation par les professionnels.

L'autonomie : fin ou moyen de l'action sociale ?

Les dispositifs de l'action sociale en général, mais aussi ceux destinés aux jeunes en particulier, se trouvent à notre sens dans une contradiction concernant l'autonomie des usagers. Celle-ci est principalement placée comme but de l'action sociale : il s'agit de faire accéder à l'autonomie. Elle est beaucoup moins considérée comme moyen[82]. Le fait de faire de l'autonomie un but rend également les usagers, les publics non autonomes. L'autonomie est ainsi une finalité qui dépossède de la qualité d'acteur, il s'agit de priver (ou de restreindre) l'autonomie pour y faire

[82] Elle apparaît en tant que moyen dans des démarches de coproduction (entre l'usager et un professionnel) d'un projet personnel, professionnel ou de vie, selon les appellations. Mais ici, il y a confusion entre coproduction et autonomie, voire contradiction, étant donné que le projet reste un élément obligatoire d'un accompagnement.

accéder. Cela est d'autant plus vrai dès lors qu'on se trouve avec des publics déjà considérés comme défaillants sur l'axe de l'autonomie : les jeunes et les vieilles générations.

La démarche d'accompagnement global, qui traverse les pratiques professionnelles du champ de l'action sociale à destination des jeunes, illustre bien la contradiction. D'un côté, le terme « global » indique que les projets personnels touchent toutes les dimensions de la vie : famille, santé, finances, logement, formation et emploi, culture. D'un autre, le terme d'« accompagnement », même s'il remplace celui de « prise en charge[83] », laisse subsister l'ambiguïté. Car qui est l'accompagnateur, qui est l'accompagné ? Qui dirige la relation ? Par ailleurs, la coproduction et la personnalisation du service mises en avant dans la philosophie de l'action sociale sont contrebalancées par la contractualisation croissante de l'action sociale. Ainsi, l'autonomie comme finalité condamne l'autonomie comme moyen.

Tout autre est la pédagogie des projets OFAJ. Ils se fondent sur une pédagogie de l'autonomie considérée comme moyen de l'insertion et de la citoyenneté afin de redonner une qualité d'acteur et une capacité d'agir. On a vu que les professionnels trouvaient des vertus d'autonomisation aux projets. La satisfaction des professionnels à l'égard des projets OFAJ renvoie certainement à

[83] Comme celui d'« usager » a remplacé celui de « bénéficiaire » (Morales la Mura R., « De l'accompagnement à l'accompagnement expert », dans *Les Frontières de la profession*, actes du 2e congrès de l'ASF, Bordeaux, ASF, 2006).

cette approche spécifique de l'autonomie comme moyen d'offrir une rupture avec l'accompagnement standard de l'autonomie comme fin. De même, le développement des capacités d'action à l'issue de ces échanges nous paraît plus lié à cette rupture qu'à celle provoquée par l'extraction. Toutefois, l'approche reste encore individuelle. Les capacités d'action développées sont attachées aux participants aux projets. Or, nous avons vu que les capacités d'action ne peuvent se déployer sans des équipements sociaux et collectifs[84]. Il faudra en tenir compte dans nos préconisations. Ces deux conceptions de l'autonomie, comme finalité et comme moyen, posent la question de leur articulation au moment du retour de l'échange, c'est-à-dire la question de ce que nous avons jusqu'alors appelé le « suivi » mais qu'on désignera comme étant la transposition des expériences et des capacités.

[84] De même, il ne faut pas entendre l'autonomie comme une dimension strictement individuelle. Bien au contraire, les individus trouvent en dehors d'eux-mêmes les supports de leur action.

2 Les résultats en Allemagne

Avant de présenter les résultats de l'évaluation dans le contexte du débat sur l'intégration et l'égalité des chances en Allemagne, il nous faut commencer par rappeler brièvement les acquis centraux des enquêtes empiriques que nous avons réalisées.

La première partie de l'étude s'est attachée à déterminer la structure et l'organisation des organismes locaux (structures de leurs réseaux, finances et ressources humaines), leurs projets et activités en général (objet et missions, domaines d'activité et public cible), avec l'OFAJ en particulier.

L'enquête quantitative sur ces questions a révélé que toutes les structures locales étaient – très – bien insérées dans des réseaux multiples, ce qui confirme une tendance de l'action (sociale) en faveur de la jeunesse. Le travail de réseau se renforce aussi dans les dispositifs pilotes publics. Les organisations allemandes évaluées entretiennent également des liens avec des institutions françaises, qui varient en fonction du nombre de leurs partenaires et de leur forme juridique. Les organismes publics locaux sont une source de financement importante, même si la majorité des ressources financières provient en réalité de fonds propres (dons, cotisations d'adhérents, etc.). Suivent ensuite les fonds régionaux (sans doute en majorité des financements ponctuels sur projet). Ces faits prouvent que l'État se désen-

gage progressivement de l'action sociale en faveur de la jeunesse, laissant place à une privatisation croissante. Les professionnels estiment toutefois que les fonds publics sont cruciaux, raison pour laquelle ils jugent que ce mode de financement est le plus important.

On relève une très grande hétérogénéité des activités et dispositifs de l'action en faveur de la jeunesse. La promotion des jeunes, au sens de mesures en milieu ouvert dans un cadre extrascolaire, constitue l'objet et la mission principale du travail des structures étudiées. Certaines d'entre elles se concentrent sur des activités culturelles et créatives, d'autres effectuent un travail social « classique », ciblé sur le soutien et le conseil dans différentes situations (par ex. chômage/rattrapage de diplômes), sur la médiation entre l'école et les parents, les questions d'éducation, de santé publique et de droit de séjour ou encore de logement accompagné. L'art, la culture et l'interculturel sont les domaines d'activité prioritaires de la majorité des structures. Les effets de synergie entre le champ « Intégration et égalité des chances » de l'OFAJ et « l'interculturel » sont patents. Il est intéressant de noter la forte proportion d'activités créatives, culturelles ou artistiques. On peut donc formuler l'hypothèse que ces méthodes offrent une voie d'accès relativement bonne aux jeunes socialement défavorisés.

Les contenus et publics cibles des projets d'échange sont variés : l'animation ou le soutien linguistique, la découverte d'autres cultures et les visites de villes sont les plus cités, viennent en-

suite les activités et méthodes interculturelles et le sport. Certains mentionnent des tables rondes, des ateliers artistiques ou l'orientation professionnelle dans la rubrique « Contenus des échanges ». Beaucoup d'activités sont concentrées dans la région Berlin/Brandebourg, mais des projets d'échange se sont également déroulés à Hambourg, Francfort-sur-l'Oder, Strasbourg et au Havre. Parfois, un pays tiers est également intégré – Grande-Bretagne, Roumanie et Turquie. Le public cible de toutes les structures est la jeunesse, beaucoup d'entre elles s'adressent à des personnes d'origine immigrée, les jeunes en premier lieu, mais les jeunes dans leur ensemble font partie des publics cibles privilégiés. Cette enquête le met clairement en lumière que les projets dans le cadre du réseau « Intégration et égalité des chances » de l'OFAJ n'est pas un « programme spécial » pour les jeunes issus de l'immigration, mais est ouvert à la totalité de cette classe d'âge. Cet objectif correspond largement au paysage des organisations locales, qui ne sont pas uniquement destinées aux « personnes issues de l'immigration ». Selon les professionnels, le nombre de participants masculins est légèrement supérieur (55 %) à celui des filles. La part des participants issus de l'immigration est très élevée, puisqu'elle atteint les trois quarts. Conjointement, il s'agit en majorité de jeunes socialement défavorisés, même s'il ne faut pas sous-estimer la part non négligeable de personnes issues de milieux plus favorisés. Il en va de même pour le bagage scolaire : la moitié des groupes d'échange est hétérogène de ce

point de vue, l'autre moitié comprend des groupes avec un niveau de qualification faible.

La deuxième partie de l'enquête, qualitative, visait, par le biais d'interviews, à recueillir des données approfondies sur le travail des professionnels avec les adolescents et jeunes adultes, ainsi que des renseignements sur les projets d'échange menés dans le cadre du champ de l'OFAJ « Intégration et égalité des chances ». Les questions principales s'articulaient autour de la conception, du travail empirique, des activités interculturelles ainsi que des conditions générales du travail des professionnels dans les structures locales, l'objectif de l'enquête restant d'étudier les projets d'échange. À cet égard, les entretiens se sont intéressés à la conception et à la réalisation de ces échanges, aux adolescents et jeunes adultes y prenant part, aux répercussions des échanges sur les participants d'un côté, sur le travail à l'échelle locale de l'autre, ainsi qu'aux critiques et recommandations d'amélioration.

Les interviews ont révélé que les jeunes étaient peu associés à la phase de planification. La plupart du temps, ils sont recrutés à l'issue du travail de conception. Une sorte de « procédure de candidature » a été organisée dans quelques rares cas où le nombre de volontaires était trop élevé. Les jeunes ont en général été intégrés au déroulement de l'échange, par exemple en assumant la responsabilité de l'organisation de certaines activités du programme. Les responsables de projet émettent toutefois le vœu qu'ils s'impliquent plus fortement et s'organisent de façon plus autonome. Il est également notable

que le suivi des échanges est bien moins intense que la phase de préparation. Une explication pourrait être le manque de temps. Le contenu et les objectifs des projets d'échange sont éminemment hétéroclites. Schématiquement, on peut les regrouper en quatre catégories : visées sportive, artistique, interculturelle/globale et professionnelle. Sur la base de cette distinction élémentaire, les finalités concrètes des projets varient. Dans les projets à vocation professionnelle, l'échange a pour but d'aider les jeunes dans leur projet professionnel. Ceux qui s'intéressent à l'apprentissage général et interculturel veulent leur ouvrir de nouvelles perspectives et lutter contre les préjugés. L'apprentissage social doit les aider à renforcer leur confiance en eux et leurs facultés de communication.

L'étude des impacts des échanges a montré qu'ils ont déclenché différents processus chez les jeunes. Ils vont de la motivation à apprendre une autre langue jusqu'à l'envie de suivre une formation professionnelle, en passant par le renforcement de la confiance en soi et une plus grande mobilité. Les projets d'échange motivent les jeunes à apprendre une langue étrangère. Le rôle du plurilinguisme est, de manière générale, très présent dans les échanges. Il est très important pour la communication (plurilingue) des participants, plus encore dans le domaine informel que dans la traduction professionnelle et les activités encadrées. La rencontre entre les jeunes et l'échange linguistique sont foncièrement tributaires de la présence de connaissances ou passerelles linguistiques. Il ressort clairement des en-

tretiens que l'échange incite les adolescents et jeunes adultes à la mobilité. Il offre l'opportunité de « sortir du quartier » et de se faire une idée de domaines qui diffèrent totalement de ceux de la vie quotidienne. On peut ainsi en conclure que l'échange élargit l'espace social des participants et qu'il leur permet par conséquent de développer de nouvelles perspectives. Les parcours scolaires et les orientations professionnelles des jeunes sont également assez variés.

On constate, pour résumer, que les responsables du projet n'ont pas tous pu observer d'influence directe de l'échange sur les trajectoires professionnelles des participants. Pour autant, l'échange actionne des processus divers en ce qui concerne l'avenir professionnel et les projets professionnels des jeunes. Il leur a par exemple offert un espace de réflexion (biographique) sur leur avenir professionnel et ouvert de nouvelles perspectives. De plus, il a élargi l'accès à des ressources et des savoirs sur les problématiques de la formation et des métiers. En ce qui concerne les questions sociopolitiques d'ordre général, l'échange franco-allemand a permis de thématiser les différences entre la France et l'Allemagne, concernant par exemple l'habitat, l'histoire de l'immigration ou la citoyenneté. De surcroît, les activités d'éducation politique ont permis aux participants de réfléchir aux grandes questions de société, notamment de débattre de leur ancrage dans cette dernière, de se positionner sur l'immigration et les questions d'appartenance nationale.

L'un des résultats importants de ce deuxième volet de l'enquête est d'avoir révélé que les projets étaient fortement marqués par les rapports et asymétries de pouvoir. Les responsables ont mentionné que les inégalités sociales et économiques entre les participants étaient visibles et avaient un impact sur le projet. On relève dans quelques cas des conditions différentes d'entrée sur le territoire et d'obtention de visa (conditions privilégiées et non privilégiées). La divergence des ressources et des moyens des participants a creusé les écarts au sein du groupe. Les différences en matière de parcours de formation et de diplômes scolaires ont aussi créé des lignes de clivage entre les jeunes selon les responsables, tout comme l'âge, le sexe, le profil de formation et le bagage scolaire, ou encore les divers milieux sociaux. Par ailleurs, les expériences de racisme et de discrimination vécues dans leurs diverses sociétés depuis la position (marginalisée) des jeunes ont joué également un rôle pendant les échanges. Les participants ont discuté de leurs diverses expériences en ce domaine en France et en Allemagne, ils ont également abordé la question de l'extrême droite.

L'enquête a encore mis clairement en évidence que les projets et l'ouverture à l'international ont également eu des impacts sur le travail des institutions. Les biographies des professionnels s'internationalisent elles aussi grâce à la fréquentation d'un cours de langue et de séjours en France. Le programme d'échange permet aux professionnels d'avoir accès à des ressources financières pour suivre une formation profession-

nelle, de se qualifier individuellement ou de nouer de nouveaux contacts dans leur environnement professionnel. Enfin, l'échange a un grand impact sur leur travail en termes de rayonnement. Les responsables rapportent que les échanges vivifient leur travail sur le terrain et aiguisent leur envie de monter d'autres projets ou d'élargir encore leurs réseaux. Quant aux expériences des responsables avec l'OFAJ, les entretiens mettent en évidence que la grande majorité est satisfaite de la coopération avec cette institution et de l'accompagnement qu'elle leur a proposé. La question financière est centrale pour presque toutes les structures. Certaines ont déclaré espérer une meilleure garantie de financement de leurs futurs projets. Tous les professionnels soulignent les bénéfices de l'échange pour les jeunes. La majorité des partenaires d'entretien a vécu l'échange professionnel avec l'OFAJ comme un enrichissement. Certains émettent le vœu d'une participation plus intensive. Presque toutes les structures peuvent envisager une nouvelle coopération avec l'OFAJ à l'avenir et souhaitent continuer à organiser des échanges de jeunes en collaboration avec l'OFAJ.

Le dernier volet de l'enquête, constitué par des entretiens adossés à un guide avec des jeunes ayant participé aux projets d'échange, s'est attaché à mettre en relief leurs expériences antérieures en matière de rencontres interculturelles, leur engagement social et politique, les motivations et objectifs de leur participation à l'échange, ainsi que leurs critiques et suggestions d'amélioration sur les programmes réalisés.

Les interviews ont montré que différents facteurs intervenaient dans la participation aux projets. Outre un coût de participation réduit, l'acceptation du projet en lui-même a été particulièrement importante. Ces faits se reflètent dans les voies d'accès. Les projets ont rencontré un grand succès auprès des jeunes quand ils étaient connus et recommandés au sein de leur groupe d'âge. L'intervention directe des responsables semble être également efficace, les jeunes ont aussi apprécié d'être abordés directement. Les voies typiques de communication et de diffusion par des procédés publicitaires (dépliants) de même que le démarchage dans les lieux négativement connotés par les jeunes (les établissements scolaires notamment) leur paraissent ininteressants, quand ils ne passent pas tout simplement inaperçus. Les jeunes énoncent des motifs variés de leur participation à un projet, notamment élargir leur cercle de connaissances et nouer des amitiés. Ils disent aussi vouloir vivre de nouvelles expériences, rompre avec les structures routinières et se divertir en groupe. Cette dernière mention est très importante aux yeux des jeunes, faisant à la fois fonction de détente et de miroir réflexif sur leurs actes quotidiens. Beaucoup d'entre eux veulent en outre découvrir de nouveaux modes et styles de vie.

La plupart des jeunes avaient déjà eu des expériences interculturelles dans leur espace quotidien en amont du projet d'échange, mais ils ne réfléchissent pas ou difficilement sur ces expériences dans la vie quotidienne. Ils évitent également en général ce genre d'expériences si elles

sont trop conflictuelles. Les séjours à l'étranger prennent ici une place particulière, car les jeunes peuvent plus difficilement se mettre en retrait et sont obligés de se confronter à des situations totalement inédites. La plupart des personnes interrogées ont déjà séjourné à l'étranger avant l'échange OFAJ, à l'occasion de voyages familiaux ou scolaires. Certaines ont déjà même participé à d'autres échanges auparavant. Au titre des pratiques interculturelles lors de ces voyages, elles évoquent la langue étrangère et des coutumes alimentaires ou commensales inconnues. Nous n'avons pas pu identifier de différence sur cette question entre jeunes d'origine immigrée ou non.

Hors du cadre du projet, les jeunes s'engagent rarement dans la société, en politique ou sur le plan social. Ils en voient certes la nécessité et lui accordent une grande valeur, mais nomment simultanément des raisons, le manque de temps notamment, qui les empêchent de se mobiliser ou d'élargir leurs engagements. Les jeunes actifs en ce domaine le sont en première ligne au sein d'associations sportives ou musicales, à l'école et dans des communautés religieuses. Les jeunes n'ont pas de connaissances poussées sur l'OFAJ. Ils connaissent l'institution et sont capables de faire le lien entre l'OFAJ et les projets, mais rares sont les interviewés en mesure de parler des missions et activités de l'OFAJ. Aux yeux des partenaires d'entretien répondants, l'OFAJ est avant tout l'organisme financier des projets. Certains peuvent en dire un peu plus parce qu'ils sont entrés en communication avec l'OFAJ, généralement sur des questions de séjours à l'étranger hors du

cadre des projets. Les jeunes identifient ici un soutien clair de l'OFAJ. Les échanges sont source d'une série d'expériences d'apprentissage et d'élargissement des compétences de nature variée. Entrent ici en particulier en compte la mise au point de nouveaux projets d'apprentissage linguistique et de formes de communication, l'ouverture aux autres et une extension des horizons de perception, une prise de conscience accrue de la responsabilité vis-à-vis de ses prochains et des processus sociaux ainsi que le développement et la consolidation de l'esprit d'équipe ou de stratégies de résolution des conflits.

Dans le domaine des modes de communication et des formes linguistiques, les jeunes constatent que, outre l'approfondissement de leurs compétences linguistiques, il est possible d'employer des méthodes simples pour se faire comprendre un minimum par les participants étrangers, par exemple en restreignant ses propos à un seul message et en faisant appel à des expressions non verbales. Les tandems établis avec des locuteurs natifs sont aussi d'une grande aide pour élargir les connaissances linguistiques, car l'utilisation des langues dans des contextes quotidiens multiples permet de les acquérir durablement. Les jeunes apprennent à s'exprimer avec respect vis-à-vis d'autrui, et la valorisation de leurs actes leur fait prendre conscience, souvent pour la première fois, des facultés et compétences dont ils sont déjà dotés. Ce processus se révèle notamment lorsque les jeunes font découvrir aux autres participants leurs savoirs et expé-

riences, ayant trait à leurs passe-temps par exemple. Dans ce contexte, tous les jeunes interrogés endossent volontiers le rôle du professeur et citent de nouvelles formes d'apprentissage découlant des relations établies.

L'enquête a également pu mettre en évidence que les projets d'échange peuvent avoir des impacts sur l'orientation professionnelle des jeunes, notamment lorsqu'ils découvrent des systèmes spécifiques (le système de santé par exemple) ou quand les expériences vécues pendant l'échange les amènent à réfléchir sur leurs propres intérêts et préférences, par exemple travailler avec d'autres personnes. Les participants jugent que leurs expériences d'apprentissage et l'élargissement de leurs compétences sont utiles à leur insertion professionnelle. Certains souhaitent mettre en avant l'évolution qu'ils ont accomplie pendant l'échange au cours d'entretiens d'embauche, car ils considèrent que le caractère singulier des projets constitue un atout par rapport aux autres candidats.

Les projets d'échange ont souvent pu atteindre leur dessein de faire émerger un sentiment collectif, un « nous » au sein du groupe. Il est impératif à cet égard que des mécanismes d'ouverture aient lieu et que les critères d'exclusion surgissant au sein du groupe soient résolus. L'intégration et la valorisation de tous les participants aux projets constituent des mécanismes d'ouverture importants, qu'elle se déroule entre jeunes ou entre jeunes et responsables. Les procédures transparentes et démocratiques soutiennent ces mécanismes. À l'opposé, deux formes

d’exclusion se font jour – celles qui dépendent des responsables, celles définies par les jeunes. Ces derniers s’approprient les thèmes sur lesquels les responsables ont insisté et en font des problématiques centrales du groupe. En transmettant de façon transparente leurs opinions et décisions, comme en intégrant les jeunes au processus de décision, les responsables peuvent amenuiser ou réduire à néant le poids de ces thématiques. De façon générale, les jeunes apprécient que les critères d’exclusion, lorsqu’il en surgit, soient débattus avec l’aide des responsables. De plus, les responsables, disent les jeunes interviewés, peuvent favoriser l’émergence d’un sentiment collectif en organisant des activités appropriées, de pédagogie en plein air par exemple. Les critères d’exclusion générés par les jeunes sont individuellement variables. Certaines activités peuvent avoir un effet inverse à celui recherché. L’identification des critères reste donc un enjeu et un défi pour les responsables comme pour les participants. Ils arrivent à le relever au moyen de concepts d’action et de l’expérimentation de nouvelles stratégies pendant le projet. À se fier aux propos des jeunes, les critères d’ostracisme sont bien plus nombreux que les mécanismes d’ouverture, raison pour laquelle il leur semble indispensable que les responsables fassent preuve d’une certaine sensibilité à ces questions. Certains jeunes sont en particulier emplis d’appréhension à l’idée des situations inconnues qui les attendent sur place (notamment lors d’une première participation). Ces craintes donnent lieu à des présupposés né-

gatifs, ces jeunes tendant à s'approprier des clichés saisis au vol. On peut les contrecarrer si l'on propose des informations avant le départ sur la situation dans le pays d'accueil et si les responsables placent la focale sur les intérêts, bien réels, des jeunes pour le nouveau et l'inconnu. Ils évoquent à ce propos leur désir de dialoguer avec les participants français sur leur vie quotidienne. Le projet d'échange leur a souvent permis de se départir rapidement de leurs craintes et présupposés comme de découvrir différents modes d'organisation du quotidien, divers critères de la vie en société ou encore de percevoir la variété des orientations et pratiques culturelles.

Sur ce point, le groupe de pairs joue, comme dans l'apparition des préjugés, un rôle central. C'est en son sein que sont évoqués les présupposés, points de vue et expériences pouvant avoir des répercussions considérables sur les conceptions individuelles des membres du groupe, notamment lorsque les jeunes en question peinent de façon générale à s'affirmer. Ces expériences déclenchent un véritable processus chez certains jeunes, qui délaissent leur système autoréférentiel pour adopter un système de référence collectif et intégrer des éléments fédérateurs. Ils sont alors en mesure, contrairement à leurs camarades, d'avoir une réflexion sur des modes de vie différents et sur les clichés qui y sont rattachés, ainsi que de considérer les analogies et différences comme une richesse ou, du moins, de tolérer une « altérité ». En règle générale, ils considèrent les alternatives d'organisation identifiées comme un enrichissement pour leur propre vie.

Ces jeunes sont, de la même manière, capables de tracer une ligne claire entre ce qu'ils jugent intolérable et ce qu'ils trouvent enrichissant. Des discussions, animées par un tiers, sur leurs propres positions au sein du groupe de référence, peuvent favoriser ce processus.

Aux yeux des jeunes, les projets représentent dans leur ensemble un enrichissement et un défi positif. On relève quelques points de critique sur l'organisation, la transparence des informations, le soutien apporté à l'acquisition de compétences linguistiques ou sur les conditions de financement des projets. Les projets menés dans le cadre du réseau « Intégration et égalité des chances » ont modifié beaucoup de choses pour les jeunes, et ce de façon positive. On peut notamment citer les expériences d'apprentissage et l'ouverture sur de nouvelles perspectives. En revanche, on ne peut pas conclure à un ciblage des projets sur les jeunes défavorisés, même si une grande part des jeunes participants est issue de quartiers dits marginalisés. Certes, des jeunes touchés par la pauvreté et l'exclusion sociale prennent part aux projets, mais ils ne forment qu'un pourcentage réduit des participants. Chez les jeunes participants d'Allemagne, le dialogue sur les différents univers quotidiens joue un rôle crucial dans leur sensibilisation intersubjective aux injustices sociales et dans la manière de les résorber. Ce fait incite à affirmer qu'il est indispensable de continuer à privilégier l'hétérogénéité sociale dans la composition des groupes de participants.

Avant de réinscrire les résultats dans leur contexte, je souhaite encore attirer l'attention sur quelques aspects :

- Les données indiquent des tendances et n'ont aucune prétention à la représentativité, objectif qui échappe à l'approche qualitative. Les entretiens – notamment ceux menés avec les jeunes – donnent toutefois une idée fiable de la situation, des circonstances et des modes d'action des acteurs.
- La méthode de l'entretien n'est pas entièrement éloquente car les interviews rendent compte de ce qui est dit et non des pratiques. Nous aurions sans doute obtenu d'autres résultats, peut-être même inverses (mais peut-être aussi semblables !), si nous avions fait appel à la méthode de l'observation participante.
- Le public cible des jeunes défavorisés et des jeunes issus de l'immigration n'a été que partiellement atteint, du côté allemand du moins[85]. Cette remarque ne vaut pas pour les mesures et initiatives des structures locales, mais uniquement pour les projets d'échange OFAJ. Le critère de l'espace social, dans notre cas les quartiers marginalisés, est manifestement trop vaste. Dans ces quartiers en effet ne vivent pas seulement des jeunes défavorisés

[85] Ce qui en fin de compte présente également des avantages, j'y reviendrai.

ou issus de l'immigration[86], mais aussi des personnes qui ont un niveau d'instruction élevé, qui suivent une formation, voire étudient, et disposent de bons réseaux sociaux. Ces jeunes arrivent dans les projets d'échange financés par l'OFAJ essentiellement par l'intermédiaire d'activités culturelles ou interculturelles des structures locales, et beaucoup moins par le truchement de l'action sociale en faveur de la jeunesse. L'accessibilité aux jeunes défavorisés ou issus de l'immigration est un problème qui touche l'ensemble du travail à l'international et pas uniquement l'OFAJ. L'ouverture à l'international représente également un défi pour les associations de jeunesse[87]. Cela s'explique majoritairement par le caractère de ces activités jeunesse, très orientées vers les couches moyennes de la population. Pourtant, elles intéressent nombre de jeunes défavorisés et de jeunes d'origine immigrée. Mais il apparaît que des barrières structurelles considérables se dressent devant ces jeunes dès lors qu'ils veulent accéder à des programmes de dimension internationale. Je tenterai dans ce qui suit de les présenter méthodiquement.

[86] À l'inverse, les jeunes socialement défavorisés ou au chômage n'habitent pas tous dans des quartiers sensibles, mais aussi dans des quartiers aisés.

[87] cf. sur ce point

Bruhns/Otremba/Ottersbach/Thimmel/Yildiz/Zitzmann, 2011

Cadre politique et juridique

Il faut distinguer ici entre cadre politique et cadre juridique initié par la politique. Les conditions politiques renvoient à la fois aux asymétries de pouvoir et aux expériences concrètes de discrimination vécues par certains jeunes dans les projets d'échange. Le cadre juridique régit les conditions dans lesquelles des jeunes peuvent ou non voyager à l'étranger, c'est-à-dire la possession d'un statut de séjour.

La seconde partie de l'enquête empirique a pu mettre au jour que les échanges de jeunes sont marqués par des rapports de pouvoir inégalitaires ou asymétriques. Les responsables de projet confirment qu'il existait des disparités sociales et économiques entre les participants. Les différentes conditions d'entrée sur le territoire et d'obtention de visas ont elles aussi rendu visibles les privilèges et préjudices juridiques. Ainsi, certains projets n'ont pu être réalisés parce que le statut précaire de certains jeunes, demandeurs d'asile, leur fermait la porte à une entrée sur le territoire voisin[88]. Les ressources et moyens financiers différents ont aussi produit des inégalités au sein du groupe, de même que la variété des parcours de formation et des diplômes ou encore l'âge, le sexe, le bagage scolaire et l'origine sociale des participants. Enfin, certains jeunes racontent qu'ils ont vécu des expériences racistes et discriminatoires pendant l'échange.

[88] Ce problème est apparu encore plus fortement dans d'autres projets d'échange comparables *(cf. Interkulturell on Tour)*.

Barrières économiques

Elles sont apparues encore plus fréquemment dans les projets d'échange. Les disparités économiques ont vite éclaté lorsqu'il a par exemple fallu choisir certaines activités de loisirs (faire les magasins, visiter des institutions au prix d'entrée élevé), certains ne pouvant pas se le permettre. Ces situations ont suscité des sentiments d'exclusion et des conflits. Certes, les jeunes soulignent toujours le fait que l'allure, les vêtements ou l'équipement (portable onéreux, etc.) n'avaient joué aucun rôle et que l'important était la personne avec qui on était en contact. Toutefois, ces différences ont souvent émergé dès qu'il s'agissait de choisir une activité entraînant des frais.

Obstacles culturels

Les obstacles culturels n'ont pas trait ici à l'origine culturelle ou nationale mais aux qualifications scolaires et au bagage culturel. On y intègre une grande variété de diplômes scolaires ainsi que les obstacles linguistiques et le style de langage lié à l'*habitus* culturel. Basil Bernstein (1971) avait déjà distingué entre code linguistique restreint et élaboré, dont la concomitance dans des situations sociales concrètes pouvait déboucher sur des conflits et des malentendus. Il faut aussi prendre en compte les barrières informationnelles. Beaucoup de jeunes n'ont pas accès aux informations, ils n'ont aucune connaissance de l'existence de ce genre de projets

d'échange international. Les informations passant souvent par le bouche-à-oreille, elles excluent de fait certaines catégories de jeunes.

Barrières dans le domaine de l'aide sociale à la jeunesse

Les barrières d'accès aux projets d'échange international – ainsi que d'autres enquêtes l'avaient déjà montré – existent également dans la construction même du système d'aide sociale. À l'instar du système scolaire à trois ou quatre filières (si l'on compte les écoles adaptées – *Förderschule*, équivalent SEGPA), le système d'aide sociale à la jeunesse est hiérarchique et ségrégatif. Beaucoup d'initiatives visent une aide spécifique, s'adressant par principe uniquement aux jeunes ayants droit aux prestations sociales (action sociale en faveur de la jeunesse) ou à ceux qui s'intéressent pendant leurs loisirs aux activités de l'action éducative en milieu ouvert. Si les activités sont en général volontaires, ouvertes et aisément accessibles, on y rencontre peu de jeunes issus des couches moyennes. En revanche, les associations de jeunesse et les organismes travaillant vers l'international attirent principalement des jeunes de ces milieux, dont font rarement partie les jeunes issus de l'immigration. Des études récentes[89] montrent du reste que les deux derniers secteurs cités de

[89] *cf. Chehata/Thimmel/Riß, 2009 ; Bruhns/Otremba/Ottersbach/Thimmel/ Wildung/Yildiz/Zitzmann, 2011*

l'action jeunesse s'ouvrent actuellement fortement à l'interculturel, afin d'intégrer des jeunes issus de l'immigration à leurs activités. Mais ici aussi, il apparaît que les jeunes issus de l'immigration qui s'engagent possèdent en majorité de bons diplômes, des réseaux interculturels et souvent également les ressources économiques nécessaires.

Il serait toutefois erroné d'en conclure que les structures sociales représentent un obstacle insurmontable. Car les projets d'échange de l'OFAJ mettent clairement en évidence qu'il est possible, avec de l'engagement, de faire tomber, au moins partiellement, ces barrières. Les nombreux retours positifs sur le développement de la personnalité des jeunes socialement défavorisés et des jeunes issus de l'immigration, sur l'élargissement de leurs perspectives professionnelles, sur l'acquisition de compétences linguistiques, sur la prise de contact, la disparition de préjugés et la réflexion sur les discriminations – autant de phénomènes attestés de surcroît par d'autres études sur des échanges similaires – laissent espérer un changement. Dans l'ensemble, la promotion de ces projets s'est révélée très utile. Plutôt que de baisser les bras devant ces nombreux obstacles structurels, les associations de jeunesse et les organismes travaillant vers l'international devraient continuer à ouvrir résolument leurs activités aux jeunes socialement défavorisés ou issus de l'immigration. Le changement démographique fera sans doute que le travail international ne pourra éviter de s'engager dans cette voie. Dans beaucoup de grandes villes, certains quartiers

comptent plus de 60 % de jeunes issus de l'immigration. Une raison qui justifie à elle seule la nécessité d'une ouverture.

Il est toutefois important lors des phases de planification et de mise en place des activités d'éviter les mesures très spécifiques destinées à des publics très ciblés. Au lieu de constituer de nouveaux groupes homogènes et de les stigmatiser à nouveau, il convient – dans la voie montrée par les projets d'échange présentés ici – de réunir des jeunes issus de différents univers et milieux sociaux dans une visée d'apprentissage mutuel. Il est toutefois impératif d'élaborer des méthodes spécifiques de recrutement, c'est-à-dire de diffusion et de transmission de l'information, adaptées aux jeunes socialement défavorisés et issus de l'immigration. Il faudrait entre autres s'engager (plus fortement que jusqu'à présent) dans leurs réseaux ou coopérer (plus intensément que jusqu'à présent) avec des organismes d'aide sociale ou d'action éducative en milieu ouvert. C'est la voie qu'emprunte par exemple l'OFAJ, qui cherche à élaborer, tester et consolider un programme de travail international destiné aux jeunes défavorisés et aux jeunes issus de l'immigration par le biais d'initiatives et d'activités issues de ces deux secteurs. Elle se révèle être la bonne.

L'évolution du système scolaire, notamment l'introduction sur l'ensemble du territoire allemand de l'école en journée complète, met l'aide à la jeunesse sous pression. Dans ce système, le temps dont disposent les jeunes se réduit nettement. Les diverses organisations sociales de jeu-

nesse rivalisent pour le reliquat de temps libre des jeunes. Certes, l'introduction générale du système scolaire sur toute la journée est une initiative essentielle pour instaurer une égalité des chances dans et grâce à l'école. Toutefois, l'aide sociale à la jeunesse a une mission éducative spécifique et extrascolaire qui ne peut être remplie par l'institution scolaire. Les actions éducatives informelles et non formelles contribuent à la fois à améliorer les résultats scolaires des jeunes et se donnent pour mission d'inculquer des contenus démocratiques au moyen d'une instruction civique. De surcroît, l'action jeunesse contribue de façon considérable à aider les jeunes à maîtriser leur vie au quotidien, ce que l'école n'est quasi plus en mesure de faire. Il y a donc lieu de développer et consolider les formes de coopération entre ces deux institutions sociales plutôt que de s'ingénier à mettre en concurrence des processus éducatifs non formels et informels d'un côté et formels de l'autre. L'action de jeunesse internationale doit en rester un partenaire fiable et constant.

Recommandations aux acteurs politiques et pédagogiques

Schahrzad Farrokhzad, Sonja Preissing

1 Recommandations en Allemagne

L'évaluation du champ « Intégration et égalité des chances » (depuis rebaptisé « Diversité et participation ») a montré que ce dispositif avait atteint un grand nombre d'objectifs. Partant de ce constat, nous souhaitons formuler ici des recommandations sur les points qui peuvent encore être optimisés, en invitant l'OFAJ et le Centre français de Berlin (CFB) à poursuivre le projet.

De façon générale, nous encourageons les institutions à inclure dans les projets d'échange encore plus systématiquement des jeunes ayant des problèmes sociaux et des chances réduites de participation sociale, ou d'améliorer les conditions structurelles et pédagogiques de leur intégration dans ces projets. Nous souhaitons dans le même temps mettre en garde contre le danger de stigmatiser trop unilatéralement les jeunes gens confrontés au quotidien à la discrimination et à la stigmatisation en focalisant le programme lancé par l'OFAJ sur les personnes « marginalisées » ou « défavorisées » (*cf.* sur cette question, Ottersbach, 2010). C'est la raison pour laquelle nous recommandons de privilégier une architecture fondamentalement hétérogène quant à la composition du public, tout en tenant compte méthodiquement des jeunes marginalisés – ce qui im-

plique un certain nombre de conséquences structurelles et pédagogiques. Avec son nouveau titre, « Diversité et participation », le programme a déjà commencé par son nom à prendre cette direction.

Sur ces prémisses, nous formulerons des recommandations en matière de finances et d'autres conditions structurelles et organisationnelles générales, et nous nous attacherons à montrer comment il est possible dans la pratique des échanges de jeunes de mêler de façon constructive des participants vivant dans des conditions très diverses (que ce soit sur le plan social et économique, du bagage scolaire et du niveau de qualification, ou des connaissances linguistiques).

Conditions structurelles et organisationnelles générales

Une meilleure dotation financière des projets d'échange

Il faudrait permettre tout particulièrement aux jeunes dépourvus de ressources financières de participer aux programmes d'échange. Comparativement, en effet, ce sont eux qui ont le moins d'opportunités de regarder « plus loin que le bout de leur nez » grâce à des voyages, par exemple. C'est pourquoi il est crucial de maintenir des coûts modiques pour les participants, éventuellement de faire même une offre gratuite à cer-

tains d'entre eux. En ce domaine, l'OFAJ et le CFB pourraient s'efforcer d'obtenir des moyens plus élevés de la part de leurs institutions respectives, ou déposer des demandes de subventions auprès de tiers, pourquoi pas au titre d'une coopération (État fédéral, Länder, fondations, etc.). Une meilleure dotation financière laisserait en effet plus de chances à une participation des jeunes touchés par la pauvreté et permettrait aux structures locales d'intégrer à l'échange les jeunes en situation précaire, soit à titre gratuit, soit contre une contribution très réduite.

Prise en compte plus systématique des petites organisations à maigre budget

L'évaluation met clairement en évidence que le projet d'échange constitue un véritable défi pour les petites structures peu dotées financièrement. Il faudrait donc soutenir plus fortement, en termes de finances et de ressources humaines, ces organismes insérés dans des structures faibles (par exemple les associations à faibles moyens financiers, avec peu de collaborateurs et possédant des réseaux réduits, etc.). Une voie pour y arriver pourrait être de demander des informations sur les ressources et la taille des organisations dans les formulaires de dépôts de dossier (en soulignant qu'il est utile de promouvoir tout particulièrement les petites organisations). Ces renseignements peuvent représenter une base pour que l'OFAJ et le CFB accordent des subventions plus ou moins élevées suivant les

organisations. Cette procédure pourrait accroître le pourcentage dans le réseau des petites organisations mal dotées, peu représentées jusqu'à présent.

S'adresser systématiquement aux organismes d'action sociale en faveur de la jeunesse et d'aide aux jeunes marginalisés

L'évaluation montre qu'inclure systématiquement des organismes de l'action sociale en faveur de la jeunesse facilite considérablement l'accès aux jeunes marginalisés. Il paraît donc recommandé que l'OFAJ et le CFB persistent à intégrer et à s'adresser méthodiquement à ces organisations (sans oublier pour autant les autres). L'évaluation a mis en relief l'hétérogénéité des structures locales – ce qui semble avoir permis une grande mixité sociale des jeunes dans les échanges. Une autre stratégie, déjà appliquée par les organisations locales, et qui est tout à fait préconisée pour joindre les jeunes très fortement marginalisés avant tout, est d'éveiller l'attention sur les échanges dans les lieux connotés positivement par les jeunes (centres de loisirs, lieux où se retrouvent les bandes dans les parcs, associations sportives) et/ou dans ceux qu'ils fréquentent au quotidien (stations de bus, etc.). Leur parler personnellement se révèle également être un outil efficient. Et l'on pourrait encore améliorer l'accès par le groupe des pairs, une voie qui elle aussi a fait la preuve de son efficacité.

De surcroît, l'OFAJ et le CFB pourraient cibler plus encore leur travail de relations publiques et de lobbying sur l'hétérogénéité des jeunes dans la société d'aujourd'hui et donc sur leurs besoins différents de soutien et de ressources. Ils pourraient par ce truchement sensibiliser d'autres organismes de jeunesse à vocation internationale, mais aussi des financeurs – publics, fondations ou éventuels sponsors – et bénéficier de fonds supplémentaires aux fins susmentionnées.

Activités et interventions possibles des structures locales dans le programme d'échange

Le dialogue et l'échange avec les organisateurs du programme et leurs partenaires (OFAJ et CFB), mais aussi la participation au réseau (espace laissant place à l'échange, à la réflexion et la formation informelle) restent des points de référence importants pour les structures locales et leurs collaborateurs. Nous estimons ainsi qu'il serait utile de promouvoir encore plus intensément les compétences des responsables de projets et collaborateurs des structures membres du réseau, ce qui peut se faire notamment par l'augmentation de l'offre de formation continue. Un élément clé en ce domaine est de promouvoir la coopération internationale (langue, organisation internationale de projets, etc.).

Ainsi que l'étude l'a montré, les problèmes qui surgissent entre partenaires peuvent faire échouer le projet d'échange. Il est par conséquent important – à partir du moment où des difficultés se font jour entre deux partenaires, que ce soit dans leur coopération ou dans la planification de l'échange commun – que les organisateurs du programme leur proposent des structures de soutien (par exemple des pédagogues, des coaches, etc.) afin que précisément les projets « n'échouent » pas ou qu'ils ne perdent rien de leur qualité.

De même, l'accès des organismes porteurs du programme devrait être plus ouvert aux adolescents et jeunes adultes engagés dans les projets, et le contact avec eux devrait être renforcé. L'évaluation a par exemple mis en lumière que beaucoup de jeunes participants ignoraient ce qu'était l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. L'OFAJ et le CFB pourraient donc s'investir plus fortement dans un rôle d'interlocuteurs direct des jeunes, et pas seulement de celui des structures locales. Il serait par exemple possible de présenter aux jeunes de façon active, et simplement, les divers cours linguistiques dont ils peuvent profiter en amont du projet, ou encore de leur indiquer les formations continues (à l'échelle régionale et nationale) susceptibles de les intéresser s'ils veulent développer les compétences acquises pendant les échanges de jeunes.

Professionnalisme pédagogique

Un autre point important est la consolidation du professionnalisme pédagogique des responsables qui organisent des échanges et des animateurs qui les réalisent, notamment leur formation (initiale et continue) sur la gestion de groupes hétérogènes.

Thématiser la diversité dans l'échange/L'hétérogénéité à la base de l'échange

Nous recommandons pour la pratique pédagogique de concevoir l'hétérogénéité du groupe comme un défi à appréhender de façon constructive. Il convient pour cela de prendre systématiquement en considération les axes de clivages dans le groupe (dus à l'âge, au sexe, au bagage scolaire et au parcours de formation, à l'origine sociale des participants, parfois aussi à leur origine rurale ou citadine). Il est central dans le travail empirique d'envisager et d'interpréter à cette aune les situations qui émergent dans l'échange. Les activités pédagogiques doivent elles aussi faire l'objet d'une réflexion en ce sens.

Dans ce contexte, une compétence fondamentale est de savoir aborder de façon constructive les inégalités et différences de capacité d'action des participants (engendrées par une divergence de capital social, culturel et économique). L'évaluation a par exemple démontré que les compétences linguistiques (pas uniquement en langue étrangère) des jeunes variaient, ce qui

peut donner lieu à des processus d'exclusion pendant les rencontres. La précarité économique de certains jeunes les conduisait également à se sentir exclus des activités de shopping. Il serait ici approprié de proposer des alternatives à ces jeunes pendant le temps où les autres vont faire les magasins. Les asymétries en termes de capital économique, culturel, mais aussi social se répercutent dans l'échange et peuvent déboucher sur des conflits. Il est particulièrement important de considérer les conflits comme des enjeux, de les thématiser et de les traiter dans un cadre pédagogique. Un encadrement de ce type permet précisément d'appréhender les dynamiques de groupe et de travailler sur les champs problématiques.

Comprendre l'échange comme une éducation sociopolitique

Nous avons pu clairement constater que l'ancrage subjectif des jeunes dans leurs sociétés d'immigration pouvait jouer un rôle considérable dans certains projets d'échange. Il y a donc lieu d'introduire un espace et une réflexion pendant les projets d'échange sur les questions de l'ancrage des jeunes dans la société, de la migration et des attributions nationales, par exemple. Les débats sur l'immigration en France et en Allemagne, l'histoire (post)coloniale des deux pays ou de l'Europe et les grandes questions de sociétés actuelles doivent être abordés pendant l'échange. La position (marginalisée) des jeunes dans leurs contextes sociaux respectifs comme

les expériences racistes et discriminatoires qu'ils ont pu faire représentent pour eux des thèmes (conflictuels) d'actualité. Aussi est-il crucial de ménager un espace à la réflexion et au dialogue sur ces questions, important que les responsables de l'échange interviennent en cas de discrimination (avec diplomatie, en cherchant à comprendre et en posant des questions, et non en voulant donner une leçon) et travaillent sur des espaces et possibilités d'agir. C'est fondamental également pour relativiser les éventuelles positions populistes et d'extrême droite des jeunes, tout au moins pour combattre les préjugés et stéréotypes. Enfin, l'évaluation a également montré que les jeunes s'approprient les thèmes sur lesquels les responsables ont insisté pendant l'échange et qu'ils peuvent influencer la dynamique de groupe. Au vu de ce que nous venons de décrire, intervenir activement sur certains thèmes constitue donc une opportunité à saisir.

Diversité linguistique dans l'échange de jeunes

Les résultats de l'évaluation ont mis en évidence que les compétences linguistiques des jeunes sont la pierre de touche de l'échange, raison pour laquelle il est fondamental d'équilibrer les différentes situations linguistiques et de promouvoir les compétences en ce domaine. Certains jeunes auraient par exemple souhaité pouvoir bénéficier d'un cours de la langue du pays d'accueil en amont de l'échange. La communication linguistique pourrait aussi faire l'objet d'un

soutien plus conséquent pendant l'échange même. Des alternatives faisables et judicieuses seraient d'engager des interprètes et animateurs linguistiques, de thématiser systématiquement le plurilinguisme comme une ressource et d'utiliser des méthodes faisant peu appel au texte (danse, sport, théâtre, par exemple), car elles ont des effets fédérateurs dépassant les compétences linguistiques et peuvent offrir aux jeunes peu versés dans ce domaine l'opportunité de positiver leurs propres compétences. Cela permettrait de prévenir avant tout les expériences de frustration constatées chez ceux dont le bagage scolaire et le code linguistique sont restreints (certains expliquent n'avoir pratiquement rien compris pendant l'intégralité de l'échange). Ce sont là des arguments supplémentaires pour augmenter la dotation financière des échanges dont l'objet est de s'adresser et de prendre en considération systématiquement des jeunes marginalisés.

« Un échange durable » : accorder une plus grande importance au suivi de l'échange de jeunes

Il résulte de l'évaluation que le suivi des projets d'échange fait l'objet de trop peu d'attention. Afin que les adolescents et jeunes adultes ayant participé aux échanges transposent leurs expériences et compétences dans leur vie quoti-

dienne, puissent les y utiliser, voire les développer, nous recommandons de renforcer le suivi et l'encadrement post-projet (coordonné par la direction de celui-ci) d'un point de vue personnel et financier. Le suivi devrait être une mesure *sine qua non* de la subvention du projet (à condition de fournir aux structures locales les ressources à cet effet). De surcroît, les formations pour professionnels devraient insister systématiquement sur l'importance du suivi et présenter des manières de l'organiser. Il serait par exemple souhaitable de poursuivre le travail avec les jeunes dans le cadre d'ateliers ou de projets, organisés soit peu après l'échange, soit entre trois et six mois plus tard. Cela permettrait aux participants de rester en contact après les projets d'échange et de continuer à réfléchir sur les expériences qu'ils y ont accumulées.

Un autre aspect important et susceptible de favoriser des effets durables de l'échange est « d'arrimer » systématiquement les compétences acquises (langues, danse, théâtre, etc.) aux espaces des possibles des villes et quartiers des jeunes, et de continuer à développer la valorisation de soi qui a émergé pendant le projet, notamment en ce qui concerne la définition de leurs souhaits et intérêts professionnels. Il serait en ce domaine fécond que l'OFAJ et le CFB servent ici de plateformes d'information générale aux professionnels, en leur indiquant les stratégies pour développer des programmes *ad hoc* dans leurs communes et gagner les acteurs locaux à leur cause et à celles des jeunes (en ce qui concerne par exemple la subvention de projets profession-

nels, même lorsque les jeunes n'ont pas encore réuni toutes les conditions pour les réaliser). L'OFAJ et le CFB s'investiraient ainsi de concert avec les structures locales pour améliorer l'accès des jeunes aux ressources (programmes de formation, etc.). Cela constituerait un atout non pas uniquement d'un point de vue idéel (= soutien actif des jeunes, notamment de ceux issus des quartiers défavorisés), mais aussi en allant dans le sens des propres intérêts, légitimes, de l'OFAJ et du CFB (= lier les jeunes et les organismes sociaux à leur institution).

2 Recommandations en France

Nous développerons des recommandations à différentes échelles : celle des échanges, celle du réseau, celle de l'OFAJ et celle de l'action sociale en général. Concernant cette dernière, il est évident que ni l'OFAJ ni les structures locales de l'action sociale n'ont les moyens d'agir directement dessus. Toutefois, ils y participent. Par ailleurs, il nous a semblé opportun de ne pas omettre cet aspect très général dès lors que nous avons reconnu la transversalité du champ de l'action social à destination des jeunes. Pour les autres échelles, nos recommandations sont à considérer sous réserve des ressources organisationnelles (personnels, temps, financements) nécessaire pour les mettre en place.

L'action sociale et le développement des capacités d'action

Le développement des capacités d'action et la modification des états intérieurs doivent trouver une caisse de résonance où s'exercer. Le suivi institutionnel au retour ne peut constituer cet espace d'exercice autonome des capacités en raison même de la conception ambivalente de l'autonomie et de la pratique de l'accompagnement global. Les capacités d'action ont besoin de prises et de supports pour leurs engagements autonomes. Les professionnels constituent ces prises mais ne peuvent pas ab-

sorber l'ensemble des engagements ; il faut donc développer d'autres équipements, plus autonomistes. L'enjeu du retour est celui de la transposition des expériences à travers les prises et les équipements locaux.

La stratégie politique consiste à articuler l'ancrage des personnes et leur mobilité, leur identité avec leur plasticité, les supports sociaux de leur action à leur capacité d'action. Ainsi, en même temps que les personnes vivent des expériences de mobilité, que leurs états intérieurs s'altèrent, les territoires doivent également vivre des expériences d'équipement afin de donner des prises à la réflexivité inventive des jeunes et de créer les conditions de l'opérabilité des capacités acquises. Nous sommes loin de l'idée de suivi tel qu'on le connaît actuellement, constitué autour du mouvement diachronique de l'expérience des individus. Nous nous basons sur une appréciation synchronique de l'expérience des individus et des supports locaux de l'action.

Mais cette option ne doit pas mener, comme c'est bien souvent le cas actuellement, à la réussite par extraction (comme pour les internats d'excellence pour accéder aux grandes écoles). La réussite par extraction confond mobilité sociale et extraction spatiale. Cette forme de réussite ne fait que renforcer l'appréhension misérabiliste du territoire et les formes sociospatiales de ségrégation.

Ensuite, l'expérience d'équipement du territoire ne doit pas être menée par les jeunes, mais c'est à eux de les utiliser (avec les autres habitants). Il ne s'agit pas de réitérer les dispositifs « emplois

jeunes » de la médiation sociale où des jeunes issus des quartiers populaires, supposés mieux comprendre les habitants, doivent développer des actions. Ces dispositifs forment, *in fine*, des boucles d'enclavement, des effets de clôture et de reproduction[90]. Il s'agit bien d'une évolution synchronique des espaces et des personnes.

Recommandation 1

Articuler le développement des capacités d'action et l'équipement des territoires ; l'expérience de mobilité individuelle avec l'expérience d'équipement du territoire en évitant la réussite par extraction et les boucles d'enclavement.

En direction de l'OFAJ

Le dispositif d'échange de l'OFAJ fonctionne bien, tant lorsqu'on observe la satisfaction des professionnels et des participants que lorsqu'on étudie le développement des capacités d'action des uns et des autres. Toutefois, on remarque qu'actuellement, le maillage entre l'OFAJ et les jeunes s'effectue par les structures porteuses de projet. La saisie directe de l'OFAJ par les jeunes semble très rare. On peut se poser la question de

[90] Robinet E., « Local jeune et politique des grands frères. Les effets pervers d'un dispositif d'intervention sociale »*in*Galloro P., Mouchtouris A., *Jeunesse et Discrimination*, Pressesuniversitaires de Perpignan, 2012.

ce maillage dès lors que les jeunes ne sont pas dans les dispositifs d'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou lorsque ces structures n'appartiennent pas au réseau : des dispositifs spécifiques existent-ils ? Les jeunes en sont-ils informés ? Comment ?

Recommandation 2

Développer des modalités de saisie directe pour les jeunes qui ne prennent pas nécessairement la forme des échanges actuels. Il peut s'agir de projet pré-agencé par l'OFAJ avec des modalités de recrutement internes et externes aux structures. Il s'agit également de développer une information sur ces projets.

Au niveau du réseau

Le réseau est comme une fiction que les rencontres et les échanges concrétisent. Le développement et la multiplication des échanges dépendent de son extension et de sa densification. Il s'agira d'étendre le réseau à l'extérieur, vers d'autres structures ; de l'étendre à l'intérieur des structures et de densifier les moments de concrétisation.

Recommandation 3

Étendre le réseau vers de nouvelles structures. Il s'agit pour les membres du réseau d'inciter les acteurs à participer, de développer des connexions afin d'offrir des prises supplémentaires à l'organisation de projet.

Recommandation 4

Développer la culture du travail international en incitant les professionnels les moins aguerris au travail international à tenter l'expérience.

Recommandation 5

Densifier le réseau par le développement de rencontres (plénières ou particulières), éventuellement par des rencontres virtuelles. Organiser une plateforme virtuelle de rencontre des structures ou, solution moins coûteuse, un annuaire des structures pour que des partenariats puissent se créer en dehors des rencontres du réseau.

Au niveau des échanges

Ces recommandations s'articulent avec les conditions de réussite mises à jour. Il s'agit de renforcer la préparation des professionnels et des jeunes ainsi que d'impliquer activement les jeunes dans cette préparation.

Recommandation 6

Impliquer plus activement les participants dans la préparation de l'échange et notamment dans l'organisation du programme. Attention, les professionnels ont leur rôle à jouer en proposant des activités et en conservant l'organisation de certains moments. La préparation amorcera l'engagement des capacités inventives.

Recommandation 7

Intégrer des préparations linguistiques permettant, au-delà de l'acquisition d'un vocabulaire, par exemple (ce qui ne signifie pas que ces acquisitions soient superflues), de préparer à l'effort de communication dans une autre langue, de désacraliser le ridicule de celui qui fait des erreurs… En bref, de préparer le décloisonnement linguistique.

Recommandation 8

Intégrer une présentation de l'OFAJ (articulation avec la recommandation 2).

Recommandation 9

En articulation avec la recommandation 5 qui pourrait développer les moyens de cette recommandation, il serait intéressant d'amorcer au plus tôt les rapports entre groupes nationaux c'est-à-dire la découverte des jeunes Allemands qui vont participer au projet.

Nous n'ignorons pas les contraintes de telles recommandations, la principale étant un allongement de la durée de préparation. Elles demandent plus de temps, de rencontres et de coordination entre les structures partenaires dans le projet. Mais l'allongement a une vertu en ce qui concerne la sélection. On a vu qu'elle se basait sur l'implication des jeunes lors de la préparation. L'allongement de la préparation permet alors de mieux évaluer cette implication, de créer une dynamique dans le groupe national.

Conclusion

Ces recommandations sont transversales. Tous les acteurs ne sont pas concernés directement. Par ailleurs, elles valent sous réserve de moyens organisationnels. Prises ensembles, elles visent au développement des capacités d'action des jeunes et des professionnels, d'un côté par la constitution de prises directes par les jeunes et d'engagement de leur capacité inventive (1, 2, 6, 7, 9), de l'autre par le développement et la solidification de prise par les professionnels et les structures (3, 4, 5).

Ahmed Boubeker, Markus Ottersbach, Thomas Pierre

Conclusion

Ce texte de travail qui reprend notre rapport d'évaluation s'inscrit dans une orientation interculturelle qui n'est pas celle d'autres recherches plus ancrées dans le franco-allemand tel qu'on le conçoit habituellement à l'OFAJ. Il n'en reste pas moins que nous avons construit une perspective commune en basant nos travaux relatifs aux jeunes et aux structures porteuses de projets sur des matériaux que nous avons élaborés collectivement dans une expérience de recherche partagée durant trois ans.

Dans l'ensemble, les résultats de chacune des trois enquêtes empiriques côté français et côté allemand affichent beaucoup de similitudes.

Les recommandations du groupe de chercheurs sont elles aussi très semblables, si l'on excepte ici encore les écarts dus aux diverses structures et orientations des institutions dans les deux pays, dont il est impératif de tenir compte dans la formulation des recommandations. Hormis ces différences, l'équipe est unanime sur un point : les projets d'échange financés et organisés par l'OFAJ sont sources d'un enrichissement considérable à tous points de vue, tant pour les jeunes que pour les professionnels qui les encadrent dans les structures locales. L'équipe de chercheurs recommande donc instamment à l'OFAJ d'étendre et de renforcer son ouverture vers les

jeunes socialement défavorisés. Cela nous semble une nécessité non pas uniquement pour des raisons démographiques, mais avant tout dans la perspective des jeunes. L'élargissement de l'espace social des jeunes constitue pour chacun d'eux une opportunité cruciale d'élargir son horizon individuel et d'optimiser sa trajectoire personnelle et professionnelle. De plus, réunir des jeunes de nationalités, conditions de vie et milieux sociaux différents reste, hier comme aujourd'hui, un outil particulièrement adéquat pour lutter contre la xénophobie et le racisme.

Plus globalement et compte tenu de la position fragile et instable de la jeunesse, en particulier sur le marché du travail, les projets d'échanges effectués dans le cadre du réseau « Intégration et égalité des chances » ont une pertinence pédagogique, éducative, professionnelle et interculturelle favorisant un développement des capacités d'action des acteurs engagés dans l'environnement complexe de l'action socioculturelle et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Ces échanges permettent de développer *l'agency* des jeunes à travers une altération de leurs états intérieurs et une ouverture sur des équipements extérieurs. Pour des publics en majorité faiblement diplômés, le développement des capacités inventives est essentiel afin d'accélérer leurs parcours personnels dans un environnement complexe. Les échanges franco-allemands permettent également de développer une capacité d'action chez les professionnels qui trouvent dans ces programmes d'échanges un

équipement qualitativement différent de l'accompagnement standard.

Toutefois, nos préconisations ne peuvent ignorer certaines limites du dispositif d'échange. Si les projets de mobilité internationale peuvent créer des dynamiques sur des biographies et offrir des équipements d'accompagnement supplémentaires aux professionnels au niveau local, ils doivent trouver à l'extérieur des relais pour donner leur pleine mesure. C'est le cas en particulier pour les projets français, mais plus largement, le processus de recherche autant que la mise en contexte des résultats a mis au jour des approches et paradigmes différents des chercheurs de chaque pays.

Dimension comparative et « encommun »

Les deux équipes française et allemande ont des orientations sensiblement différentes[91] qui ont fait ressortir les dissemblances des structures sociales et des vocations des institutions dans les

[91]Il est probable également que la divergence de perspective s'explique partiellement par des différences entre les institutions de rattachement des chercheurs. Les Français sont membres d'une université, les Allemands d'une *Fachhoschule*, plus proche d'un IUT. Les *Fachhoschulen* en Allemagne sont plus orientées vers la pratique que les universités. De surcroît, les chercheurs s'inscrivent dans des disciplines différentes : alors que la *Fachhoschule* a une démarche principalement pédagogique et axée sur le travail social, c'est la sociologie qui domine à l'université.

deux États. La dimension comparative que nous avons mise en œuvre souligne d'abord la différence des cadres nationaux dans lesquels s'inscrit le champ « Intégration et égalité des chances ». Le clivage culturel franco-allemand qui recoupe deux conceptions historiques de la nation se traduit par des effets très concrets sur les politiques publiques d'intégration ou d'insertion sociale et professionnelle des jeunes – politiques qui en l'occurrence sont au fondement même de l'action des structures associatives de notre dispositif d'évaluation. Certes, aujourd'hui les deux pays se posent des questions similaires : l'Allemagne et la France ont eu du mal à se reconnaître tardivement comme pays d'immigration, mais elles construisent des convergences européennes sur les politiques de contrôle des flux migratoires et connaissent la même transition d'une migration de travail à une migration permanente, avec l'émergence de problèmes sociopolitiques liés à la jeunesse des quartiers populaires (quartiers qui sont précisément au cœur de notre évaluation). Le questionnement commun des deux nations européennes relève d'une interrogation sur leur identité et la gestion de la différence, mais elles se posent ces questions chacune selon sa propre perspective. De profondes différences demeurent entre les deux pays qui, au-delà de leur histoire politique ou institutionnelle, n'ont ni les mêmes traditions de gestion sociale et d'action associative, ni le même système éducatif, ni la même approche des minorités. On reconnaît en France le centralisme, le principe républicain comme modèle d'intégration dans la société, qui insiste

sur l'égalité de tous les citoyens devant l'État, « privatise » les distinctions sociales et culturelles et promeut explicitement tous les individus, corrélé à une critique du concept d'ethnicité, un taux de chômage relativement élevé chez les jeunes et une action sociale fortement orientée vers l'insertion professionnelle. En Allemagne, à l'inverse, prévalent une structure fédérale ainsi qu'un modèle d'intégration dans la société reposant sur la participation sociale et culturelle et se distinguant par un mélange de soutien individuel et collectif (avec le recours – souvent sans recul critique et pourtant lourd de conséquences – au concept de différence culturelle). Les projets fondamentaux de l'action sociale y sont grevés par des barrières juridiques, économiques et structurelles et ont une orientation bien plus hétéroclite qu'en France.

Ce sont précisément à ces différences que nous avons été confrontés au cours de nos échanges. L'idéal aurait été de mixer les équipes de recherche et de faire du « franco-allemand » sur chaque terrain. En dehors des difficultés matérielles liées notamment au problème de la langue, ce qui nous interdisait cette démarche relevait, comme nous l'avons souligné, de nos approches distinctes, mais aussi de nos catégories d'analyse relativement aux jeunes des quartiers défavorisés. Ce sont ces différences qui séparaient nos deux équipes et qu'il a fallu soumettre à l'épreuve de nos échanges franco-allemands, c'est-à-dire du terrain de « l'autre » au cours de nos journées d'études durant trois ans, dans les locaux des universités de Metz, Co-

logne ou Saint-Étienne. C'est toute la singularité d'une dimension comparative liée aux échanges d'informations, et parfois aux tensions entre nos deux équipes, sur fond de nos catégories d'analyse n'échappant pas aux stéréotypes et aux malentendus. Nous avons d'ailleurs fait le pari du malentendu opératoire, et c'est ce qui nous a permis de construire une même problématique et une grille commune de questionnement au-delà des différences d'approches localisées.

Et c'est aussi ce qui permet de penser à la relation vivante entre cultures et à leurs actions mutuelles. En effet, dans cette perspective qui est aussi celle d'une vision interdisciplinaire développée par certains chercheurs[92], la différence n'est pas simplement ce qui sépare les cultures, mais aussi ce qui permet d'ouvrir sur des orientations communes. Comme le souligne l'historien Achille Mbembe : « Pour arriver au semblable, il faut commencer par partager les différences. La reconnaissance de la différence est le point de départ d'une politique du semblable ou, mieux, d'une politique de l'en-commun[93]. »

[92] *Cf.* notamment, A. Boubeker *et al.*(dir), « Ruptures postcoloniales, les nouveaux visages de la société française », Paris, La Documentation française, 2010.
[93] *Ibid.*, p. 31.

Bibliographie

Bernstein/Basil (1971): *Sozio-kulturelle Determinanten des Lernens mit besonderer Berücksichtigung der Rolle der Sprache. In: Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie. Sonderheft 4. p. 52-79.*

Bessy/Chateauraynaud (1995): Économie de la perception et qualité des produits - L'exemple des contrefaçons dans le domaine agro-alimentaire. Cahiers d'économie et sociologie rurales, n°37. p. 177-199.

Beywl/Kehr/Mäder et al. (2007): *Evaluation Schritt für Schritt: Planung von Evaluationen. Darmstadt: hiba Verlag.*

Boltanski/Chiapello (1999): Le nouvel Ésprit du Capitalisme. Gallimard: Paris.

Boubeker et al. (2010): Ruptures postcoloniales, les nouveaux visages de la société française, Paris La documentation française.

Bourdieu (2001): Science de la science et réflexivité. Raisons d' agir: Paris.

Bruhns/Otremba/Ottersbach et al. (2011): *Abschlussbericht zum Forschungsprojekt "Interkulturelle Öffnung in der verbandlichen Jugendarbeit. Stand, Möglichkeiten und Hindernisse der Realisierung". Köln*.

Castel (1995): Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat. Revue francaise de sociologie. Vol. 37, n° 37-4. p. 639-642.

Cavalli/Galland (1995): *Youth in Europe. Social Change in Western Europe. Pinter: London.*

Chappoz (2001): Projets territoriaux, partenariat, Contractualisation: quelle place pour les citoyens? Annuaire des collectivités locales. Vol. 21. p. 65-78.

Chehata/Thimmel/Riß (2009): *Vielfalt on tour –*

Internationale Jugendbegegnungen in der Migrationsgesellschaft. Abschlussbericht des Modelprojektes InterKulturell on Tour. Köln.
Code du travail (2013)
De Certeau (1975): L'Ecriture de l'histoire. Folio histoire. Gallimard: Paris.
Grignon/Passeron (1989): Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature. Gallimard: Paris.
Galland (1985): Formes et transformations de l'entrée dans la vie adulte. Sociologie du Travail, n° 1. p. 32-52.
Labadie (2007): Politiques locales de jeunesse et territorialisation de l'action publique. Agora débats/jeunesses. 2007/1. n° 43. p. 30-43.
Lahire (1996): Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales. Enquête, anthropologie, histoire, sociologie. Nr. 3. Marseille: Ed. Parenthèses. p.61-87.
Le Bras (1998): Le Démon des origines. Démographie et extrême droit. Editions de L'Aube: La Tour d'Aigues.
Loi n° 2002-2 (2002): rénovant l'action sociale et médico-sociale. Gesetz 2002-2 zur Erneuerung der sozialen Arbeit.
Loi n° 2005-32 (2005): e programmation pour la cohésion sociale.
Loi n° 2005-102 (2005): l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
Méhaut/Monaco/Rose et al. (1987): La Transition professionnelle. Les jeunes de 16 à 18 ans. L'Harmattan: Paris.
Morales la Mura (2006): De l'accompagnement à l'accompagnement expert. Les frontières de la profession. Actes du 2ème congrès de l'A.S.F. Bordeaux.

Nicole-Drancourt/Roulleau-Berger (1994): L'insertion des jeunes en France. Presses Universitaires de Franc: Paris. p. 26-28.
Nicole-Drancourt/Roulleau-Berger (1995): Les jeunes entre précarité et insertion. dans Le livre de l'année. Larousse: Paris. p. 106-107.
Ottersbach (2010): *‚Bildungsferne' oder marginalisierte Jugendliche. Ein Tabu für die politische Bildung? In: Lösch/Thimmel (Hrsg.): Kritische politische Bildung. Ein Handbuch. Schwalbach/Ts.: Wochenschau Verlag. p. 339-350*.
Robinet (2012): Local jeune et politique des grands frères. Les effets pervers d'un dispositif d'intervention sociale. In: Galloro/Mouchtouris: Jeunesse et Discrimination. Presse Universitaire de Perpignan.
Saucier/Sofer (1995): L'accès des jeunes aux politiques d'insertion et à l'emploi: une analyse à partir des enquêtes du CEREQ. Revue Economique, Vol. 46, n°3.
Strauss (1992): Miroirs et Masques: Une Introduction à l'Interactionisme, avec une *"Introduction to the French Translation". Editions Metailie: Paris.*
Trepos (2004): L'équipement politique des Passions. Le Portique. Nr. 13-14. In: Foucault: usages et actualités. http://leportique. revues.org/document954.html. p.1-12.
Trepos (2007): Seuils d'aide et politiques d'activation. Psychotropes, Vol. 13, n°1.
Valarié (1991): Territoires de la précarité et précarité des territoires. Quaderni. Nr. 13-14. p. 129-136.
Valarié (1996): Vers une gestion négociée de l'action sociale: du néo-corporatisme associatif au social contractuel Pôle Sud. N° 4. p. 77-91.
www.centres-sociaux.fr. Mai 2013.

Office franco-allemand
pour la Jeunesse
Deutsch-Französisches
Jugendwerk

51 rue de l'Amiral-Mouchez
75013 Paris
Tél. : +33 1 40 78 18 18
www.ofaj.org

Molkenmarkt 1
10179 Berlin
Tel. : +49 30 28 8 757-0
www.dfjw.org